François Mitterrand

MÉMOIRES INTERROMPUS

Odile Jacob

MÉMOIRES INTERROMPUS

FRANÇOIS MITTERRAND

MÉMOIRES INTERROMPUS

Entretiens avec
Georges-Marc Benamou

Odile Jacob

© ODILE JACOB, 1996
15, RUE SOUFFLOT, 75005 PARIS

ISBN : 978-2-7381-0402-1

www.odilejacob.fr

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L.122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privédu copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contre façon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Jusqu'à la fin, François Mitterrand aura écrit son livre, dominant souffrance et maladie dans un dernier combat. Quelques jours avant son ultime voyage en Égypte, il m'a remis son manuscrit.

Ces *Mémoires interrompus* ont été rédigés par François Mitterrand à partir d'entretiens avec Georges-Marc Benamou. L'ancien Président a souhaité qu'il en soit remercié. Je le fais ici chaleureusement.

En nous léguant aujourd'hui cet ouvrage posthume, François Mitterrand a voulu inscrire son œuvre politique dans son œuvre littéraire. Ce texte témoigne en outre de l'heureuse rencontre, marquée au sceau de l'effort et de la volonté, entre la littérature et l'action, les deux passions de sa vie.

Odile Jacob

LE TEMPS DU STALAG, LE TEMPS DES ÉVASIONS

GEORGES-MARC BENAMOU – *À vous lire et à vous entendre, il semble que vous naissiez à la vie sociale lors de la « drôle de guerre » et de la défaite. Dans quelles circonstances avez-vous été blessé puis fait prisonnier par les Allemands ?*

FRANÇOIS MITTERRAND – Nuit et jour, Légion étrangère et infanterie coloniale (j'appartenais à celle-ci) se relayaient pour contenir les forces allemandes, qui, après avoir réussi la percée de Sedan, se rabattaient sur la Lorraine. Partis de Stenay dans les Ardennes, nous atteignîmes la fameuse côte 304, près du Mort-Homme, devant Verdun, le 3 juin. Des hauteurs de la Meuse, nous regardions les sections d'assaut allemandes en short et chemise légère se déployer dans l'immense plaine qui, à l'horizon, se relevait sur Montfaucon tandis que nous traînions notre barda de vingt à trente kilos, les jambes enserrées dans des bandes molletières.

La nuit venue, le silence se fit. Édouard Morot-Sir, professeur de philosophie dans le civil, qui commandait notre section, veillait, debout, sur ce qu'il

restait du parapet d'une tranchée de 1917. Je dormais dans un trou d'obus à dix mètres en arrière. Soudain, à cinq heures, se déchaînèrent mitrailleuses et canons, tirant sur nous avec un bel ensemble.

Je rejoignis Morot-Sir. Les Allemands marchaient vers nous en chantant. Les combats s'engagèrent à dix heures. Le commandement nous déplaça vers le Mort-Homme. Le temps était admirable. Comme pour saluer ce mois de juin dans sa splendeur, comme si la beauté pouvait nier le malheur, effacer la guerre et le sang, les troupes d'assaut s'arrêtèrent pour une trêve d'un instant. Morot-Sir et moi n'avions qu'à allonger la main pour cueillir les fraises des bois qui tapissaient le sol quand un obus de shrapnell explosa au-dessus de nous. Un éclat me frappa au flanc droit. Il est toujours là, à la jointure de l'épaule. J'étais assommé par la déflagration. Morot-Sir, lui, était blessé au genou. Un infirmier – je crois qu'il s'appelait Merlino – m'amena au PC de la compagnie et me poussa sur une civière roulante à la recherche d'une infirmerie de campagne.

Je me souviens d'une scène haute en couleur. Allongé sur mon chariot, noyé dans la foule de l'exode qui envahissait la route, nous avancions au ralenti, les civils fuyaient par familles entières sans savoir où se diriger. Mon transport de fortune bringuebalait sous un ciel radieux. Je me laissais traîner. C'est alors que des avions italiens surgirent et mitraillèrent notre colonne humaine. Tous se jetèrent sur les bas-côtés de la route et s'enfuirent dans les champs, y compris mon compagnon, qui, ne pouvant m'emmener avec lui, me laissa sur ces bonnes paroles : « Ne t'inquiète pas, je reviens. » Je restai là, immobile, le visage dans le ciel,

regardant les avions piquer sur la route et dérouler leur chapelet de balles. L'alerte passée, nous avons repris notre errance. Partout où nous allions, il y avait des blessés. On m'a d'abord emmené à Esnes-en-Argonne. Dans une cave, des chirurgiens opéraient, coupant bras et jambes. Je ne tenais pas à m'attarder. Nous reprîmes la route et continuâmes nos pérégrinations. À Vittel, dite cité sanitaire, ne restaient que les médecins du front qui avaient accompagné leurs blessés. Les autres avaient filé. Ce n'étaient que gémissements, cris de douleur, odeur de sang et de sanie. En gare se formait un train pour blessés. On m'y déposa. Le train partit tard, lentement. Les Allemands avaient déjà encerclé la Lorraine. Nous tournions en rond. J'ai fini par être hospitalisé à Bruyères, dans les Vosges. Depuis le 14, je n'avais reçu aucun soin.

Le 18 juin, les Allemands sont arrivés à Bruyères. De là, ils m'ont transféré à l'hôpital de Lunéville puis dans le camp de prisonniers voisin. Durant mon séjour à l'hôpital, j'ai été soigné par des infirmières volontaires, des jeunes filles de la région. Elles m'ont fait mes premières piqûres antitétaniques. Je me souviens de l'une d'elles, Jeanne Duret, que j'ai retrouvée plus tard, mariée en Lorraine. Je lui avais confié mon appareil photo et les clichés que j'avais pris avant ma blessure, photographies de mes compagnons et d'objets de toutes sortes, dont des morceaux de corps humain projetés dans les arbres. Grâce à Jeanne Duret, je pouvais communiquer avec l'extérieur. Je me rappelle lui avoir dit tout de suite : « Je veux partir, quitter le camp, m'évader. » Un autre prisonnier, du nom de Bossuz, originaire de Lille, était prêt à partir avec moi. Mais,

alors que nous étions en pleins préparatifs, l'ordre arriva du départ pour l'Allemagne.

C'est ainsi qu'en septembre 1940 j'ai été embarqué avec mes compagnons dans des wagons à bestiaux – type huit chevaux, quarante hommes – en direction de Ziegenhain, au stalag IXA, en Hesse, près de Cassel.

Partir en prisonnier vers l'Allemagne, était-ce vraiment une surprise totale ?

Les prisonniers pensaient qu'ils seraient vite libérés, que leur captivité ne durerait pas plus de trois mois. Bons psychologues, les Allemands jouaient sur cette corde pour décourager les évasions. Ils nous entretenaient dans cet état d'esprit, nous laissant croire que la paix allait être bientôt signée et que nous serions prochainement renvoyés dans nos foyers. Pas de plus sûre prison que l'espoir pour le lendemain. Pour la plupart cette prison a duré cinq ans.

Au stalag IXA, les conditions de vie étaient dures. Imaginez trente mille hommes, jetés sur cette colline de Hesse. Le camp ressemblait à une ville d'exode. Au début le banditisme régnait. Nous mangions très peu. Les Allemands n'étaient pas brutaux mais appliquaient le règlement sans indulgence et ne s'occupaient pas de ce qui se passait à l'intérieur où des bandes imposaient leur loi. C'était un exploit que de pouvoir conserver un objet de valeur : sa montre, son stylo. Lors de l'unique distribution quotidienne de nourriture, dans des bassines de soupe d'orge ou de rutabaga, les chefs de bande se servaient d'abord et nous laissaient le reste.

Inutile de protester, sous la menace du couteau que les spécialistes maniaient sans retenue. Au petit matin, sous les grandes tentes où nous dormions, gisaient quelques cadavres. Un ordre plus juste finit pourtant par s'imposer. Des audacieux se détachèrent de la masse, s'élevèrent contre la loi du plus fort et, soutenus par le consentement général, mirent sur pied une ébauche d'organisation. La violence disparut. Ceux qui l'avaient pratiquée, devenus de pauvres types, méprisés, isolés dans leur coin, quémandaient humblement leur part. À la loi du couteau s'était curieusement substituée une loi nouvelle, fondée sur l'exactitude du partage. Je me suis souvent interrogé sur cette singulière alchimie sociale qui, au stalag, nous a fait passer en moins de trois mois de la jungle à la civilisation.

Être confronté à cette jungle a dû constituer un choc pour le fils de bonne famille que vous étiez !

Avant guerre, j'étais étudiant et je vivais avec des étudiants. La vie de camp a été ma première véritable expérience de la mêlée sociale. J'ai pu connaître des types d'individus dont j'ignorais tout ; j'ai découvert des réflexes de classe qui m'étaient étrangers ; j'ai vu se décomposer le monde de ma jeunesse. Dans le même temps se créait sous mes yeux une nouvelle forme de société. Au stalag, les hiérarchies pratiquées en temps de paix se sont vite révélées inadaptées, usurpées. Pouvait-il en être autrement alors qu'on voyait des dirigeants d'entreprise, d'importants professeurs, de grands bourgeois plonger dans les poubelles pour lécher les

papiers sales où restaient collées des traces de confiture ou de fromage ?

L'ordre social d'avant guerre subitement obsolète, s'est alors établie une nouvelle hiérarchie fondée sur des qualités morales dont nous étions à même de vérifier la réalité puisqu'elle commandait notre vie quotidienne. Toute structure ancienne abolie, nous portions le même uniforme, nous obéissions au même emploi du temps, rien ne nous distinguait. Le soir, rentrés du travail et jusqu'au couvre-feu, nous discutions, assis sur nos châlits, attentifs à débusquer les poux amassés dans les plis de nos vêtements. La première vision de ce grouillement m'avait accablé. Je l'avais ressentie comme une ultime déchéance. Puis je m'y étais habitué, comme aux latrines en plein air, immenses tranchées recouvertes de grésil au fond desquelles gisait parfois un homme mort. Nous philosophions torse nu, des poux craquant sous nos ongles, l'esprit perdu dans un avenir où nous compensions par le rêve notre misère commune. Nous discutions de notre vie de tous les jours, de l'humeur de nos gardiens, de la qualité comparée des corvées, de nourriture (beaucoup), de femmes (peu). Nous attendions le goulasch ou la purée du dimanche, événements gastronomiques, les nouvelles de l'extérieur généralement faussées par l'imagination des narrateurs, l'événement politique ou militaire qui nous rapprocherait de notre libération. Nous parlions de la France quittée dans le désastre, l'effondrement de ses valeurs et de ses institutions. Nous n'en accusions pas la République, mais ses hommes et ses pratiques. Vichy nous laissait indifférents ; Londres, nous ne connaissions pas. Notre espérance se réfugiait

dans l'utopie. Il devenait normal de nous demander pourquoi notre état où chacun était l'égal de chacun ne se prolongerait pas après la guerre et, si nous savions imposer les leçons de l'expérience acquise, pourquoi il ne durerait pas toujours.

Cet état utopique, parfois appelé l'« esprit prisonnier », n'était-ce pas aussi un danger, avec tous les risques d'angélisme que cela suppose ?

Notre société était égalitaire, mais arbitraire. Nous portions les mêmes vêtements rapiécés ou déchirés. Nous mangions la même soupe. Ce fut une tentation naturelle que de théoriser sur la pauvreté, l'égalité, la dignité. Elle nous portait à imaginer un monde à la Fourier, où l'on bâtirait des phalanstères. Après tout, nous n'étions pas si malheureux. Il y avait là un danger dans lequel sont tombés et restés quelques-uns de mes camarades : ils ont imaginé, derrière les barbelés, un monde idéal, d'où les conflits d'intérêt auraient disparu. De cette utopie certains ne sont pas revenus. J'en ai rencontré par la suite dans ma vie politique, parmi mes camarades socialistes. Merveilleusement incorrigibles, ils imaginaient la société à venir, délivrée de ses tares, de ses rapports de forces, comme immunisée contre les vices, les perversions, les ambitions des hommes qui la composent. Je n'allais pas jusque-là, mais j'en rêvais, et c'est un peu dans cet état d'esprit qu'après mon évasion j'abordai l'année 1942...

L'esprit des camps, la fraternité des camps, la spiritualité des camps, cela a existé, mais n'exagérons rien. L'esprit des camps, ce n'était pas uniquement la soli-

darité et le dévouement. Cela pouvait être aussi le « chacun pour soi », voire le vol de sa ration de pain par le meilleur camarade. Les captifs ne s'étaient pas transformés miraculeusement en « parfaits » albigeois, expiant au contact d'une dure réalité leurs fautes passées. La captivité, c'était une guerre quotidienne et l'adversaire n'était pas toujours l'Allemand.

Au demeurant, nous ne vivions pas avec le sentiment d'appartenir à une collectivité de plusieurs milliers de personnes. Ce qui comptait, c'était une multitude de petits noyaux de sept ou huit individus qui partageaient tout – les colis, les corvées, l'organisation du travail – de manière à économiser les forces de chacun. C'était plus un phénomène de groupe que de communauté.

Même si vous n'avez jamais cédé à la dérive utopiste de certains prisonniers, cette expérience vous a durablement marqué...

Oui. Elle m'a appris que la hiérarchie des valeurs dans la difficulté ou le malheur ne correspondait en rien à celle que j'avais connue auparavant et que je considérais comme respectable ou, à tout le moins, acceptable. De cette découverte est né le doute, et c'est en captivité que j'ai commencé à remettre fondamentalement en cause les critères sur lesquels j'avais vécu jusqu'alors.

Vous avez évoqué vos conversations du soir pendant la chasse aux poux. Parmi les sujets de ces conversations vous n'avez pas cité la question religieuse : Dieu, l'immortalité

de l'âme, l'Église ou les Églises, alors que vous étiez tous ou presque de formation chrétienne.

Par pudeur ou respect d'autrui nous réservions ces débats pour d'autres moments de la journée. Dans la chambre où je couchais, on ne comptait pas moins de six prêtres. Une dizaine de Polonais très croyants partageaient notre existence. Nombreux étaient les catholiques pratiquants. Mais ils observaient une grande discrétion en évitant tout prosélytisme. Une sorte de convention, de pacte non écrit, nous conduisait à taire ce qui eût pu altérer le climat qui nous protégeait. De même qu'était bannie de nos conversations la controverse politique. La composition de notre kommando était par nature hétéroclite. Des juifs, des protestants, des libres penseurs vivaient ce que nous vivions. Ils étaient nos camarades. Quiconque eût allumé la mèche de querelles inutiles eût été désavoué. Cela dit, il s'était produit un étonnant regain de spiritualité autour du catholicisme. Les messes rassemblaient des centaines de fidèles, les prêtres confesseurs, ou simplement confidents, étaient recherchés, sollicités. Leur ferme attitude face aux Allemands inspirait confiance aux hommes en déshérence qui, leurs références perdues, se tournaient instinctivement vers la tradition. Musiciens et poètes du camp composaient, écrivaient, récitaient avec un réel talent des œuvres le plus souvent inspirées par l'approche mystique. J'ai en tête encore aujourd'hui des vers, des rythmes entendus à cette époque. Ils m'émeuvent de la même façon. Quant à moi, j'étais partagé, attaché d'un côté à ma propre éducation, aux envoûtements de mon enfance, et de l'autre interrogateur sur

le non-sens de la vie, de la mort, sur le mélange d'horreur et de beauté qui brouillait tout message. Au moment où, autour de moi, la foi et la pratique religieuse se réenracinaient dans les âmes, la mienne s'en éloignait. J'avais besoin de voir et de chercher encore longtemps, jusqu'à ce qu'il me fût donné d'ouvrir les yeux sur le fol univers où le créateur a jugé bon de nous loger.

Dans quels stalags avez-vous séjourné ?

D'abord au stalag IXA, au sud-ouest de Cassel. Puis, en octobre 1940, au stalag IXC, en Thuringe, non loin de Rudolstadt. De là j'ai été expédié en kommando, petite unité d'environ deux cent cinquante hommes. J'appartenais au kommando 1515, dans le village de Schaala. C'était un groupe très composite. Y étaient réunis ceux qu'on appelait bizarrement des « intellectuels », réfugiés républicains espagnols, engagés volontaires dans l'armée française, Juifs, curés, instituteurs, etc.

Je conserve un excellent souvenir de ce kommando de Schaala où régnait un esprit de fraternité. Surtout dans ma chambrée. Tout marchait très bien entre nous. C'est là que j'ai constaté la vocation française pour la cuisine et le droit. Ah ! le temps consacré à la cuisson des pommes de terre volées dans les champs et qui, trempées dans la graisse à chaussures, rissolaient sur le poêle qui nous chauffait...

Un jésuite, Alphonse Delobre, un ami très cher tout le long de ma vie, conduisait la manœuvre avec une égale maîtrise. Parfois le menu s'enrichissait d'un

canard subtilisé dans la cour d'une ferme ou d'une tranche de lard décrochée d'un plafond. Delobre n'avait pas besoin de recourir à des subtilités théologiques pour cuisiner avec art nos larcins et les partager de fort bon appétit. C'était un paysan de Haute-Loire né pas loin du hameau de Jules Romains. Ses récits étaient comme un écho des *Hommes de bonne volonté*, version Jerphanion. Jusqu'au séminaire, destination naturelle pour cet enfant pauvre de famille nombreuse en pays d'Yssingeaux, il avait couché à l'étable avec de belles vaches brunes qui lui apportaient leur chaleur. Il n'était que bonté, don de soi et rude bon sens. On le sentait éloigné de l'Église complaisante qui délaisse ses exigences. Il se vouait au Christ et à l'enseignement du Nouveau Testament. Une simple foi, un simple amour. Il se demandait pourquoi les pères de l'Église avaient compliqué des choses aussi évidentes que la vie, la mort, le mal, la maladie. Il suffit d'aimer, disait-il, et il aimait. Jésuite appartenant à la province de Lyon, il se comportait en prêtre loyal mais renâclait devant la façon d'être de l'Église établie, qui lui semblait renier le christianisme. Sa foi profonde, indéfectible se passait d'alibi. Il ne la prêchait pas, il la vivait. À la fin de sa vie une congestion cérébrale le rendit aphasique. Mais toute la lumière du monde habitait son regard. Il me souriait encore la veille de sa mort.

Côté juristes, Jean Beunas, un notaire de Clermont-Ferrand, plein de finesse et de malice, nous fit adopter dès octobre 1940 les statuts d'une association des anciens prisonniers de guerre de Schaala ! Quelles âpres discussions sur la rédaction des articles ! Elles nous agitèrent un bon trimestre et nous y dépensâmes des tré-

sors de casuistique. Encore fîmes-nous l'économie de l'élection d'un bureau.

Était-ce un cercle Pétain ?

Mais non ! Rien à voir ! Vous êtes obsédé ! Personne n'aurait songé à créer de tels cercles auxquels j'aurais été, pour ma part, farouchement opposé.

On vous reproche d'avoir été tenté par eux...

Qui, « on » ? Une calomnie supplémentaire ! Les cercles Pétain avaient peu d'importance, pas d'influence. Ils organisaient dans les camps de petites conférences auxquelles ils invitaient les non-adhérents. Je jugeais cela malsain et ridicule. Quand on est prisonnier, on ne se prête pas à des manifestations encouragées par ses geôliers. Il y avait près d'un million et demi de prisonniers de guerre dans les camps et ils étaient naturellement hostiles à ceux qui les retenaient en captivité. La plupart étaient donc très mal disposés à l'égard des tentatives de récupération. J'étais de ceux-là.

Pourtant, votre ami Jean Védrine appartenait à l'un de ces cercles Pétain...

Je ne sais pas. Nous n'étions pas dans le même stalag. Je ne l'ai connu que par la suite.

À quelles corvées était employé, à Schaala, votre kommando ?

Des corvées assez sévères. Nous étions constamment sous le regard de sentinelles armées. On nous affectait de préférence à des travaux de voirie, ou de nettoyage. Moi, j'ai surtout travaillé dans une usine de bottelage, de foin et de paille. Petite usine – distante de quelques kilomètres de la faïencerie où nous logions. Cette faïencerie était un endroit facile à garder. Fenêtres grillagées, barreaux partout. Nous étions enfermés, mais la vie en commun n'y était pas désagréable. Les amitiés que j'y ai forgées sont restées parmi les plus importantes, les plus durables. Les noms de Delobre, Munier, Vermeil, Finifter, Leclerc, Charvet, Monnier, Varenne, Beunas, m'ont donné confiance pour la vie dans les hommes qui partagent votre sort lorsque les épreuves n'altèrent pas la simple noblesse du respect mutuel, sans pacte écrit, sans parole donnée, parce que c'est comme cela qu'il faut vivre. Croire aux autres était donc possible.

Vous étiez prisonnier à Schaala. Vous aviez vingt-quatre ans. À quoi pensiez-vous ?

À m'évader – dès le premier jour. Je l'avais tenté à Lunéville, mais sans pouvoir mettre à exécution ce projet en raison de notre départ inattendu pour l'Allemagne. C'était presque une obsession. J'avais une raison très personnelle : la guerre m'avait séparé d'une jeune femme qui m'était chère. Mais l'explication serait insuffisante. Je ne supportais pas d'être contraint par

des forces aveugles. Lier mon sort aux hasards d'une guerre à la durée de laquelle je ne pouvais rien heurtait l'une de mes tendances profondes : qu'une porte fût toujours ouverte sur l'imprévisible. Je cultivais un certain romantisme de l'aventure individuelle. Je souffrais de la perte de ma liberté comme d'un mal physique. Oui, c'était un mal au corps autant qu'un mal à l'âme. J'ai déjà écrit quelque part qu'il ne s'agissait pas de courage. J'ai connu des camarades d'un rare courage qui n'ont jamais songé à s'évader. On a ça dans le sang ou pas. Moi je l'avais. Était-ce la volonté de reprendre les armes ? L'ambition de participer à la revanche de la France ? Sans doute, ma génération, qui n'en était pas responsable, n'avait pas à s'identifier à l'un des pires désastres d'une nation soudée par les siècles. On ne pouvait en rester là. Mais où, comment, avec qui ? je n'aurais su le dire.

Je ne me sentais pas né pour vivre citoyen d'un peuple humilié. L'Histoire de la France me possédait, j'aimais ses héros, ses fastes, et les grandes idées venues d'elle qui avaient soulevé le monde. J'avais la conviction, depuis l'enfance, que j'aurais à la continuer. Je ressentais également l'occupation de mon pays comme un viol. Je n'avais pas besoin de me raccrocher aux moments forts de son histoire, Richelieu, Mazarin, Vauban, la Convention ou Bonaparte. Je souffrais personnellement qu'une admirable construction, si bien équilibrée par le génie des hommes et les lois du relief, fût à ce point démolie, dévastée, investie. J'ai noté ailleurs que pour moi le génie le plus représentatif de la France était Vauban. Lui n'avait pensé qu'à renforcer les fondations, fer-

mer les issues, sauver le pré carré qu'une prescience miraculeuse avait déjà dessiné dans l'esprit d'un Philippe Auguste ou d'un Charles V.

N'était-ce pas aussi l'ennui qui vous poussait à tenter de partir ?

Non. Je ne me suis jamais ennuyé nulle part. Cet aveu vous paraîtra bizarre mais je m'accommodais fort bien de mon sort. Je n'étais pas le seul dans ce cas. Les habitudes prises ont empêché beaucoup d'évasions. Je n'avais pas envie d'être séparé de mes camarades. Je m'habituais vite aux endroits que l'on m'imposait. Je n'avais plus envie d'en changer. L'idée d'évasion, le besoin d'évasion obéit à d'autres impulsions. Même aujourd'hui je ne saurais vous dire exactement lesquelles. Je crois que la liberté est comme l'air qu'on respire. J'avais besoin de respirer. La France me manquait. Loin d'elle j'étouffais.

On débat depuis de Gaulle de sa fameuse formule : « J'ai toujours eu une certaine idée de la France. » Cette expression me reste étrangère. De la France je n'ai pas une idée, mais une sensation, celle que donne un être vivant, ses formes, son regard. Elle n'est pas quelque part suspendue entre ciel et terre. Elle est une personne à trois dimensions. Je ne vois pas à quoi la comparer. En tout cas, pas à une idée. Elle s'est bâtie autour de quatre fleuves et de quelques montagnes qui n'étaient même pas de véritables frontières. Elle a été fille du sol, de l'eau, de la géométrie avant de donner aux hommes l'image de l'harmonie. C'est le seul pays d'Europe qui puisse se dire œuvre de la nature

plutôt que fruit de l'ambition et de l'imagination des hommes. Attenter à cette merveille d'équilibre me blessait, me bouleversait. Non que mon amour de la France fût d'abord esthétique. Mais qu'un peuple sans formes comme celui de l'Allemagne ait pu s'en emparer et l'absorber comme une boursouflure me paraissait blasphématoire : qu'avaient à faire tous ces gens chez moi ? Leur accent m'irritait plus que leurs chars. Cette façon de commander, d'ordonner à la plus vieille nation du monde, eux qui n'avaient pas deux siècles derrière eux !... Que ma génération ait eu à subir cette épreuve m'était insupportable. Nous n'étions pas faits pour cela, nous qui avions grandi dans l'amour de la liberté et qui n'entendions plus que des accents de haine, l'expression d'une supériorité inventée, tirée de l'obscure aventure du sang.

On aura compris, en lisant ces lignes, que la géographie pesait aussi lourd dans mon esprit que l'histoire. C'est une référence à laquelle je tiens. Mon patriotisme s'alimentait aux sources de la Dronne, de la Charente ou de la Vienne tout autant qu'aux coups d'éclat de Du Guesclin. Mon pays, ce sont d'abord des paysages, comme mes amours, mes amis sont d'abord des visages. Peut-être avais-je tendance à une appropriation excessive. Celle d'une enfance heureuse où chaque chose s'accordait à mon âme, où chaque arbre avait un nom : les saules, les frênes, les chênes, les tilleuls, où le cours de mes rivières venait du sol, du mien ; ils étaient mon sol. Imprenable, sinon par mégarde ou par trahison. Il me semblait que l'herbe et ses plus humbles fleurs, ombelles, scabieuses, trèfles, n'étaient ni négociables ni transmissibles. L'odeur du

blé moissonné appartenait à mes narines, à mes poumons, la poussière des champs et des routes s'élevait de nos routes. Les méandres de la rivière ne baignaient qu'un pays, le mien. Les riverains de la Weser n'avaient rien à y voir. Ils se trompaient de versant : la terre ne penche que d'un côté. Il y avait, proche aussi, presque à toucher du doigt, la mémoire de deux guerres, contre le même ennemi, celles de ma vie, celles de mon siècle, folles, sauvages, inexpiables l'une et l'autre et qui offraient chacune un modèle différent de l'autre. Quelle route suivre ? Celle des poilus bleu horizon en partance pour Berlin, comme en août 1914 ? Ou brasser l'univers à la recherche de nos mythes, comme en 1940 ? Une certaine idée de la France me ramenait à cette patrie impalpable, aussi desséchée que les feuilles d'un herbier. J'avais davantage recouru aux sortilèges de *La Colline inspirée* dont je me récitais inlassablement les admirables rythmes pour que résonnent en moi les rumeurs du passé. Je me répétais, comme Barrès : « D'où vient la puissance des lieux ? la doivent-ils au souvenir de quelque grand fait historique, à la beauté d'un site exceptionnel, à l'émotion des foules qui du fond des âges y vinrent s'émouvoir ? Leur vertu est plus mystérieuse, elle précéda leur gloire et saurait y survivre. Et n'en doutons pas, il est de par le monde infiniment de ces points spirituels qui ne sont pas encore révélés pareils à ces âmes voilées dont personne n'a reconnu la grandeur. Seuls les yeux distraits ou trop faibles ne distinguent pas les feux de ces éternels buissons ardents. »

Mes buissons ardents, inutile de les imaginer à distance. Ils étaient là, j'étais là, revenu dans mon pays,

en un lieu dont j'ignorais tout ou presque, dont les formes s'offraient pour la première fois à mes yeux. La rivière que je venais de franchir s'appelait la Loue, les hauteurs alentour : Arlay, Château-Chalon, Toulouse-le-Château, peut-être quelques-uns de ces milliers de points spirituels qui ne se sont pas encore révélés et que l'âme attend. Ce qu'était mon état d'esprit, je le retrouve dans un texte écrit peu après ces heures de grâce. Inutile de le recomposer. J'aime mieux le direct. Ces impressions ne sont pas à réinventer. Je les vieillirais sans le vouloir d'un demi-siècle. Elles porteraient la marque du temps passé et de la fatigue de mes sens. Les voici telles qu'écrites sur le coup * :

« La France était claire ce matin-là. Le soleil avait chassé les brumes. La vallée n'était pas encore frappée par l'aveuglement de la lumière de midi. Les fatigues des jours précédents me semblaient allégées par cette ultime marche, par ces huit kilomètres de route droite qui me devaient mener au centre d'hébergement. Des oiseaux voletaient, filaient à ras du sol et se posaient, tête dressée ; un chien, mufle haletant, pistait d'un bord à l'autre de la route des traces incertaines. Les champs s'étalaient gras et vides, mûrissant sous les haleines de l'hiver des naissances secrètes. Des villages blancs et gris séparaient les chemins et les hommes, nonchalamment, sciaient leur bois devant les portes, s'interpellaient en quête des nouvelles de la nuit, poussaient en douceur sur les pédales de leurs bicyclettes.

« Je n'étais pas fâché de retrouver ainsi ma France

---

* Ce texte, intitulé « Sur la route qui mène en France », a été publié dans la revue *Métier de chef* en avril 1943. *(NdE)*

presque oubliée. J'avais imaginé je ne sais quels orages et jusqu'à la teinte des nuages changée. Mais les fumées, les toits, les croisées, mais les lanternes quadrillées, les haies rectangulaires et les horizons purs, mais les hommes incurieux et froids, c'étaient bien ceux que j'avais quittés. Le retour au pays natal ! J'avais la faiblesse qui rompt les jarrets, les mille manières d'être du petit Liré, j'avais recomposé dans mon exil des scènes volées aux manuels et aux récits de l'autre guerre. Et maintenant, j'étais là qui m'efforçais, après deux ans d'absence, de reconnaître les émotions prévues, les constructions ébauchées. À vrai dire, je me forçais un peu et sur chaque détail, je butais : la route, les arbres, les villages, la vallée coupée net par les coteaux parallèles, les joncs signaleurs de cours d'eau enfouis, ne marquaient pour la solennelle rencontre qu'une magnifique indifférence. Mais que les miens m'accueillent avec cet air insouciant, je n'espérais pas plus chère preuve d'amitié. Était-ce pudeur abusive ? J'aurais détesté les gestes, les paroles qui, toujours, au lieu de vous admettre, vous repoussent : mes amis n'ont jamais eu besoin d'autre chose que du silence que je leur permets.

« Et donc, malgré mes réflexes " littéraires ", mon envie d'imiter les beaux mouvements des morceaux choisis, je préférais que mon retour fût aussi peu glorieux, je dirais aussi peu émouvant. Tout était trop facile pour prodiguer le drame : trop facile, l'air du matin mouillé bu par les heures successives ; trop facile, le ciel parcouru de voiles légères ; trop facile, l'arrangement des tons pour corriger l'âpreté de l'hiver. Admis de plain-pied dans l'intimité des choses, qu'avais-je à

faire de mes vulgaires histoires d'hommes ? Je n'avais convoqué ni mes parents ni mes amis ; plus tard, on verrait. J'avais d'abord à respirer l'air de mon pays, à écouter le langage des gens de mon pays ; et, simplement par le jeu de mes oreilles et de mes yeux, par le jeu de mes sens, j'avais à reconnaître la présence de mon pays, le reste suivrait, le reste suit toujours ces révélations, ces découvertes immédiates.

« J'ai marché d'un bon pas huit kilomètres après tant d'autres, huit kilomètres de dure route bleue ; et ce faisant, je me souvenais des chemins parcourus avant de parvenir à cette libre marche sur la première route de ma liberté. Avec ce désir de l'enfant qui croit que la vérité se cache de l'autre côté de l'horizon, qui scrute la ligne inflexible du ciel et se demande quels paysages magiques se déroulent là-bas, avec cette obstination de l'adulte qui refuse sa dépendance et ne cherche qu'en lui-même l'explication de toutes choses, avais-je assez nié le passé, la tradition, les lois et l'amour même, tous ces filets tendus par l'espace et le temps. Il m'avait fallu un long apprentissage pour décanter le visage obscurci de ma patrie de rêves, d'espoirs, de déceptions, de tout un exotique apporté par d'étranges illusions. L'erreur puisée dans mes livres d'histoire et qui m'avaient appris à ranger la patrie parmi les Idéals m'avait peu à peu conduit à voyager dans l'abstraction. Et vite s'étaient décolorés, momifiés des traits jadis robustes et fiers. Notre génération aura fait cent détours avant de comprendre que la France était une personne.

« Puis, je me rappelais les journées vécues dans les camps et la reconquête, inconsciente avant d'être volontaire, de simples vérités. Là-bas, on aimait parler

de chez soi et on s'en voulait des vains désirs qui avaient poussé autrefois l'esprit à voyager, à déserter les lieux faits pour nous et si pareils à nous que, privés d'eux, on sentait un secret malaise. On réfléchissait à toutes ces choses sans histoire qui vous conduisaient d'un bout à l'autre de la vie, à toutes ces choses sans regret dont était tissée la tâche quotidienne. On se confessait comme d'une trahison des oublis et des nostalgies. Quand on fouillait les horizons de la terre étrangère on ne les voyait guère ; dans nos interminables songeries, mes images du présent gravitaient, légères, et se dissipaient devant les images du passé. Et au-delà de nos paroles, les formes qui se levaient, pressées, ramenaient les mêmes contours. Derrière les barbelés, on cherchait avidement des marques, des points de repère ; on éprouvait un subit bien-être.

« La couleur du ciel, la teinte des toits, la manière de tracer le sillon, l'heure du repas, la voix des enfants, l'odeur de la maison, voici ce que nous évoquions, exilés soumis à des vents inconnus, mal habitués aux toits aigus de tuiles rondes, étonnés des socs hauts et maigres qui fouillent la terre à seigle, réduits à la soupe réglementaire avalée en silence. Pendant les premiers jours, il nous avait suffi d'obéir aux nécessités immédiates : la faim qui tire l'estomac, le froid qui tasse le corps. Mais vite nous étions retournés aux gestes appris, aux sentiments mal endormis, à la fraternité des mêmes habitudes, alors chacun s'était rapproché de ceux qui savaient les mêmes noms de village et de quel côté on tourne pour aller au mas, de ceux qui savaient les mêmes prémices de l'orage dans le flamboiement

des soleils couchants, de ceux qui allongeaient ou raccourcissaient les mêmes syllabes.

« Ainsi s'était rétablie la liaison mystique entre les groupes d'hommes et la terre en leur possession, comme à l'époque primitive où elle appartenait à la communauté des morts et des vivants ; les fruits du sol figuraient alors l'âme des disparus et chacun avait conscience de participer à un monde obscur dont l'individu n'était que l'expression fugitive. Qui donc aurait pu séparer ce tout ? L'homme s'intégrait à l'animal, au végétal, au minéral et se reconnaissait en eux : il n'était pas encore ce faux dieu qui danse sur le monde et ne sait plus, comme entraîné par sa propre folie, où il reposera les pieds.

« Comme les fièvres d'antan me paraissaient vaines maintenant qu'en ce matin d'hiver je parcourais, paisible et calme, au plus profond du cœur la première distance du chemin retrouvé. Voici que je retournais dans mon clos exigu, dans ma maison de pierre blanche, parmi les hommes simples et bruts. Mais les barrières n'étaient plus là où je les avais crues. Les coteaux ondulés de mon pays natal ne bornaient plus mon univers. Loin d'eux, j'avais appris à déceler les richesses enserrées dans leurs lignes précises. Désormais, attentif aux parfums, aux couleurs, aux changements du ciel, aux gestes des animaux, aux cycles des saisons, aux coutumes des hommes soumis au rythme de la vie propre à ce coin de terre et à cette race d'homme, j'allais pouvoir mêler mon souffle en une cadence égale à la toute-puissance des souffles originels. Cette facilité, conquise après tant d'errements, me

fournissait la dernière preuve : je devenais homme libre sitôt ma liberté remise à la réalité charnelle de mon sol.

« Et voici que l'heure était venue où, pour moi, s'accomplissait le rite définitif. Au terme de ma longue route, pèlerin avancé au-devant de l'immobile cortège, précurseur des millions d'hommes en uniforme kaki, je sus que j'avais découvert dans les vallées d'exil les espaces et les bornes du domaine ancestral.

« Il est des amitiés qui naissent un jour d'été, parce que le soleil est là, qui donne aux choses des couleurs telles que leur fragilité s'inscrit dans leur splendeur ; et pour sauver cette minute, l'être qui l'a partagée avec vous, vous l'aimez. Tout ce qui va mourir incite au partage, comme on partage la peur en s'étreignant l'un l'autre. Ainsi le voyageur, sur le quai, a l'envie d'embrasser ; celui qui reste a le cœur étrangement troublé de ce départ d'un être auquel rien jusque-là ne le rattachait et qui perd soudain son vêtement d'étranger parce que la vie leur signifie en même temps qu'elle est faite de mort et d'oubli.

« Il est de longues correspondances qui s'ébauchent au cours d'une promenade, devant un tableau de maître, dans la communion d'une admiration. L'âme a frémi dans ce moment unique et les sens se sont émus, et jamais ne sera séparé de ce frémissement l'autre visage qui les a connus. Et puis le temps passe avec ses années parallèles. Si les êtres essaient de sauter hors leur ligne pour aller à la rencontre d'un de ces fugitifs porteurs de tant de rêves, quelles déceptions, quel impossible raccord ! Les nourritures ont été trop dissemblables, la chair et l'esprit ont été meurtris et ravis par d'autres coups et d'autres merveilles. Et c'est

dans *La Porte étroite* la main de Jérôme au retour de son voyage d'Italie qui, au haut de la côte, se déprend de celle d'Alissa parce qu'il fait trop chaud et que leurs corps sont lourds, et parce que, de l'une à l'autre, plus rien ne communique.

« On ne préserve ces amitiés exaltantes et douces qu'en vivant du souvenir d'où jaillit l'eau fraîche ; mais qu'on ne tente pas de répéter le choc de la baguette sur le rocher ; il ne se fendra pas ; et seule demeurera la sécheresse, d'autant plus désolante qu'elle exprime désormais l'abandon de la grâce.

« Mon amitié pour mon pays, je le comprenais subitement, ce n'était pas cette amitié d'un moment qui alimente une longue suite de jours, mais l'attache ignorée toute-puissante, libre de peur et de déchirement qui n'a besoin, pour se révéler, que de la facilité de nouvelles rencontres.

« Quand on retrouve son pays, on ne pousse pas des cris de joie. La joie est là qui vous gonfle la poitrine, qui vous parcourt les muscles des jambes, qui vous dirige les regards. Il n'y a pas besoin de la clamer, cette joie ; elle est une manière de marcher, de respirer, de voir une mise en accord rapide et harmonieuse des choses d'alentour. Ainsi, sur cette route nationale, sur cette route de plaine, bleue et cernée de vert, je comprenais que ma joie était faite de certitude et de facilité. Comme cela avait été compliqué ! Comme je m'étais torturé l'esprit et le cœur ! L'infini, l'espace, la liberté, c'était cette joie d'aujourd'hui, si sûre d'elle et si pareille à ce bout de route sur laquelle mes brodequins frappaient dur.

« Aussi ma libération n'avait-elle commencé que

du moment où, débarrassé des gestes officiels, j'avais pu, muni de mon mince bagage, entamer la dernière étape. L'émotion légitime des accueils en fanfare, elle, faisait encore partie du cérémonial de l'absence. Sitôt abandonné à moi-même, j'avais décidé cette marche, ce contact direct avec les choses de chez moi. Une grande joie se tait pour nourrir les souvenirs : comme le nageur dans l'eau et l'oiseau dans l'air, je me sentais élastique et frais ; nul besoin d'intermédiaire pour me soutenir ; l'éclat de la voix, les bondissements du cœur eussent été importuns.

« D'ailleurs toute convention m'avait été gracieusement épargnée. Le printemps ne se passe pas de bourgeons, l'été de feux, et justement l'hiver de ce jour était clair et serein, plein de murmures et d'ébats ; le soleil révélait des couleurs nouvelles, délimitait, multipliait les nuances. Mon pays pouvait se distraire à me présenter un visage inattendu que l'étranger eût appelé pittoresque ; je n'y discernais qu'un jeu familier.

« La foulée large, la respiration ample, les mouvements aisés, j'avançais ainsi, libre d'entraves. Si mon pays m'était apparu moins vivace que mon appétit, moins vaste que mon ambition, moins riche que mes désirs, moins rigoureux que mon exigence, moins grand que mon espoir, quelle délivrance dérisoire ! Mais ces coteaux, cette lumière, ces horizons affublés de qualificatifs trompeurs affirmaient autre chose que des " élans moyens ", que des " tons en demi-teinte ", qu'un " raffinement dénué d'énergie ". Chaque carré bruni par la surface des labours, chaque champ, chaque maison sagement défendue contre les vents, racontait une victoire. Un accord subtil était établi entre

l'homme dernier venu triomphateur, et la terre, siècle par siècle, livrée. La force naît de l'opposition. Non pas la demi-mesure, la fausse sagesse du juste milieu, mais l'âpre violence, la conquête brutale, la soumission exigée.

« La terre aime ce viol et rend à l'homme plus qu'il n'espère. Mais en le reconnaissant pour maître, elle le tient. Cette histoire se déroulait sous mes regards. Pas un mètre carré qui n'eût reçu la visite du paysan, pas un mètre cube qui n'eût été remué par ses outils ; l'œuvre de l'homme commandait jusqu'aux teintes, obligeant le soleil à sanctionner là le rouge de la glèbe fendue, là le gris des jachères voulues pour le repos, là le bleu de la route, là le vert des feuilles persistantes. Chacun de mes pas me rapprochait de la gloire des miens, la seule éternelle, celle de la terre exaltée en son orgueil de vaincue. Ce peuple qui domine le sol où il vit et qui reçoit en échange l'apport des puissances secrètes contenues dans ses flancs, je pouvais le rejoindre sans crainte. Loin de lui j'avais appris à désirer la grandeur, je devinais presque interdit qu'en lui j'allais la posséder.

« Le soleil était dieu en ce jour de décembre ; et il avait choisi chaque chose pour s'y développer d'apparence. Chacune des nuances avait sa vérité qui se manifestait dans le plaisir secret des orgueils véritables : acceptant de paraître incertaine, confondue, intransigeante seulement pour ses élus. C'est ainsi que les peupliers défeuillés allaient du clair au sombre, détachés sur les verts et les gris variables des collines ; que les chemins couraient couleur de sable sale ; que les toits perchaient leurs tuiles brunes sur les villages purs ; que

le ciel emmêlait les douceurs d'or parmi les bleus. La mesure de cette matinée était celle où l'homme peut marcher sur les sentiers irréguliers de terre comme sur les larges avenues et partout se sentir à l'aise, léger de la certitude d'être admis. Quand je me détournai pour regarder le Mont qui détachait sa parabole au-dessus de ses pignons pointus, quand je distinguai Toulouse avec son pan de muraille resté là pour témoigner que les siècles ne meurent que dans l'œuvre des hommes, quand je cherchai Baudin camouflé dans un pli de terrain, humble de ses cheminées d'usine, et quand, d'un coup, je découvris Montchauvier, sa tour carrée et ses maisons tranquillement posées sous leur ciel d'école florentine, je fus comme un homme aux vêtements de lumière. Vraiment rien n'embarrassait les gestes, et les regards voyageaient sans fatigue. Il y avait bien un peu de complicité dans cette attitude du soleil : juste assez pour éliminer les sueurs, les dépits, les lassitudes et surtout pour distraire l'esprit de l'implacable jeu qui oblige à donner vie pour mort et mort pour vie. Et c'était en cela que je pouvais crier à l'exception et me presser de respirer dans l'oubli des miasmes. Par une pente naturelle, je commençais même à rêver à l'impossible et j'imaginais déjà une vie pareille à cette splendeur où, sans effort ni transfiguration, la condition humaine allait de niveau avec le dieu caché des choses. Non, la plaine ni les coteaux, les hameaux ni la route, seule dans sa rectitude, les cloches qui tintaient dans les tours des églises, les cris rapides des oiseaux et des insectes ni l'appel grondeur de l'homme au cheval qui bronchait ne semblaient rien annoncer. Et pourtant, qui hors d'eux avait deviné que ma

silhouette vagabonde venait enfin de terminer les aventures éphémères ?

« Quand j'arrivai au centre d'hébergement, m'y accueillit un Compagnon de France. Il me fit entrer dans une maison basse et fraîche. Dans la pièce de gauche aux murs craquelés, il y avait une table longue avec des couverts pour le repas de midi, et dans celle de droite, une table ronde avec des registres. On commença par les papiers. Une fois de plus je remplis des colonnes, déclinai mon identité et signai. La France était bien enclose entre ces quatre murs avec son odeur d'encre et de pain. On parla. Le Compagnon poli et propre (ô surprise) eut l'à-propos de ne pas s'apitoyer, de ne pas exhorter. Il faisait son travail, et ce travail, il ne l'appelait pas son devoir. Il m'entretint du temps, de la campagne et de toutes choses ordinaires. Il me demanda d'où je venais et non pas où j'allais ; il savait bien que j'allais n'importe où qui serait pareil à mon goût du silence. Moi, j'écoutai le son de sa voix et son accent, insignifiant et net comme son discours, prêt à inscrire toute modulation, ou idée. Oui, ce Compagnon de France, ce premier Français de ma liberté m'est apparu étrangement prêt. Puis je passai à table et comme je commençai de rompre mon pain, je remarquai le rai de soleil qui, pénétrant par la fenêtre grande ouverte, dessinait sur le plancher un rectangle pur. J'y jetai quelques miettes. S'agita puis se referma un remous de poussière. Dehors la France avait son visage paisible. »

Et pourtant d'où venais-je ? Où allait mon chemin ? J'avais encore sous les yeux et dans le souvenir vivant des miens les formes du combat mené pendant

quatre ans, de 1914 à 1918, corps à corps, mort à mort pour la survie de la France, et la manière dont celle-ci s'était ramassée sur elle-même, face à son adversaire, muscle contre muscle, avec dans l'oreille le souffle de l'autre, où l'on entendait battre son cœur, mesurer ses ultimes résistances. Épreuve de volonté, de puissance, d'endurance comme les lutteurs de foire d'autrefois. Cette puissance-là me fascinait. L'obstination, le refus de céder un pouce, car ce pouce en moins et c'était Rome ouverte. Rien n'eût été possible sans le refus de toute diversion. À cet égard, Joffre et Clemenceau représentaient pour moi l'exemple même des patriotes taillés dans le granit, blocs d'épaisseur, de dureté, de patience. Ils n'avaient pas d'autre idée de la France que celle qu'ils avaient héritée de mille ans d'Histoire, ils incarnaient sa permanence. Ils savaient que l'inattention d'un moment eût suffi à abolir l'acharnement des années antérieures. On ne pouvait se soustraire à l'effort une minute comme dans ces épreuves de force basques où tout s'écroule si un seul tombe. Je voyais dans l'abandon des années suivantes, dans les dégâts du traité de Versailles une formidable distraction de l'Histoire, le prix d'une trop grande fatigue.

Vingt ans plus tard, comme elle était différente cette guerre que nous faisions et qui nous avait rejetés, nous les armées captives, sur le bord de la route ! Son cours était moins discernable. L'immense mérite de De Gaulle était d'avoir compris qu'il s'agissait du sort du monde et, dès le premier jour, que tout serait enjeu à la fois, et d'abord la civilisation dans un rapport général de forces où rien n'était écrit d'avance. Je me demande souvent si la victoire de De Gaulle, et grâce

à lui celle de la France, ne doit pas davantage à son intelligence historique qu'au réflexe de son patriotisme. Dans nos conversations du soir à Schaala nous cherchions un héros-symbole et nous l'avions sans le savoir. Nous sentions que ce qui manquait à Pétain, c'était cela, cette inébranlable unité, cette foi dans la vie d'un peuple moins sensible à la constance qu'au courage. Là était la force de De Gaulle. Une certaine idée de la France ne permettait pas les accommodements. Or Vichy, c'était l'accommodement perpétuel. Autrement dit la soumission. Joffre, Clemenceau, de Gaulle, trois façons d'être ou de comprendre que l'Histoire de la France ne se marchande pas. À côté d'eux Pétain n'existait pas. Son idée de la France était d'un autre siècle, celui de Thiers ou de Bazaine. Quand on capitulait. J'enrageais d'être écarté du vrai combat. J'appelais en renfort mes figures familières. Celles-ci, à quelque titre, incarnaient pour moi un moment de la nation. De l'Histoire de cette nation, la mienne, j'invoquais ces grands témoins sans lesquels la France eût été malléable, défigurée. J'ai cité Vauban parce qu'il me paraissait le plus grand : celui qui construit, qui défend, qui bouche les brèches, qui contient les humeurs des peuples, qui bloque les migrations au moyen d'une science parfaite et belle. J'aimais que ce maréchal de France de petite noblesse eût grandi sous Louis XIV pour finir par lui faire la leçon, modèle de science, oui, mais de vertu aussi. J'ai aimé Charles V qui était partout à la fois où l'on battait nos portes, les fantaisies de Louis XI me déplaisaient, m'exaspéraient et redresseur de torts je restituais à Charles VII ce que nous lui devions, la naissance d'un État moderne. Ah ! cela

lui aura coûté cher, le cousinage de Jeanne d'Arc. Et d'autres encore, Turenne, un peu traître quand même à ses heures, Maurice de Saxe, plus allemand que nature. Et Danton et Carnot, ces deux pics de la Révolution. Danton était peut-être pourri, mais son « audace, encore de l'audace et toujours de l'audace » rachetait toutes les faiblesses françaises. J'admirais Carnot venant se mettre à la disposition de Bonaparte à l'heure de la défaite et bien qu'il eût été méconnu de lui.

Comment décide-t-on de s'évader ? Est-ce une idée qu'on prépare longtemps à l'avance ou bien une sorte d'impulsion vitale ?

Cela dépend. J'ai préparé ma première évasion pendant près de six mois et la deuxième, huit. Elles ont échoué. La troisième, réussie, a été improvisée. Je n'en tire pas une théorie !

Démarche apparemment bucolique, ma première évasion a commencé par des travaux de jardinage. N'imaginez pas qu'il s'agissait de semer des pensées ou des roses. Cela consistait à scier et à charrier de lourds troncs d'arbres. Des camarades m'avaient signalé l'existence de cartes d'Allemagne d'une assez grande échelle apposées le long d'un couloir de l'école de chauffeurs de l'armée de l'air (Kraftfahrschule), à Rudolstadt. Une substitution de corvée régla vite l'affaire. Je me débrouillai pour passer le plus souvent possible par ce couloir et je recopiai chaque fois un ou deux centimètres carrés de ces cartes sur un bout de papier. Je traçais un itinéraire de Schaala à la boucle de Schaffausen, seule fraction terrestre de la frontière

germano-suisse (traverser le Rhin ou le lac de Constance à la nage m'eût trop demandé). Après avoir relié les bouts de papier les uns aux autres, j'établis une sorte de carte Michelin qui m'indiquait la route à suivre sur six cent vingt kilomètres du nord au sud, dans un rayon de vingt kilomètres d'ouest en est.

Une fois cette tâche achevée, je n'avais aucune raison de continuer à traîner des arbres et je suis retourné travailler au bottelage. Travailler est un bien grand mot. Comme il faisait froid, nous allions à tour de rôle nous réchauffer dans la chaleur de la paille en décomposition. Nous avions aménagé à l'intérieur une sorte de sas, comme dans les pyramides. On s'y relayait. Un quart de l'effectif y siégeait en permanence. Nous étions très organisés...

Comment se passe la nuit qui précède une évasion ? A-t-on peur ?

On a d'autres préoccupations. J'avais besoin de chaussures capables de tenir la route et d'un costume civil. Je n'en possédais évidemment pas. La veille du départ, le 4 mars 1941, j'ai coupé les pans de ma capote militaire et me suis procuré, grâce à des ouvriers allemands de l'usine, un imperméable très long en rayonne. Il me descendait jusqu'aux chevilles de telle sorte qu'on ne voyait pas ce qu'il y avait dessous. Delobre, le jésuite, savait coudre et m'avait confectionné un « rücksack », un sac à dos, pour les provisions de route. Mes amis avaient accumulé de la nourriture : biscuits de troupe, sucre, chocolat. Avec mon futur compagnon d'évasion, l'abbé Xavier Leclerc, curé à Saint-Pourçain-sur-Sioule,

dans l'Allier, nous avions calculé qu'il nous faudrait chaque jour douze biscuits de guerre, deux sucres et une barre de chocolat par personne, pour un voyage de trois semaines. Nous avions stocké du thé et prévu que nous puiserions l'eau dans les ruisseaux. On compléta le tout avec du cirage, car les Allemands auraient remarqué des chaussures sales, et des « sabres » parce qu'il convenait impérativement d'être rasé de près.

Et cette évasion, a-t-elle eu lieu le jour prévu ?

Non. Nous avons retardé notre départ de vingt-quatre heures, car les sacs à dos n'étaient pas prêts. Je me souviens de m'être rendu – ce fut la première et la seule fois – à la consultation médicale en prétextant que j'étais souffrant. C'était le moyen pour moi de disposer du temps nécessaire aux dernières dispositions de départ. Le médecin allemand m'a examiné. Il a diagnostiqué que je n'avais rien. Cela ne l'a pas empêché de me demander : « Voulez-vous que je vous donne huit jours de repos ? » Sans doute ma réponse l'a-t-elle rendu perplexe : « Une seule journée suffira... » Pendant ce temps, Delobre s'affairait pour en finir. Le soir venu, nous avons dissimulé les paquetages dans l'enclos de l'usine sous un tas de paille.

Le lendemain matin, 5 mars, sitôt arrivés du kommando, alors qu'il faisait encore nuit, nous avons récupéré notre bagage, franchi les barbelés, assez lâches à cet endroit, traversé une voie ferrée et nous nous sommes perdus dans la nature. Grâce à la complicité du chef de corvée et de l'interprète, les Allemands ne s'aperçurent pas tout de suite de notre disparition. Ils

– c'est-à-dire Jean Munier, le chef de groupe, et Bernard Finifter, l'interprète – firent si bien que notre absence ne fut constatée que le soir, au retour. Nous avions gagné douze heures. Munier et Finifter furent punis. C'était la règle du jeu.

Ne craigniez-vous pas une dénonciation ?

Non. C'était un vice inconnu là où j'étais.

Vous ne parliez pas l'allemand ?

Non, et l'abbé Leclerc non plus... Mais nous appliquions une règle : ne parler à personne. Cette « recommandation », nous l'avions découverte – le détail ne manque pas de piquant – dans un ouvrage de la maigre bibliothèque du camp, constituée par les Allemands. Il s'agissait du livre d'un monsieur d'Harcourt qui racontait en détail ses évasions de la guerre 14-18. Nous y avions glané une foule de conseils sur les différentes manières de s'évader et quelques consignes élémentaires telles qu'éviter de croiser des passants et de leur répondre s'ils nous parlaient.

Les trois premiers jours, nous avons marché à travers champs et collines. Ce n'était pas de tout repos : le relief était escarpé et le sol détrempé. Nos chaussures abominablement crottées avaient de quoi nous faire repérer en cas de rencontre inopinée. Nos pieds saignaient. Nous les soignions en déchirant nos mouchoirs que nous intercalions entre la chaussure et le pied pour empêcher tout frottement. Nous nous sommes vite rendu compte que nous n'y arriverions pas ainsi. Mieux valait emprunter les routes secon-

daires, où nous avions peu de risques de croiser les convois allemands. Nous marchions uniquement la nuit et nous nous cachions dans la forêt le jour. Nous avons vécu ainsi durant trois semaines.

Durant ces trois semaines de cavale, viviez-vous dans la crainte d'être repris ?

Nous avions surtout la volonté de réussir. Et nous avons bien failli y parvenir. En fait, tout au long de la route, nous n'avons eu que deux alertes. La première : un gendarme à bicyclette qui effectuait sa tournée nous a interpellés. A-t-il réalisé que nous étions des évadés ou nous a-t-il pris pour des travailleurs étrangers ? En tout cas, à ses yeux, notre situation n'était pas claire. Comme il était ventripotent et qu'il n'avait pas, à l'évidence, l'intention de nous escorter à pied, il nous a dit qu'il nous attendait à l'entrée du bourg. Il a enfourché sa bicyclette et il est parti. Nous en avons profité pour filer jusqu'aux sous-bois et nous nous sommes enfoncés dans la forêt.

Le second incident s'est produit à mi-chemin, quand Leclerc est tombé malade. Je suis descendu dans un village pour acheter des médicaments. J'ai expliqué tant bien que mal à l'apothicaire que l'un de mes amis souffrait de problèmes intestinaux et j'ai pu me procurer les drogues utiles. Je m'étais présenté comme un travailleur italien. Cela n'avait pas étonné. Du coup, je fis le détour par la boulangerie et achetai une miche de pain. Les gens étaient aimables et peu curieux. Mes emplettes terminées, j'ai rejoint Leclerc sur sa colline. Il se demandait si je n'avais pas été arrêté.

Nous avons repris la route à la nuit tombée. Nous étions fatigués, nous étions trempés, nous étions transis. Quinze jours de pluie et de neige, sur les vingt et un que dura l'aventure, nous affaiblissaient. À cause du froid nous ne dormions pas plus de deux heures d'affilée. Les derniers jours, nous ne pouvions plus dormir du tout. Nous étions comme hallucinés. Mais la volonté nous guidait.

Votre arrestation intervient alors que vous êtes sur le point d'atteindre la Suisse...

Nous nous sommes trompés à un carrefour. C'était un dimanche matin et nous sommes passés devant l'église d'Egesheim, bourgade du Sud-Wurtemberg où se rendaient quelques fidèles. Là, nous avons choisi la mauvaise direction. Après deux kilomètres, nous avons rebroussé chemin et sommes repassés par le même village, devant la même église. Le jour était levé. Les fidèles, qui sortaient de l'office, s'étonnèrent de ce va-et-vient. Leur curiosité s'accrut quand ils nous virent grimper la colline au sol neigeux et couverte d'arbres défeuillés qui dominait le village. Une effervescence dont nous comprenions la raison s'empara des villageois. Des gens, armés de bâtons, après s'être rassemblés, partirent à notre poursuite. La lutte était inégale. Nous étions fatigués, pas eux. La distance entre nous a vite diminué. Ils nous ont rattrapés. Xavier Leclerc a commencé à lutter avec le premier des poursuivants qui tentait de l'arrêter. Il me criait : « Attends, on va essayer. On va voir... On est près de la frontière, rien n'est perdu. »

En fait, nous étions perdus. Après s'être saisis de nous, les Allemands nous ont conduits à la mairie d'Egesheim où nous avons été enfermés dans le grenier. Le bourgmestre, un brave homme, a vu que nous étions épuisés. Sa sœur, une affable vieille demoiselle, nous a servi une soupe chaude. Qu'elle était bonne ! Dans la salle de la mairie, la population se pressait pour nous voir. Nous étions l'événement du jour. C'était fin mars 1941 et dans la région on n'avait encore jamais vu de prisonniers évadés. Le plus agité de nos poursuivants, toujours un revolver à la main et porteur d'insignes nazis, nous surveillait l'œil furibond, casquette du parti vissée sur la tête et poussant de temps à autre des hurlements indistincts. Quand un sous-officier de la gendarmerie, dépêché à cet effet de la ville voisine, prit possession de nous, il se lança dans une violente philippique pour le mettre en garde contre notre malignité. Il s'était aperçu que Leclerc et moi avions remis dans notre poche la boussole tirée de nos sacs avec les objets qui s'y trouvaient lors de notre arrestation et avaient été posés sur la table de la mairie. Peu porté sur la marche, le Feldwebel requit une camionnette et nous déposa à la prison de Spaichingen, chef-lieu du canton.

J'anticipe, mais ne puis résister à raconter ici une anecdote. En 1947, ministre des Anciens combattants dans le gouvernement Ramadier – premier gouvernement de la IV^e^ République –, j'avais saisi l'occasion d'une revue militaire à Baden-Baden, où m'avait invité Koenig, pour retourner à Egesheim. Une petite foule m'y attendait dans un ordre parfait. On m'a présenté le conseil municipal en rang devant l'hôtel de ville sous

la houlette du nouveau maire. Je n'eus pas besoin d'une longue attention pour reconnaître en ce dernier le petit pète-sec à casquette et brassard nazis qui nous avait menacés six ans plus tôt. Je m'enquis de ce qu'il était advenu du gros bourgmestre si charitable. Il avait été épuré et l'homme à la casquette lui avait succédé. De quoi philosopher sur le sens de l'Histoire !

Autre souvenir. À la suite de ce voyage, je reçus à Paris une lettre de mon ancien geôlier, le gardien-chef de la prison de Spaichingen. Leclerc et moi avions été à l'époque ses seules ouailles. On peut encore lire sur le registre d'écrou de mars-avril 1941 l'entrée d'un prêtre et d'un « Jurist ». Ce gardien-chef s'appelait Huber. M. Huber avait été lui aussi épuré et occupait dans un hôpital une fonction qui visiblement ne lui plaisait pas. Dans sa missive il m'appelait « cher Monsieur le Ministre » et concluait sur ces mots : « J'espère que vous avez gardé un bon souvenir de votre passage à la maison. » Il souhaitait, bien entendu, être réintégré dans son ancien poste de Spaichingen où, soulignait-il, il avait eu l'honneur de me rencontrer.

Un dernier mot sur ce sujet. Je suis revenu à Spaichingen en 1980, alors qu'avec Willy Brandt nous suivions depuis Rudolstadt, où nous nous étions donné rendez-vous, mon itinéraire d'évasion (en automobile cette fois). Une cérémonie avait été organisée en notre honneur et une estrade dressée. Sur cette estrade trônaient, parmi les officiels, les deux filles de M. Huber, Elfriede et Ludmilla. J'embrassai deux vieilles dames aux cheveux mauves qui n'évoquaient que d'assez loin les charmantes écolières qui montaient en fraude dans notre cellule pour nous prêter quelques livres de fran-

çais, car elles apprenaient notre langue, et les illustrés de la semaine, emplis de récits de guerre où s'étalait l'héroïsme allemand. Elles étaient jolies, gaies, dans un uniforme d'Hitlerjugend. *Sic transit...* Eh bien, croyez-le, nous nous retrouvâmes avec plaisir.

Après tant d'efforts, cette arrestation devait être une immense déception.

Quand on est dans l'action, il n'y a pas d'immense déception ! Après Egesheim, nous avons donc été conduits à la prison de Spaichingen. Un mois plus tard, nous avons été ramenés, sous escorte militaire, au stalag IXC, avant d'être renvoyés de nouveau au stalag IXA, notre stalag d'origine. Nous étions sévèrement gardés. On se méfiait, à juste titre, des évadés. Il y avait des doubles barbelés, des miradors, des mitrailleuses tournantes, des projecteurs... L'autre camp, comparé à celui-ci, était bon enfant. Au stalag IXA, nous étions comme marqués au fer rouge. Nous ne pouvions participer à aucune corvée à l'extérieur du camp.

Ce régime sévère était-il appliqué à titre de représailles ?

Je suppose que les Allemands soupçonnaient que les évadés avaient la manie de recommencer. Ils prenaient leurs précautions.

Donc, vous décidez de tenter une deuxième évasion...

Oui. Nous fûmes trois à former ce projet. Mes deux camarades sont aujourd'hui disparus : Pierre Levrard,

mort en 1992, et Pierre Barrin, un journaliste qui se tuera au début des années cinquante dans un accident de voiture, en Côte-d'Ivoire. Nous avions remarqué qu'un transformateur récemment édifié créait un pan d'ombre, le long des barbelés, d'où l'on échappait au regard des sentinelles placées au haut des miradors. Il n'y avait qu'à parvenir jusqu'à cette zone d'ombre, franchir sur une planche la double rangée de barbelés puis se laisser tomber dans le fossé extérieur. Triple opération peu commode. D'autant plus que le fossé, de l'autre côté de l'enceinte, était gardé par des soldats postés tous les cent mètres, et que des « sentinelles volantes » allaient et venaient de l'un à l'autre. Éviter tout bruit et sauter au moment où la « sentinelle volante » tournait le dos, le plus loin possible de nous, tel était notre plan. De là, une route qui longeait le camp conduisait au village de Ziegenhain, distant de quelques kilomètres, et, plus loin, au gros bourg de Treysa.

Nous avions décidé de nous échapper un dimanche soir – le 28 novembre 1941 –, jour où les paysans de la région visitaient les soldats du camp et où régnait une agitation propice à nos projets. Nous nous étions procuré des imperméables allemands et fixé rendez-vous à la gare de Treysa. Le premier à sauter fut Levrard, suivi par Barrin et moi. Chacun d'entre nous, isolément, se mêla aux promeneurs allemands. Pour Levrard, cela se passa sans dommage. Barrin, après quelques centaines de mètres, fut repéré et arrêté. L'alerte donnée, les lumières du camp s'allumèrent.

Étiez-vous déjà hors d'atteinte ?

J'étais à l'extérieur du camp, sorti de mon fossé, debout sur la route et suivant le même chemin que mes amis. J'ai vu Barrin interpellé par les soldats qui braquaient leurs armes sur lui. Leur groupe se dirigeait vers moi. J'ai pris le parti de faire comme si de rien n'était. J'ai enfoncé mes mains dans les poches, je me suis arrêté et j'ai regardé Barrin passer devant moi. Nos regards se sont croisés. Il n'a pas bronché. Pour mémoire, Pierre Barrin s'est à nouveau évadé quelque temps plus tard et a gagné la Hongrie, caché sous un train. À Budapest, il a été hébergé par une famille magyare dont il a épousé la fille...

Nos gardes, très contents de leur prise, sont rentrés dans le camp. Je me suis jeté à travers champs.

Et Levrard, l'avez-vous retrouvé au rendez-vous fixé ?

Je ne l'ai pas retrouvé. Des soldats à moto et d'autres à pied, avec des chiens, sillonnaient les routes, lancés à notre recherche. Je me suis abrité sous un pont, de l'eau jusqu'aux genoux, afin que les chiens ne pussent flairer ma trace. J'y suis resté une ou deux heures puis, le silence revenu, j'ai gagné le lieu du rendez-vous initialement fixé. Je prenais garde à ne faire aucun bruit si bien que, même s'il avait été là, Levrard n'aurait pu remarquer ma présence. J'ai su par la suite qu'il avait rejoint Paris sans incident majeur.

J'ai longé la voie jusqu'à la gare suivante. J'avais un peu d'argent cousu dans la manche de ma veste et

je pratiquais désormais un allemand suffisamment élémentaire pour acheter un billet, ce que je fis, à destination de Francfort, puis de Sarrebruck, puis de Metz. À Metz, j'ai essayé deux fois de franchir la frontière qui passait à quinze kilomètres de là – l'Alsace et la Moselle avaient été annexées –, mais je me suis heurté à des patrouilles allemandes.

De retour à Metz, éreinté, j'ai passé ma première nuit dans un abri. Il y faisait un froid glacial et j'en ai tellement souffert que j'étais décidé, en dépit des risques, à ne pas dormir une nouvelle nuit dehors. J'ai donc repéré un petit hôtel près de la gare, l'hôtel Cécilia, dont les propriétaires, sur le pas de leur porte, parlaient français, ce qui était interdit par les autorités allemandes. Cela m'encouragea à demander une chambre. Mes hôtes m'y conduisirent. La chambre faisait très campagne, avec un gros édredon rouge et c'étaient les premiers draps dans lesquels je me couchais depuis longtemps ! Une heure après, j'entendis frapper à la porte et une voix tonner : « *Polizeï !* » Les propriétaires de l'hôtel m'avaient dénoncé. Quand je suis descendu, escorté par la police, ils m'ont fait payer ma chambre.

J'ai été incarcéré à la forteresse Charles-III – une prison plutôt pittoresque – en compagnie de soldats allemands punis. Eux étaient soumis à un régime très dur. Tranquille dans mon coin, je les regardais courir, grimper, ramper, s'aplatir et s'épuiser. Personne ne s'intéressait à moi.

Après cette deuxième évasion manquée, redoutiez-vous d'être renvoyé en Allemagne ?

Bien sûr. Peut-être même en Pologne, où on parlait d'expédier les récidivistes. Ce qui fut fait peu après. Au bout de quelques jours, j'ai été placé dans un camp de transit à Boulay, petite ville de Moselle, qui s'appelait alors Bolscheim. J'étais encore près de Metz, à trente kilomètres environ, et donc de la frontière. Je me suis dit qu'il fallait saisir l'occasion. Je ne pensais plus qu'à cela.

Finalement, je me suis évadé sans savante préparation. Au bout de sept ou huit jours, n'ayant pu trouver d'autre moyen, je me suis porté volontaire pour transférer des colis du camp de prisonniers à la caserne allemande mitoyenne. Cette caserne n'était séparée de la route que par les barrières traditionnelles. Nous étions habillés bizarrement, avec une veste rouge et des sabots. La surveillance était assurée par une sentinelle, l'arme sous l'épaule, pour deux prisonniers. À sept heures du matin, le 10 décembre 1941, il faisait nuit noire. J'ai couru devant moi et escaladé la barrière d'enceinte. L'alerte a été aussitôt donnée, j'ai entendu des cris, des appels, mais j'étais déjà sur la route. Et j'ai battu mes records de vitesse.

Saviez-vous où aller ?

Oui. L'un de mes camarades de détention, Raymond Balland, m'avait fourni une adresse hospitalière, place Hermann-Goering, au centre de Boulay. Balland était maître d'hôtel chez « La Mère Poulard », au Mont-

Saint-Michel. C'était un gentil garçon et l'homme de confiance du camp, c'est-à-dire que, moyennant la promesse faite de ne pas s'évader, il pouvait sortir et avoir des contacts avec l'extérieur. L'adresse était celle d'une marchande de journaux, Maya Baron, « une amie très sûre », m'avait-il dit.

J'étais à bout de souffle. Sur la petite place de Boulay, Maya Baron levait son rideau de fer ; les Allemands à mes trousses, je me suis engouffré par-dessous en lui jetant : « C'est de la part de Balland... » Très gentiment, sans me poser de questions, elle m'a aussitôt emmené chez ses voisines, les demoiselles Stengers, en empruntant la cour arrière.

Deux jours après, très tôt, Maya Baron est revenue. Elle m'a demandé de la suivre : « Nous allons à Metz. Partons à la gare, bras dessus, bras dessous, comme si nous étions fiancés. Si on nous demande quoi que ce soit, je dirai que nous allons voir des parents. »

À Metz, j'ai été hébergé par la famille Guillaume, parente de Maya Baron et de mèche avec un réseau. On me conduisit dans une église, je crois qu'il s'agissait de l'église Saint-Martin. Là, quelqu'un s'est approché et m'a glissé à l'oreille que je devais suivre le jeune homme agenouillé en prière devant moi dès qu'il se lèverait. C'est ainsi qu'à la tombée de la nuit je me suis trouvé, avec deux autres compagnons, dans un train qui longeait la frontière.

Nous devions quitter le convoi à l'entrée de Sainte-Marie-aux-Chênes (Marieneichen), où avait lieu un ralentissement en raison de travaux sur le ballast. La nuit était glaciale, terrible, mais présentait l'avantage

d'inciter les gardes-frontière à rester dans leurs abris. Nous nous sommes dirigés vers l'ouest, de repère en repère, mais notre chef de file, seul dépositaire de l'itinéraire, perdit ses marques. Nous revenions inlassablement sur nos pas. C'était interminable. J'ai dit à mes compagnons de fortune, dont j'ignorais le nom : « Écoutez, ça suffit. La France, c'est par là... Eh bien, au revoir ! » Et là, j'ai rampé ou avancé courbé au ras du sol jusqu'à n'en plus pouvoir. La pluie verglacée me glaçait le dos, la poitrine. Dans le noir, j'ai buté sur les rails d'une voie ferrée. Lorsque je me suis redressé, j'étais face à une petite gare. En France. Des cheminots m'ont accueilli. Ils ont séché mes vêtements sur un poêle. Ils m'ont nourri puis m'ont mis dans un autocar pour Nancy. Là, on m'a bricolé une fausse carte d'identité avec la photo d'un inconnu.

De Nancy, j'ai pris le train pour Besançon. J'avais pour consigne de sauter à un endroit précis du trajet, près de Mouchard. Je ne pouvais pas me tromper, car des dizaines d'autres personnes faisaient de même. En file indienne, nous avons tâtonné en prenant soin d'éviter les patrouilles allemandes et nous avons franchi sans encombre la ligne de démarcation.

Le premier village de ma liberté s'appelait Chamblay, dans le Jura. Un paysan m'a offert pour dormir le foin de sa grange. Je revins beaucoup plus tard sur les lieux, une fois parce qu'ils étaient dans le voisinage immédiat d'Arc-et-Senans, d'autres fois parce que Edgar Faure en devint conseiller général, ce qui me valut quelques amicales invitations. À Chamblay, j'ai dormi d'un bloc. Le lendemain matin, par un temps clair, j'ai parcouru à pied les huit kilomètres qui

me séparaient de Mont-sous-Vaudrey, dont j'appris en voyant sa statue en pied que Jules Grévy y était né. De mon passage à Mont-sous-Vaudrey subsiste un témoignage qui m'émeut. Un résistant local a enregistré le nom de tous les évadés qui s'y étaient arrêtés après être passés d'une zone à l'autre. Cette liste a été publiée, et c'est ainsi que je suis entré dans les annales de la petite histoire locale.

Sur le conseil des habitants, je pris un autobus pour Lons-le-Saunier. Je lisais machinalement le nom des villages que le car traversait quand je sursautai. Un panneau indiquait : Mantry. Je me rappelai qu'une cousine assez lointaine, Marie-Claire Sarrazin, habitait là. Nous nous étions connus lors du mariage d'un parent commun, trois ans plus tôt, à Jarnac. Je descendis du car, marchai un peu plus d'un kilomètre en pleine et belle campagne, et arrivai à la maison. Marie-Claire, sa mère et sa sœur Marguerite, au-delà de la surprise, m'accueillirent merveilleusement. Pendant quelques jours, j'allais être dorloté, gavé de fromages blancs, laiteux, qu'elles fabriquaient, entouré de mille attentions. Ensuite je me rendis à Lons-le-Saunier, où j'accomplis les formalités dites « de démobilisation » et touchai une « prime d'évasion » d'un montant équivalant à environ trois cents francs d'aujourd'hui, offerte gracieusement à tout évadé par le gouvernement de Vichy.

Vous avez évoqué plus haut, en décrivant votre première évasion, Jean Munier, le chef de corvée, et Bernard Finifter, l'interprète. Vous leur prêtiez un rôle important. Pourquoi ?

L'encadrement allemand se réduisait à mesure que se répétaient les ponctions provoquées par l'extension de la guerre, surtout à partir de juin 1941, quand Hitler engagea ses armées en Russie. Nos gardiens étaient des soldats âgés ou handicapés par des blessures. Du coup, les interprètes étaient recrutés parmi les prisonniers et les corvées placées sous la responsabilité d'un des nôtres, comptable de la bonne marche des choses aux yeux des autorités allemandes. L'habitude de vivre ensemble avait appris à celles-ci quel prisonnier plutôt que tel autre disposait de notre confiance afin de n'être pas rejeté.

Peu d'hommes remplissaient cette condition. À Schaala, nul ne contestait l'autorité morale de Jean Munier. Sa résistance physique, sa fermeté de caractère, son inlassable bonne humeur en faisaient l'homme de base de ce qui n'était à l'origine qu'un vague troupeau réuni par les hasards de la guerre et de la défaite, et privé de toute hiérarchie. Jean Munier, paysan bourguignon habitué aux travaux de force, ciselait d'admirables médailles selon la technique apprise aux beaux-arts de Dijon. Tous avaient besoin de lui et recouraient à lui. Je n'y manquai pas quand l'heure vint. Mis dans le secret de notre évasion, nous savions qu'il en assumerait le risque. Ce qu'il exécuta de la façon que j'ai décrite.

Bernard Finifter, l'interprète, était un Juif russe, né à Ekaterinoslav. Sa famille, de pogrom en pogrom, avait émigré d'abord à Varsovie, puis à Berlin. Le père, tailleur, avait formé ses enfants aux travaux d'aiguille et de coupe. Mais à Berlin – et en 1933 ! – Bernard s'était fait boxeur. Râblé, très athlétique malgré sa

petite taille, il commençait à jouir d'une flatteuse réputation parmi ses pairs, quand la persécution le contraignit à reprendre la route. Il essaya New York, embarqua à Hambourg sur un bateau danois qui pratiquait l'immigration clandestine vers les États-Unis, paya son voyage en lavant le pont. À quelques lieues des côtes américaines, le capitaine, prudent et filou, déchargea sa cargaison de marchandises dans les cales d'un navire complice et garda à son bord les candidats à la liberté. Derechef Bernard lava le pont et retrouva Hambourg. Il chercha un nouveau port d'attache et choisit Londres, passa par Paris, rencontra sur le quai de la gare de l'Est un camarade du ghetto de Varsovie qui lui vanta l'agrément de vivre en France, pays tranquille et sûr, et y resta. La guerre le saisit là. Il s'engagea et termina cette partie de son existence à Schaala, où nous liâmes amitié. Je l'avais remarqué, car, arrivés le même jour et remplissant ensemble les formalités habituelles, à la question : « Quelle religion ? » je l'avais entendu répondre : « Juive. » « Tu sais comme ils sont ici ? » lui avais-je dit. « Oui, je viens de chez eux. On me demande si je suis juif. Je le suis. Et après ? »

Nous ne nous quittions plus. Au travail, il s'ingéniait à m'épargner le plus dur. Nous aimions rire. Les Allemands le respectaient. Il parlait parfaitement leur langue avec un brin d'accent yiddish. Inversant les rôles, il les traitait (verbalement) avec brutalité. Bref, il faisait ce qu'il voulait.

Il s'évada peu après moi. Mais il était écrit que nous ne serions pas séparés. Ma propre traversée de l'Allemagne avait duré trois semaines, j'étais resté un peu moins d'un mois à la prison de Spaichingen. Le

soir de mon retour sous bonne garde à Bad Sulza (le stalag IXC), j'ai été bouclé dans une cellule de la prison militaire du camp. Pour tout décor, une petite pièce rectangulaire, une lucarne hors de portée, un bat-flanc de trois planches. Le règlement obligeait les habitants du lieu à laisser leurs chaussures devant la porte de leur cellule, dans le couloir. Étendu sur mes planches, je commençais à méditer sur ce nouvel état quand retentirent trois mots parfaitement inattendus à ce moment et en ce lieu : « C'est toi François ? » Bernard Finifter, ramené la même nuit dans la même prison, avait reconnu mes chaussures, qu'il avait plusieurs fois réparées à Schaala ! Il eut encore le temps de me dire « à demain » avant d'être à son tour mis sous clef.

Le lendemain matin, en effet, nous nous retrouvâmes aux lavabos et pûmes bavarder. Il m'annonça : « Ce soir, tu auras une paillasse. » Et, à la nuit venue, un soldat allemand entra, une paillasse sur le dos, et la jeta dans ma cellule. J'interrogeai Bernard le lendemain, toujours aux lavabos, où nous tenions salon. Il me raconta qu'ayant obtenu une cigarette de la mansuétude de son gardien, il lui avait saisi et tordu le poignet en lui soufflant, les yeux dans les yeux : « Je te dénonce. » Avaient défilé en accéléré dans l'esprit du malheureux une série d'images qui, loin de cet endroit rêvé qu'était un camp de prisonniers, s'achevaient sur le front. Il se soumit aux conditions posées : un paquet de cigarettes, renouvelable, et deux paillasses, l'une pour son bourreau, l'autre pour moi ; et la paix fut signée. Ce bref rapport de forces, plutôt inhabituel, paraîtra peu croyable à qui se souviendra que la scène

se passait au zénith de la puissance hitlérienne, et que l'un de ses acteurs, maître de la situation, était juif.

Que voulez-vous dire par là ? Que chez l'Allemand de base l'antisémitisme n'était pas aussi systématique ?

Non. Ce serait nier une page atroce de l'histoire contemporaine et oublier le pire drame de la dernière guerre. Je l'ai vécue d'assez près pour en juger. Le cas Finifter a valeur exemplaire par le courage, la trempe exceptionnelle du personnage. Rien d'autre. Peut-être aussi le nazisme n'avait-il pas encore exercé ses ravages jusqu'au tréfonds de l'âme allemande.

L'épisode paradoxal de Finifter m'amène à vous interroger sur l'attitude, en général, des Allemands à l'égard des prisonniers. On évoque souvent leur sévérité, leur raideur, leur respect aveugle des règlements et, au travers de ce que l'on sait des camps de concentration, leur cruauté. Qu'en était-il selon vous ?

Je ne dis que ce que j'ai vu et me garde de généraliser. À l'égard des Allemands, j'étais bourré de préventions qui venaient de loin. J'avais tendance à caricaturer la relation franco-allemande. Je ne pardonnais pas les dommages de trois occupations allemandes en un siècle mais j'oubliais le Palatinat ; le charcutage du congrès de Vienne m'indignait mais l'annexion par Napoléon I^er^ de terres allemandes érigées en départements français ne me choquait pas. En somme, je donnais toujours tort à nos voisins, par nature, pensais-je, agressifs, conquérants, brutaux. Une meilleure

connaissance de l'histoire m'eût rendu plus équitable. Mais où l'aurais-je apprise ? Ce ne fut donc pas sans étonnement que je constatai, en pleine Seconde Guerre mondiale, que les sentiments antifrançais en Allemagne étaient plutôt de moindre intensité que les sentiments antiallemands des Français.

À Egesheim, le ton de mes poursuivants s'était adouci quand ils nous avaient su français, Leclerc et moi. La bonté du bourgmestre ; l'initiative insolite d'un des villageois, le boucher, identifiable à son tablier blanc taché de sang et à la feuille tranchante passée sous sa ceinture, qui, d'un signe de la main, nous avait invités à profiter de l'inattention générale pour récupérer notre boussole déposée, avec mes cartes et nos rasoirs, sur la table de la salle de la mairie ; sur le chemin de la prison de Spaichingen, le geste d'une femme d'une cinquantaine d'années écartant l'escorte de gendarmes qui nous accompagnait et nous offrant des sandwiches sans que les gardes s'en formalisent, puis murmurant quelque chose comme : « J'espère que ça ira bien pour vous » – ceux-là n'ont pas quitté mon souvenir.

On répandait le bruit dans les camps que tout évadé repris encourait la mort. Mais, à Bad Sulza, j'ai été jugé par un tribunal militaire pour « évasion sans bris ni effraction », défendu par un avocat-officier dont la plaidoirie m'a de bout en bout échappé, condamné à trois semaines de pain et d'eau, puis libéré, c'est-à-dire rendu à la société de mes camarades du camp. À la prison de Spaichingen, Leclerc et moi avons été invités à déjeuner le jour de Pâques par notre gardien-chef : choucroute, pâtisseries, café, schnaps, et la

famille en uniforme. Nous comprîmes un peu tard la raison candide de cette fête inopinée et fûmes un peu honteux d'y avoir été associés sans en connaître la raison. À la fin du repas, en effet, nous eûmes droit à un petit discours où la joie le disputait à la fierté : M. Huber était heureux de célébrer, sans exclure aucun hôte du logis, la prise de Belgrade par les armées du Reich...

Ces quelques exemples montrent l'abîme qui séparait la vie des déportés de celle des prisonniers : pour ces derniers, la mort n'était pas quotidienne ; mais qu'ils ne fassent pas illusion : les évadés qui subirent les camps de discipline de Kolbyrtsin et de Rawa-Ruska y furent traités sans pitié.

Survenaient aussi des tensions subites dont nous remarquions qu'elles coïncidaient avec les revers des armées allemandes. Pour le 14 juillet 1941, les autorités du stalag IXA permirent aux Français d'organiser, sur un terrain vague rapidement aplani, un match de football opposant deux équipes improvisées mais qui, dès la première mi-temps, montrèrent qu'elles n'étaient pas sans qualités. Des milliers de prisonniers les encourageaient, enchantés de cette diversion à la monotonie des jours. Mais il n'y eut pas de deuxième mi-temps, ou plutôt elle avait à peine commencé quand deux détonations claquèrent et deux corps s'abattirent à proximité des spectateurs. Deux de nos camarades s'étaient approchés de la clôture de barbelés et avaient dépassé la ligne de chaux qui marquait la zone à ne pas franchir ; de leurs miradors, les sentinelles n'avaient pas hésité à tirer. Le match s'arrêta aussitôt, les équipes restant sourdes aux objurgations des officiers allemands

qui ne comprenaient pas que la fête fût finie. Un prêtre d'Amiens, l'abbé Dentin, fou de colère et d'indignation, s'en prit directement au commandant du camp, l'injuria, l'accusa de félonie, de manquement à l'honneur sur un tel ton, avec une telle audace, qu'interdit celui-ci se borna à ordonner le retour des prisonniers dans les baraques. En quelques secondes le camp s'était soudé en un bloc de refus. Il le resta.

Puis, ce qui pouvait encore être considéré comme un accident apparut comme un système lorsque arrivèrent les premiers prisonniers yougoslaves et russes. Ils étaient si fatigués, si affamés, si maltraités que nous nous ingéniions à leur procurer quelques vivres. Les Allemands interdirent ce modeste ravitaillement et, pour marquer leur résolution, frappèrent à coups de crosse ceux des nôtres qui contrevenaient à cette consigne. Bientôt il devint habituel de ramasser des cadavres dans les allées du camp. Il y en eut tant que nous fûmes réquisitionnés pour les jeter dans des tombereaux qu'il nous fallait pousser ou traîner jusqu'à la baraque qui servait de morgue. Je garde en mémoire le souvenir de ces pauvres corps raidis et légers que nous saisissions par les bras et les jambes et lancions à la volée par-dessus les ridelles sur le tas de leurs camarades.

On me dira que ce sont là des récits propres à toute guerre et que rarement l'on a rencontré de vainqueurs indulgents. J'éviterai d'entrer dans le détail des représailles exercées par chaque camp contre les velléités de résistance. Otages, exécutions, parfois tortures, accompagnent la marche des armées, quelles qu'elles soient. Ce qui ne les excuse pas empêche de condamner

au nom de la morale celui-ci plutôt que celui-là. Ce qui prête à la Seconde Guerre mondiale son caractère abominable tient à la perversion née – très au-delà des conflits nationaux, que j'appellerai, faute de mieux, traditionnels – de l'idéologie nazie, du racisme érigé en doctrine : l'humanité découpée en race supérieure et races inférieures avec, au bas de l'échelle, les « sous-hommes », tout étant permis à la race supérieure, chargée par je ne sais quel décret de je ne sais quel dieu de conduire les affaires du monde, de distinguer le bien du mal, de refabriquer les individus par la médecine, la biologie et la rééducation mentale selon des critères aberrants. De ce point de vue, Nuit et Brouillard et le sort réservé aux déportés dans les camps de la mort représentaient un sommet d'iniquité et de barbarie. Je n'ai fait qu'en apercevoir le noir reflet dans les stalags que j'ai connus.

DE VICHY À LA RÉSISTANCE

GEORGES-MARC BENAMOU – *Vous êtes rentré en France en décembre 1941, après dix-huit mois de stalag. Quelle impression avez-vous gardée de ces retrouvailles avec votre pays ?*

FRANÇOIS MITTERRAND – J'ai découvert un pays où régnait, dans tous les domaines, la confusion. Aucune structure ne tenait. Rien ne fonctionnait. En zone occupée comme en zone sud, les Français vivaient au jour le jour, évitant de parler politique et de se prononcer en faveur de tel ou tel camp. La prudence prévalait et, hormis les collaborateurs notoires, il était très difficile de savoir ce que pensait votre interlocuteur. Il n'existait plus d'opinion publique à l'exception de quelques cercles qui déjà s'affirmaient dissidents mais restaient sur leurs gardes.

Les évadés étaient regardés avec sympathie. Près d'un million et demi de familles, touchées par l'absence d'un des leurs, se montraient compréhensives à notre égard.

Pourtant, entre elles et nous, on percevait un décalage. L'expérience de la guerre, du stalag, puis de l'évasion nous avait changés. Nos proches, eux, continuaient de nous traiter comme avant, comme ces jeunes gens que nous avions été, comme si rien n'était arrivé alors que nous n'étions plus tout à fait les mêmes... S'est installée dès lors une certaine difficulté à communiquer tandis que, dans le même temps, s'affermissait chez mes camarades et moi-même la conscience très forte d'appartenir à une nouvelle communauté.

Fin décembre 1941, après votre séjour à Mantry chez votre cousine Marie-Claire Sarrazin, vous vous êtes rendu à Saint-Tropez. Pourquoi ?

Je ne pouvais pas rentrer à Jarnac, qui était en zone occupée. Pour les Allemands, mon statut était celui d'un hors-la-loi. J'ai cherché un endroit pour me reposer. Sur le conseil d'un de mes frères, j'ai choisi Saint-Tropez. Oh, ce n'était pas le Saint-Tropez d'aujourd'hui, tout juste un petit village de peintres et de pêcheurs. J'ai logé là chez des amis de mes grands-parents, les Despas, naguère associés à mon grand-père Jules Lorrain dans le négoce du cognac.

Jacqueline, la sœur de Jean Despas, femme entière et sensible, ancien premier prix de piano du conservatoire de Paris, était une proche amie de ma mère. Jean militait dans la Résistance. On célèbre fidèlement son souvenir à Saint-Tropez et dans le Var, où un monument a été élevé à sa mémoire.

Jacqueline avait épousé André Lévy, fondateur de Prisunic. Aujourd'hui, l'un des médiocres procès dressés contre moi consiste à dauber sur cet épisode sous le prétexte que les Despas n'étaient pas juifs – au cours d'une émission de télévision, je les avais appelés Lévy-Despas, comme j'avais l'habitude de le faire avant guerre, au temps où chez eux, rue de Grenelle, avaient lieu, tous les mercredis, des soirées musicales où j'étais invité. Le grand drame de cette famille a été de perdre le fils unique de Jacqueline, Guy, Guy Lévy, engagé dans la Royal Air Force canadienne et tué au-dessus de Malte...

Toujours est-il que j'ai été reçu admirablement à Saint-Tropez. Je me suis reposé, j'ai pu récupérer de la fatigue accumulée les années précédentes. Je ne faisais rien. Je me baladais dans la campagne et l'arrière-pays. J'avais vingt-cinq ans, je ne savais à quoi me destiner, et cette liberté m'était délicieuse.

Après les fêtes de fin d'année, dans les tout premiers jours de 1942, j'ai décidé d'aller voir mon père. Je devais pour cela franchir la ligne de démarcation. J'ai pris le train Limoges-Angoulême. J'ai profité d'un ralentissement de ce train à Roumazières-Loubert, petite localité charentaise située à la jonction des deux zones, pour en descendre. Je commençais à connaître la technique. La frontière, à cet endroit, n'était pas une vraie frontière. J'y connaissais beaucoup de gens, j'en avais parcouru les chemins, j'avais exploré les sentiers de campagne, autant dire que, pour moi, passer la ligne de démarcation relevait de l'enfance de l'art. J'ai retrouvé mon père. Il était gravement malade sans en rien laisser paraître. Il avait vécu dans l'inquiétude,

n'ayant pas su pendant longtemps ce qu'étaient devenus ses quatre fils, dispersés par la guerre. Il avait appris avec plusieurs mois de retard que j'avais été blessé et fait prisonnier.

Quel était l'état d'esprit politique de votre père à l'époque ?

Très patriote, il acceptait Vichy. Pour lui, la révolution nationale n'avait aucun prestige, aucun sens réel. La politique de collaboration lui paraissait insupportable. Il respectait, en revanche, la personne de Philippe Pétain qui restait pour lui le vainqueur de Verdun. Mon père était, en quelque sorte, l'incarnation de la petite bourgeoisie de ce temps-là qui voyait en Pétain le garant des valeurs morales et de la pérennité nationale.

Comme le reste des miens, il appartenait à une droite traditionnelle, nullement extrême, et curieusement allergique à l'antisémitisme, pourtant très répandu dans ces milieux. Je n'ai jamais entendu chez moi un mot qui eût été porteur de racisme. J'ai même découvert dans le journal de ma mère – que je conserve – le récit d'une journée particulière où elle exprimait son dégoût pour ce type de bassesse. C'était en pleine affaire Dreyfus. Elle revenait de Saint-Sébastien où elle avait accompagné son père pour saluer Paul Déroulède, ancien député de Saintonge condamné à l'exil à la suite de sa tentative de coup d'État lors des obsèques de Félix Faure. La confusion des sentiments régnait dans nos familles où

l'on était à la fois républicains et revanchards, à inclination nationaliste. (Je possède encore une correspondance d'un patriotisme enfiévré entre Déroulède et ma mère. Et celle-ci, qui aimait peindre, non sans talent, envoyait au proscrit des aquarelles où abondaient le bleu, le blanc et le rouge. L'une de ces aquarelles, qui, pour une raison que j'ignore, n'avait pas atteint son destinataire, était encore accrochée à un mur de ma chambre à Jarnac. Elle représentait une terre crayeuse, comme il en existe en Charente, parsemée de bleuets et de coquelicots.) Au retour de Saint-Sébastien, ma mère, qui partageait son compartiment de chemin de fer avec plusieurs des chefs de la Ligue des patriotes, avait assisté à un déchaînement antisémite qui l'avait bouleversée. Tout était de la faute des Juifs. Dreyfus avait trahi. Il fallait nettoyer le pays de cette gangrène. Dans son journal je relève ce passage : « Mais enfin, comment peut-on porter tant de haine quand on est chrétien ? Le Christ et la Vierge étaient juifs... » Elle n'avait pas vingt ans et son cœur était pur.

Je suis resté, tout au plus, un jour et une nuit à Jarnac, puis je suis donc revenu en zone non occupée. La prime de démobilisation et d'évasion qui m'avait été accordée par Vichy à Lons-le-Saunier me permettait de vivre. Enfin, « vivre » est un grand mot : je ne dépensais presque rien. J'étais vêtu d'habits qu'on me prêtait. À Mantry, à Saint-Tropez comme à Vichy au début, j'étais hébergé par des amis et cela ne me coûtait rien. Vous savez, quand on a cet âge-là, on se contente de peu...

Une rumeur veut que le maire de Jarnac ait refusé de vous fournir de faux papiers afin que vous puissiez rester auprès de votre père. Est-ce exact ?

Je ne sais pas. C'était un ami de mon père. Celui-ci n'aurait pas supporté un refus. Je suis resté lié à ses enfants. Non, je ne sais rien de plus.

Début 1942, vous vous rendez à Vichy. Pourquoi ? Qui vous y appelle ?

Jarnac impossible, Paris, pour les mêmes raisons, difficile, je suis resté en zone sud. Je n'avais pas de situation. Mais j'avais des amis à Vichy – généralement des officiers, cinq à six personnes qui en connaissaient d'autres –, installés dans cette petite ville devenue le centre de gravité de la France et où siégeaient désormais les administrations publiques. On m'a dit : « Venez... On tâchera de vous trouver quelque chose. » J'ai donc débarqué à Vichy.

Quelle a été votre première impression face à cette singulière ville d'eaux ?

J'ai découvert une ville sans grand intérêt malgré son beau fleuve. J'y déambulais dans l'attente d'un signe qui m'aiguillerait vers telle ou telle occupation. En dehors d'une petite animation autour de l'hôtel du Parc où résidait Philippe Pétain, c'était la province tranquille. J'imagine que derrière les façades des immeubles désuets et cossus prospéraient les conciliabules, les intrigues. Je croisais dans la rue ces person-

nages inimitables de tous les temps qui portent sur leur visage lisse et dans leur regard absent le secret de la puissance. Je les ai vus, eux et leurs semblables, traversant trois régimes pendant un demi-siècle, toujours détenteurs du saint sacrement, toujours habités par la même importance, collaborateurs de ministres, hauts fonctionnaires, sous-classe étrange et légèrement comique pour qui l'État se ramène à une certaine façon de nouer sa cravate, d'allumer une cigarette, de marcher sur des œufs et de fixer des rendez-vous, destinés à n'être connus de personne, dans les bars où l'on rencontre tout le monde. Bien entendu existaient des exceptions, j'ai moi-même employé d'excellents collaborateurs tirés de ce vivier. L'ENA leur a conféré une dignité supplémentaire. Certains ne possédaient aucun des travers que je viens de dénoncer. Sauf l'emploi abusif des adverbes et des répétitions. Mais ils en seront pardonnés. Les crimes commis contre la langue française ne relèvent pas du Code pénal.

Mon premier mouvement a été de rechercher mes camarades évadés, et d'abord Max Varenne, un ancien du kommando 1515 de Schaala – évadé avant moi, puis repris, puis à nouveau évadé, avec succès cette fois-ci –, que je savais dans les parages. S'entrecroisaient alors à Vichy de multiples ramifications et, tout naturellement, j'ai reformé un petit bloc avec les miens, c'est-à-dire les évadés. Nous avions les mêmes difficultés et, généralement, le même état d'esprit. Nous tirions le diable par la queue. Nous nous donnions rendez-vous dans des bouis-bouis pour les repas. Entre nous régnait la bonne humeur qui caractérise la jeunesse, accentuée par le fait que nous étions des marginaux.

En mars 1942, j'ai loué une chambre au 20 de la rue Nationale. Mon propriétaire était un homme charmant, Jean Renaud, agent d'assurances marié à une femme intelligente et pétulante, et père de deux enfants. Je m'y suis installé. Le 20, rue Nationale allait devenir, si l'on peut dire, ma « base ».

C'est dans ce contexte que me fut proposé un emploi de contractuel auprès de l'administration, par le canal du commandant Favre de Thierrens, original, compliqué et jovial, intelligent et cultivé, qui d'un air à la fois mystérieux et complice me dit : « Ça pourra vous surprendre, mais je vais vous demander du tout-faux. » Et je suis entré dans son officine, drôle de service de documentation, où le faux et le vrai étaient tirés à pile ou face.

Il m'avait prévenu, c'était presque un « amusement ». On écrivait à peu près n'importe quoi et son contraire. Je m'en suis vite lassé. Je pense, sans en être sûr, que Favre de Thierrens était alors un agent de Londres. Je l'ai revu, après la guerre, peintre coté et résistant très honoré dans sa région du Gard. Une rue de Nîmes porte son nom.

Pierre Péan, dans le livre qu'il vous a consacré, affirme qu'il s'agissait d'un emploi au centre de documentation de la Légion française des combattants. Cela signifie-t-il que vous avez adhéré à la Légion ?

Non. En fait, les évadés et les prisonniers rapatriés, en particulier ceux que je côtoyais à Vichy, étaient résolument hostiles à la Légion et au monopole que celle-

ci entendait exercer, à l'instigation de Pétain, sur le monde combattant. Cette hostilité à la Légion nous a conduits à nous concerter et à songer à la création d'un mouvement réellement représentatif de notre milieu et libre à l'égard du pouvoir. Nous avons commencé nos activités en réaction contre la Légion. On contestait, on conspirait et cela prenait forme d'opposition. Nos relations s'étendaient. Homme par homme, nous embauchions de nouveaux camarades, forts de la même expérience que nous. Rapidement nous avons eu des correspondants à Paris, à Clermont, à Lyon. Ce n'était pas encore grand-chose, mais n'oubliez pas que j'étais rentré en France depuis moins de trois mois. Le temps de respiration n'avait pas été long.

Péan a tiré des conclusions erronées du lien existant entre le service de Favre de Thierrens, qui devait s'en moquer, et la Légion française des combattants. Je n'ai jamais appartenu à la Légion. J'ai connu son premier chef, François Valentin, alors qu'il était disgracié par Vichy, et nous sommes devenus bons amis. J'ai facilité son départ pour Alger. À la Libération, il a été élu député conservateur de Meurthe-et-Moselle avant de périr dans un accident de voiture.

Même si vous n'avez pas adhéré à la Légion, certains ont affirmé que vous avez dû, à l'époque, prêter serment au régime pour pouvoir travailler dans l'administration. Est-ce vrai ?

Faux et surtout absurde. Je n'appartenais pas au système de Vichy. Je n'étais pas fonctionnaire mais contractuel. Je n'ai pas eu à prêter serment comme tant

d'autres qui ont fait carrière, par la suite, dans le gaullisme pur et dur.

Je n'ai pas eu non plus – comme le prétend Klarsfeld, malveillant ou mal renseigné – à signer un papier certifiant que je n'avais pas d'ascendants juifs. En aurais-je eu, rien ne permet à quiconque de penser que je me serais soumis à ce genre d'enquête. J'ai toujours eu une certaine propension à dire « non ». Mais je n'étais pas astreint à ces démarches. Je n'étais pas lié au service de l'État *stricto sensu* et personne ne m'a rien demandé. Pour la petite histoire, on a tendance à l'oublier, un seul homme dans la haute fonction publique appelé à prêter serment s'y est refusé. C'était un magistrat de l'ordre judiciaire du nom de Didier. Cherchez les autres parmi les barons de la V^e^ République, donneurs de leçons, toujours prêts à manger le drapeau jusqu'à la hampe, figés dans un garde-à-vous qui m'a toujours fait rire sachant ce qu'ils étaient. Ah ! les honnêtes gens. Le serment ? Ils signaient des deux mains. Vous vous imaginez ? Les grands juristes de l'époque, les conseillers d'État, les conseillers à la Cour de cassation, les sommités de la France officielle, dont certains sont encore vivants... Leur liste vous surprendrait. De Gaulle, dès les années soixante, a amnistié tout ce beau monde ! Encore, pour la hiérarchie judiciaire, l'amnistie était-elle entrée dans les faits depuis la Libération, les tribunaux ayant estimé, moyennant quelques sévérités, qu'on ne poursuivrait pas les juges qui avaient appliqué la législation antisémite.

À Vichy, je n'ai occupé que des situations subalternes. S'il s'agit de savoir comment je réagissais, ce

que je pensais, quelles étaient mes intentions, c'est sans intérêt puisque je ne remplissais pas de mission, que je n'occupais pas de poste utile ou important, que je n'ai pas eu à peser sur les positions de la France, ni dans un sens ni dans un autre, que je n'ai en rien été associé aux décisions du régime, que je n'ai été mêlé à aucune controverse. En 1942, j'avais vingt-cinq ans et j'étais un parfait inconnu. Je ne me suis pas senti compromis. Eussé-je été tenté, ma modeste position ne m'eût conduit à aucune volte-face. J'ai approché de hauts personnages dont personne n'a mis le patriotisme en doute et qui ont servi Vichy et de Gaulle l'un après l'autre et sans la moindre gêne. J'étais par nature hostile à la politique de collaboration. J'ai déjà dit que je n'ai jamais mis le bout du doigt dans l'antisémitisme. J'étais complètement étranger aux courants qui se disputaient le pouvoir à Vichy.

L'exagération des faits qui m'ont été reprochés montre que la plupart de nos contemporains méconnaissent l'histoire de la guerre, de l'Occupation et de la Résistance. Dans les polémiques sur cette époque, on n'entend pas les vrais historiens ni les vrais résistants. Aux Rémond et Bedarida on préfère les prosélytes pour qui l'histoire n'est qu'attendus de procès. Cinquante ans après, il suffit d'avoir respiré l'air de Vichy, fût-ce en passant, pour être qualifié de collaborateur, ou presque ! Oui, à Vichy, j'ai croisé des collaborateurs qui n'étaient pas mes amis. Et à Vichy, j'ai aussi rencontré des résistants qui sont, eux, devenus mes amis et des camarades de combat. On ne peut pas se contenter de caricaturer l'histoire selon le goût du jour.

Tout de même, vous avez dit avoir ignoré le statut des Juifs à cette époque !...

Je sais, cela peut surprendre... Mais lorsque je suis arrivé à Vichy après dix-huit mois de captivité, c'était vrai. C'est resté vrai peu de temps. Nous étions en zone dite libre. Les Allemands n'étaient pas encore là. On ne voyait pas d'étoiles jaunes. Il n'y avait pas de persécutions visibles.

Avant de m'installer, en mars, dans l'appartement de la rue Nationale, j'habitais avec deux camarades de guerre évadés comme moi. L'un d'eux était juif.

Et votre ami juif, lui non plus, ne connaissait pas le statut des Juifs !

Il n'en parlait pas. On vivait en cercle fermé. On se trouvait bien entre nous. On ne s'occupait pas vraiment de l'extérieur... Par la suite, durant l'année 1942, quand on a assisté au développement des persécutions, à l'expulsion des Juifs de l'administration, à l'adhésion évidente du régime à la collaboration – bref, à mesure que s'écoulait le temps –, on ne pouvait plus ignorer cela. Dès lors, j'ai rompu moralement et physiquement avec ce système médiocre et qui devait se révéler criminel.

On ne peut quand même pas prétendre qu'il y avait beaucoup de Juifs à Vichy en 1942...

Beaucoup ? sûrement pas ! Il y en avait encore ! Et ce, malgré la législation qui leur interdisait de séjourner

dans la ville. Bien sûr, ils ne sont pas restés au-delà de l'année 1942. Ils allaient partir peu après – comme nous.

Vous avez choqué en donnant votre définition de Vichy : « une pétaudière ». N'est-ce pas là banaliser ce régime que le réduire finalement à n'être qu'une pétaudière ?

Le spectacle qu'offrait le régime de Pétain était incohérent. Quand j'utilise le mot « pétaudière », cela signifie que personne ne tenait plus rien, que Pétain servait de couvercle à une marmite en pleine ébullition. Mais il y avait besoin d'un couvercle. Un maréchal disponible ne se trouve pas tous les jours. Et pourtant, rien n'eût été possible sans lui.

Vichy, c'étaient des luttes acharnées, des combats de clans, des concurrences d'équipes entre un Laval très intelligent et donc très inquiétant, et un Darlan plus imprévisible. Vichy, c'était un régime faible, informe et sans âme, inspiré par des fascistes, des antisémites et des idéologues déterminés, n'ayant pas froid aux yeux. Ils n'avaient eu aucun mal, les Alibert, les Darquier de Pellepoix et consorts, à imposer leur fanatisme, à obtenir des lois et des décrets proprement intolérables. Profitant de cette « pétaudière », ils avaient occupé le terrain. Vichy n'était pas un bloc monolithique et, très rapidement, ces gens allaient prendre plus d'importance que les autres. Sans parler de la rivalité entre ceux de Vichy et ceux de Paris, Déat, Doriot, idéologiquement ralliés au nazisme, qui avaient créé leurs propres formations, petits partis très militarisés avec des chefs

dépendant des Allemands et nourrissant de féroces ambitions rivales.

Vous ne croyez donc pas à la thèse d'un « fascisme à la française » voulu par Pétain ?

Fascisme, c'est beaucoup dire. Qu'il y ait eu haine du parlementarisme et de la III^e^ République, c'était évident ; qu'on ait essayé de revigorer un corps de doctrine ultra-conservateur, inspiré de l'Ordre moral de Mac-Mahon, avec la même devise : « Travail, Famille, Patrie », cela se voyait gros comme une maison. De là à parler de fascisme, il y a une marge.

Cependant, mieux formé idéologiquement, et mieux instruit des événements d'avant guerre, j'aurais discerné de quoi se nourrissait la montée des fascismes et j'aurais observé avec plus de méfiance la façon dont Philippe Pétain et sa camarilla avaient tiré parti des défaillances de la République. Je ne m'étais pas encore délivré de l'alibi « national » – ce mot à tout faire – qui, à l'expérience, a presque toujours servi les ennemis de la patrie. J'ai compris cela plus tard. Par la grâce de la dure, de la cruelle expérience des années quarante. J'ai connu par la suite, au parti socialiste notamment, des camarades dont j'ai admiré la sûreté de jugement. Leur origine sociale, leurs combats politiques les avaient préparés aux analyses qui m'échappaient. Mais j'étais libre, sans allégeance, instinctivement révulsé par les théories de violence et de domination. L'injustice m'a ouvert les yeux. Cette maturation m'a pris du temps.

Il est vrai que le climat de la III^e^ République finis-

sante m'incitait plus à la révolte qu'à l'adhésion. J'en avais le cœur soulevé. Mais comment franchir le pas vers un parti communiste téléguidé par Staline ? Comment aller vers une SFIO molle, divisée, et qui, en 1940, fut pour partie, et malgré Blum, complice du meurtre de la République ? Oui, où aller ? Vichy ne signifiait rien, que l'abandon, et on ne savait pas grand-chose de Londres. Personne à mes yeux n'incarnait le droit, la légitimité. Pétain avait été constitutionnellement, régulièrement élu par l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940. Mais le 11 et le 12, manquant aux obligations dont était assorti le vote qui l'avait porté au pouvoir, il avait perpétré un véritable coup d'État sans chercher à déguiser sous des oripeaux juridiques le mépris dans lequel il tenait les principes républicains. Cela lui ôtait, selon moi, l'autorité morale dont il se prévalait. De Gaulle, lui, invoquait une légitimité tirée de la permanence immatérielle de la Nation qu'il avait pour mission d'incarner. La suite lui a donné raison, du moins dans les faits. Mais, en 1942, le refus de la défaite ne créait pas, quelle que fût la noblesse du geste, droit à gouverner la France. Cette déshérence du droit résultait du dramatique échec final, après tant de gloires, de la III^e^ République. Mais puisque l'histoire était à refaire, aucune allégeance ne s'imposait *a priori*.

Avouerai-je l'orgueil qui m'habitait, entretenu par mes rêveries de captif ? J'ambitionnais de réveiller la France non pas de l'extérieur, mais à l'intérieur, et d'échapper aux factions naissantes. Cela paraîtra singulier à beaucoup. Je n'avais ni l'âge ni l'autorité qui me l'eussent permis et je n'avais pas d'autre passé que l'avenir qu'inventait mon ambition. De tout cela je

discerne moi-même l'insolite. Mais j'obéissais à une règle que je m'étais imposée, je ne comptais sur personne ni sur rien qui ne fût l'œuvre de mon propre effort. Cette façon d'être a commandé la plupart de mes choix. Sous la IVe République, j'ai refusé d'adhérer aux grands partis de gouvernement. J'ai démissionné d'un ministère pour cause de désaccord sur la question coloniale. J'ai décliné par décence l'offre d'Edgar Faure d'entrer dans le gouvernement qui succédait à Mendès France et, par acquit de conscience, celle de Bourgès-Maunoury qui continuait la politique algérienne de Mollet. Je suis entré dans l'opposition plusieurs mois avant le 13 mai et l'arrivée de De Gaulle. Je ne pouvais me résoudre à dépendre des petites vagues d'un petit régime dirigé par de petits hommes politiques. Je les avais méprisés d'avoir accepté, l'un après l'autre, le rôle du bouchon sur l'eau, à la merci de n'importe quel fétu de paille. En 1958, j'ai dénié au président Coty le droit d'éliminer les communistes de la seule coalition capable de sauver la République. Je me suis incrusté dans l'opposition à la Ve République pendant vingt-trois ans. Quelque chose en moi me dictait que nul n'avait à disposer de moi. Attitude d'esprit fâcheuse dans un système parlementaire, classique ou non, qui n'aimait pas les francs-tireurs. Dans ce système, je n'aurais jamais été élu à la présidence de la République et n'en aurais pas eu de regret. Bref, j'étais inclassable. Ce qui permettait au vulgaire de me classer partout. Je n'ai finalement adhéré, et à cinquante-cinq ans, qu'au parti que j'ai créé. Encore n'y ai-je pas suivi les chemins que l'on voulait tracer pour moi.

On trouve quelques textes du jeune homme de vingt-cinq ans que vous étiez qui surprennent. Ainsi, après avoir vu Pétain au théâtre, vous notiez qu'il « est magnifique d'allure, son visage est celui d'une statue de marbre ». Et, dans une lettre, vous écriviez, comme si vous le déploriez : « La révolution nationale, c'est malheureusement l'union de deux mots vidés de sens... Le Maréchal est presque seul et ceux qui croient en ses idées sont loin de lui... »

En effet, j'ai aperçu Pétain lors d'une représentation théâtrale début mars 1942. Il donnait cette impression de majesté. Il suffit de visionner les actualités cinématographiques de l'époque pour s'en rendre compte. Quant à sa captation par une partie de son entourage, elle est attestée par tous les historiens sérieux de cette époque.

Quand Pétain est arrivé au pouvoir, je pensais – comme presque tout le monde – qu'il pouvait protéger la France. On avait le sentiment qu'il était antiallemand. C'était un vieillard d'allure magnifique. Verdun, dont le souvenir était proche, lui conférait une aura incroyable. En fait, né en 1856, c'était un pur produit du XIX^e^ siècle, plus proche de Napoléon que de nous – et ce n'est pas un hasard s'il a comparé Montoire et Tilsit. Je crois qu'au départ Pétain ambitionnait le pouvoir pour le pouvoir sans autre moteur que l'ambition, sans autre idéologie que celle des conservateurs, et qu'ensuite il s'est englué dans la collaboration. Il avait quatre-vingt-quatre ans en 1940, quatre-vingt-huit ans en 1944. Encore ces explications ne sont-elles pas suffisantes, je le reconnais et je vous renvoie à ce que je

vous ai dit un peu plus haut : les racines idéologiques de son comportement venaient sans doute de beaucoup plus loin.

Vous acceptez donc la thèse du « gâtisme » de Pétain...

Non. Il me semble que je viens de vous expliquer le contraire. Mais je ne suis pas spécialiste de la psychologie de Pétain... Pour ce qui me concerne, j'ai constaté l'inconsistance de ce régime, son conformisme mesquin, son côté réactionnaire, sa nocivité. J'ai donc très vite viré ma cuti.

Pourtant Péan dans son livre-enquête affirme que, durant cette année 1942, vous étiez maréchaliste...

Pétainiste... Maréchaliste... Ce sont des subtilités qui m'échappent, qui doivent signifier la même chose. Collaborateurs ou pas collaborateurs : ça, c'était clair ! Moi, je sais qu'à l'époque il y avait ceux qui marchaient avec l'ennemi et ceux qui marchaient contre lui. Je marchais contre.

Pouvait-on savoir, à Vichy, qui était avec les Allemands et qui était contre ? Ce genre de sentiment pouvait-il s'exprimer à découvert ?

Non. Ce n'était pas aussi clair, aussi tranché. On pressentait, on devinait, on subodorait le sentiment anti-allemand.

Péan avance aussi qu'après le Centre de documentation on vous a proposé un poste au Commissariat aux questions juives et que vous l'avez refusé...

J'ai lu cela. Quelqu'un le lui a sûrement dit. Cela pourrait être à mon mérite mais c'est inexact.

Observez que les témoins rencontrés par Péan – dont certains sont de mes amis – aiment, comme tous les témoins, à se placer au centre de l'histoire. Ah ! si on les avait écoutés ! Tout eût été mieux, assurément. Rien de moins sûr qu'un vrai témoin. Demandez-lui donc la couleur de votre cravate le jour du crime !

Sur ce passé, j'ai dit l'essentiel à Roger Priouret dans un entretien donné à *L'Expansion*, dès 1972, il y a donc vingt-trois ans. Il est curieux que mes propres déclarations aient été exploitées si longtemps après avec une telle violence et une telle approximation.

Mais quels sont au juste ces reproches ? De ne pas avoir été résistant dès 1940 alors que j'étais prisonnier en Allemagne ? D'être passé par Vichy pour remplir les hautes fonctions d'agent contractuel pour une rémunération correspondant aujourd'hui à moins que le SMIC ? D'avoir respiré durant quelques mois l'air de cette ville dont tant d'autres se sont rempli les poumons goulûment et sans dommage pour eux ? D'avoir été reçu vingt minutes par Philippe Pétain, pour une banale contribution à l'aide aux prisonniers de guerre, en présence de deux camarades dont l'un est mort en déportation ? D'avoir publié deux articles dont aujourd'hui je ne renierais pas un mot ? D'avoir, avec les principaux dirigeants des centres

d'entraide des prisonniers de guerre et des associations consacrées à l'action sociale, reçu la francisque ? Certes, j'aurais dû réfléchir davantage au motif de ce geste : Vichy cherchait par là à développer sa propagande dans des cercles réputés hostiles. J'y ai vu un moyen d'agir plus commodément dans la clandestinité. J'ai eu tort. C'était une erreur de jugement. Je n'ai aucune peine à l'admettre. J'ai lu quelque part aussi que j'avais été un « haut dignitaire » du régime de Vichy. Les bras m'en sont tombés !

J'ai déjà eu l'occasion de souligner que de Gaulle n'a pas hésité à recycler dans ses rangs nombre d'incontestables hauts dignitaires et que personne n'y a trouvé à redire, n'y a prêté attention, ne s'en est plaint, même quand ces hauts fonctionnaires devinrent ses ministres. Cette différence de traitement devint plutôt flatteuse pour moi.

Vous dites avoir viré votre cuti en 1942. Comment s'est produit votre glissement vers la Résistance ?

Je veux bien qu'on emploie le terme de « glissement » mais moi, je n'ai pas eu le sentiment d'avoir « glissé ». Entre février et mai 1942, j'ai pris conscience d'une réalité politique dont je n'avais pas idée auparavant. J'avais quitté une société protégée – celle des prisonniers – dont les membres étaient réduits à la même condition. J'étais, pour ainsi dire, sorti du stalag dans un état de non-être politique, mais pétri de mon amour pour la France. Comment cet état s'est transformé en résistance active mérite d'être expliqué.

La nécessité de « s'auto-défendre » d'abord, puis

de « résister », s'est imposée à moi avant même la réunion de Montmaur de juin 1942 et mon départ du Commissariat aux prisonniers de guerre, que l'on place par erreur à l'origine de mon engagement. J'ai agi avec d'autres évadés qui avaient les mêmes besoins que moi. Notre activité était sans doute inspirée par notre situation personnelle, mais soit par conviction initiale soit par l'expérience que nous en avions, la perte de notre patrie nous était insupportable.

Évadés, nous fabriquions pour notre propre sauvegarde des faux papiers en utilisant les techniques apprises dans les camps. Nous pouvions ainsi circuler et nous rendre en zone occupée. Fabriquant de faux *Ausweis* et de fausses cartes d'identité pour notre usage, nous en avons fabriqué pour les autres. Notre savoir-faire a été reconnu, on s'adressait à nous de toutes parts. Cela ne s'appelait pas encore de la résistance. Mais nous mêlions de plus en plus nos activités à celles des résistants.

Lors de votre arrivée à Vichy, avez-vous rencontré des gens qui étaient déjà dans la Résistance ?

Il y avait à Vichy, en ce début 1942, des gens très anti-Vichy : Suzy Borel, qui épousa Georges Bidault, Maurice Nègre, qui est devenu patron de l'AFP, Léon Rollin, l'ancien patron de l'Agence Havas, Bernard de Chalvron, diplomate, plus tard déporté. Nos conversations ne laissaient pas de doute sur leurs choix – et sur les miens – et j'avais de la sympathie pour eux. Ce n'est pourtant pas par leur biais que je suis entré dans la Résistance organisée, mais en regroupant les évadés. Nous vivions à part. Nous

réservions nos quolibets au petit monde officiel de Vichy, nous détestions la Légion française des combattants. Tout ce qui avait été fait sans nous, ou avant nous, nous paraissait négligeable ou suspect. Réflexe, il faut l'avouer, commun aux novices et que nous cultivions assez facilement.

Quel a été votre premier acte de dissidence véritable ?

Mon premier acte de résistance a été de quitter l'Allemagne sans permission. Mon deuxième et mon troisième, d'avoir récidivé. Mon quatrième, d'avoir rejoint les organisations de combat. Mon cinquième, d'avoir quitté la France pour l'Angleterre. Mon sixième, d'en être revenu en pleine guerre. Mon septième, d'avoir pris part, à un poste de responsabilité, aux actions qui préludèrent à la libération de la France. Encore s'agit-il là d'étapes faciles à relater. Mais la vraie résistance a été, dès le premier jour, celle de l'esprit et, chaque jour, le refus d'accepter la mort de mon pays, ce qui suppose une infinité d'actes sans importance dont l'histoire ne s'occupera pas et qui ont rempli ma vie pendant quatre ans. Si l'on cherche mes actes de résistance dans les journaux, on ne trouvera rien de plus que l'ordinaire, commun à tous mes camarades, à quelques exceptions près, comme le sabotage d'une conférence de Georges Claude en 1942 – ce qui n'avait rien d'héroïque –, ou la perturbation apportée au grand rassemblement des prisonniers de guerre, Salle Wagram, organisé par Laval et par Masson en 1943 – ce qui était plus difficile –, ou l'exécution de

Marlin à Clermont-Ferrand en 1944 – ce qui était assez dangereux. La presse du moment n'avait pas tendance à nous accorder cinq colonnes à la une.

Que s'est-il passé précisément avec Georges Claude ?

En avril 1942, Georges Claude, personnage qui jouissait d'une grande notoriété scientifique (il était le concepteur de la marée motrice et, surtout l'inventeur de l'air liquide), multipliait les conférences de propagande pour le compte non seulement de Vichy mais aussi de la collaboration, partisan et théoricien de l'engagement aux côtés de l'Allemagne. Sa tournée dans la zone sud était annoncée à grand renfort d'affiches et de publicité. Avec un médecin de Clermont-Ferrand, Guy Fric, futur député gaulliste du Puy-de-Dôme, nous avions décidé de saboter la réunion qu'il devait tenir dans cette ville. J'ajoute qu'à ce moment Laval et Scapini tentaient de séduire les prisonniers de guerre et de les compromettre dans le système dit de « la relève », qui prévoyait la libération d'un prisonnier de guerre contre le départ de trois travailleurs français volontaires pour le Service du travail obligatoire en Allemagne. En compagnie de quelques amis (comme Louis Deteix, qui fut longtemps, par la suite, conseiller municipal socialiste de Clermont-Ferrand), et à la barbe des organisateurs, nous avons troublé la réunion au point que Georges Claude a dû battre en retraite. Modeste fait d'armes, direz-vous. J'en conviens et je n'en tire pas gloire. Mais prise directe sur l'action qui devait en entraîner d'autres.

À quand remontent donc vos premiers et clairs engagements de résistant ?

La réunion de Montmaur, dans les Hautes-Alpes, du 12 au 15 juin 1942 – lors des fêtes de la Pentecôte –, peut servir de départ, si l'on en veut un à tout prix. Mais ce ne serait pas exact. Certes, des camarades, pour la plupart des évadés, se sont réunis là pour signifier leur opposition à Vichy, élaborer une stratégie et créer une organisation plus vaste.

Observez cette photo prise à Montmaur. Ceux qui figurent sur ce cliché ont été des résistants de valeur et beaucoup l'ont payé de leur vie. Je me souviens de chacun d'eux et des propos échangés alors, qui ne laissaient aucune équivoque quant à la nature de notre engagement. On reconnaît Michel Cailliau, le neveu de De Gaulle, dit Charette. Marcel Barrois, Jean Védrine. Voilà Mauduit, Montjoie, Gagnaire... Cela remonte loin... Il y a déjà cinquante-trois ans.

À Montmaur se sont rencontrés pour la première fois les représentants de nombreux petits groupes venus d'un peu partout. Nous avions besoin de nous connaître et, de ce point de vue, cette réunion a été fort utile. La franchise et la qualité des discussions durent beaucoup à l'initiateur de cette réunion, Antoine Mauduit, personnage d'une rare envergure. Mais si l'organisation qu'il mettait en place et à laquelle nous concourions, la « Chaîne », resta jusqu'à la fin un lien puissant entre nous, il serait excessif de lui attribuer un rôle déterminant. C'est à l'intérieur de notre groupe de résistance des

prisonniers de guerre que nous continuâmes notre action jusqu'à la Libération.

Qui était Antoine Mauduit, dont vous dites qu'il a été l'une des personnalités les plus attachantes qu'il vous ait été donné de rencontrer ?

Un personnage fascinant, chevaleresque, un authentique entraîneur d'hommes, d'une formidable rectitude. Il était issu d'une famille aisée et disait être resté longtemps incroyant, menant joyeuse vie. Il s'était converti au catholicisme, avait renoncé à tout, était devenu capitaine dans la Légion étrangère, puis ouvrier agricole. Sa femme partageait ses convictions.

Prisonnier de guerre, Antoine Mauduit avait été libéré de son oflag avant d'être affecté en Syrie – alors sous mandat français – qu'il avait quittée, en juillet 1941, après l'occupation par les Anglais des possessions françaises du Levant. Il avait alors monté le premier maquis pour les prisonniers de guerre évadés. C'était à cet effet qu'il avait loué le château de Montmaur.

Ce qui allait devenir le maquis du Dévoluy ne ressemblait pas à un centre social. Le château de Montmaur constituait une sorte de phalanstère où vivaient en permanence quarante à cinquante personnes que liait comme un pacte mystique. Je me souviens de militants communistes qui, jusqu'à la fin de leur vie, ont continué d'appartenir à la « Chaîne ». À Montmaur régnait un mélange d'esprit boy-scout, de christianisme conventuel, de volonté de renoncement, de patriotisme militant.

Pourtant, à cette époque, Montmaur était plus un lieu d'asile pour les prisonniers de guerre qu'un maquis où l'on faisait de la Résistance – du moins au début.

Encore une erreur historique communément répandue : les maquis n'existaient pas à cette époque. Ils sont nés dès la « relève », c'est-à-dire de l'obligation imposée à des centaines de milliers de jeunes gens d'avoir à travailler en Allemagne pour remplacer des prisonniers de guerre. L'ignorance de cette histoire pourtant récente est telle que l'on a fini par prendre la partie pour le tout. L'organisation de la Résistance a précédé de plusieurs années la constitution des maquis dans lesquels elle a trouvé un nouvel et formidable élan. Mauduit fut l'un des premiers à y penser. Je le vois encore communiquant avec ses hommes postés dans la montagne au moyen de téléphones de campagne, héritage de sa formation militaire. Il était vêtu d'un accoutrement mi-civil, mi-soldat du plus curieux effet, avec sur la tête un béret de chasseur alpin. De quoi ne pas rester inaperçu !

À votre retour de Montmaur, vous avez repris vos activités clandestines ou semi-clandestines d'aide aux prisonniers de guerre et aux évadés...

À partir de l'été 1942, notre groupe initial s'étoffa et notre action s'amplifia. Nous aidions nos camarades encore prisonniers à s'évader. À l'intérieur des colis qui leur étaient destinés, nous dissimulions de fausses identités et des itinéraires d'évasion que nous logions soit dans le bois de brosses à habits, soit au derrière de

photos de Pétain judicieusement encadrées. Sont revenus par cette filière bien des nôtres.

Hors cela, on rencontrait de plus en plus de gens que l'on devinait réticents à l'égard de Vichy. On les engageait. Chacun apportait son expérience, des solidarités se nouaient, et les objectifs de lutte se précisaient.

Vous occupiez-vous de trouver des planques aux évadés ?

On leur fournissait des adresses, et à chacun de se débrouiller.

On dit que Vichy a toléré un certain temps ce type d'activités antiallemandes...

Il était clair qu'à Vichy on n'aimait pas ce que nous faisions, même si l'on n'était pas fâché de montrer aux Allemands que la besogne était difficile. Puis, sous la poussée des extrémistes, la répression a commencé à sévir.

Il semble que Vichy ait été au courant de l'existence du maquis de Montmaur et que nul ne se faisait d'illusions sur les activités réelles de Mauduit.

Possible... Vous êtes mieux renseigné que moi ! Les Allemands ont découvert l'existence du maquis en décembre 1943, alors que je quittai la France pour Londres et Alger. À mon retour, en février 1944, mes amis de Montmaur n'étaient plus là. Mauduit avait été arrêté et déporté à Bergen-Belsen.

Il a survécu à la libération du camp. Refusant d'être rapatrié afin de soigner ses compagnons victimes du typhus, il a contracté la maladie et en est mort là-bas. Le jour prévu pour son retour, je l'ai attendu gare du Nord, avec sa femme, à l'arrivée du train qui ramenait des déportés de son camp. Nous pensions le voir descendre du convoi. C'est sur le quai que nous avons appris la vérité. Une mort digne d'une vie. Antoine Mauduit repose désormais devant la chapelle Sainte-Philomène, près du château de Montmaur, où l'on entretient sa mémoire avec piété.

Fin novembre-début décembre 1942, vous participez à une nouvelle réunion à Montmaur. De quoi y était-il question ?

Il s'agissait de déployer, compte tenu de l'invasion de la zone sud par les Allemands, de nouvelles formes d'actions clandestines.

Le week-end décisif de Montmaur se situe le 14 juin. Deux jours plus tard, le 16 juin, vous entrez au Commissariat aux prisonniers de guerre...

Ce week-end n'a rien eu de décisif et la coïncidence n'était due qu'au hasard. Je suis entré aux PG * par l'intermédiaire de Jean-Albert Roussel, qui s'occupait d'un bureau de reclassement des évadés. Un jour, il m'a dit : « Tu devrais venir travailler ici. Ils sont très sympas et, en plus, on n'est pas dans la ligne. » J'ai

* Commissariat aux prisonniers de guerre. *(NdE)*

suivi son conseil. J'allais d'ailleurs retrouver là plusieurs camarades de Montmaur.

Vous avez fait alors la connaissance de Maurice Pinot, le commissaire aux prisonniers. Qui était-il ?

Un homme honnête, clairvoyant, courageux. Il appartenait à la haute bourgeoisie et s'appelait de son vrai nom Pinot de Périgord de Villechenon. Prisonnier puis rapatrié, lors de la défaite de juin 1940, il était aux premières loges pour connaître les problèmes qui se posaient aux trois cent quarante-neuf mille hommes rapatriés ou évadés qui vivaient dans des conditions d'extrême précarité. Quand, à l'automne 1941, le gouvernement de Vichy a créé un Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre rapatriés, Maurice Pinot en a été le premier titulaire. En 1942, la direction du Commissariat était située à Paris, rue Meyerbeer, mais elle avait son équivalent en zone sud, à Vichy, rue Hubert-Colombier, dirigé par Georges Baud.

Au Commissariat, tout le monde aimait bien Pinot. Il inspirait la sympathie, par son caractère et son honnêteté. C'était un passionné de l'action sociale, ce qui explique qu'il ait lancé, dans chaque département, des Maisons du prisonnier et, un peu plus tard, des centres d'entraide où les anciens prisonniers pouvaient s'épauler dans leur nouvelle vie.

Était-il favorable à la Résistance ?

Il régnait au Commissariat – Pinot n'en était pas dupe, quand il ne l'encourageait pas – un climat général

d'opposition à Vichy et à la collaboration. Ceux qui y travaillaient étaient enclins à passer à la Résistance, si ce n'était déjà fait. Par exemple, comme je me déplaçais beaucoup, il m'a été facile de nouer des contacts avec les évadés dans les principaux centres urbains.

Au Commissariat, quelles étaient vos fonctions exactes ?

J'étais adjoint au responsable – un brave homme rugueux et bien disposé –, chargé des relations avec la presse et, avec lui, de la publication d'un bulletin mensuel de liaison.

Ce travail vous a-t-il permis de poursuivre vos activités « parallèles » ?

Bien entendu. Mon activité professionnelle servait de paravent. Avec mes camarades nous ne nous étions pas départis de notre attitude de refus. Antoine Mauduit était encore venu me voir début juillet à Vichy. Nous formions une sorte de comité de vingt ou vingt-cinq membres résolument antiallemands. Nous avions des équipes un peu partout. Le centre d'entraide de l'Allier, dont le siège se trouvait 22, boulevard Gambetta, à Vichy, se consacrait de plus en plus à l'action illégale.

Mais ce centre devait bien avoir, en façade, des activités officielles...

Évidemment. C'est ainsi que nous avons lancé, à l'automne 1942, une collecte de vêtements chauds. Le jeudi 15 octobre 1942, en fin d'après-midi, nous avons

été convoqués, Marcel Barrois, Albert Vazeille et moi, à l'hôtel du Parc par Pétain, en présence du général Campet, chef de son cabinet militaire.

Tout de même, cette rencontre avec Pétain, cette photo, ce n'était pas neutre...

Ah, ces vingt minutes passées à l'hôtel du Parc ! L'éditeur de Pierre Péan a placé cette photo en couverture de son livre. Image choc qui a naturellement déformé la réalité ! Car de quoi s'agissait-il ? Pétain nous a reçus au même titre que les représentants d'autres organisations à but social. Deux camarades m'accompagnaient, Barrois et Vazeille. Au centre de la photo, on distingue Marcel Barrois qui, quelques mois plus tard, allait être arrêté, déporté, et mourir dans le train qui l'emmenait à Buchenwald. Pétain entreprenait une campagne de séduction à l'égard des mouvements de solidarité qu'il savait hostiles ou réticents, ce qui expliquait sans doute son initiative.

Avez-vous le sentiment d'avoir été piégé par la publication de cette photo en couverture du livre de Pierre Péan ?

Je ne le crois pas. Telle n'était pas son intention. Mais de sa présentation est né le malentendu. Il en est allé ainsi de Bousquet. Péan ne m'a jamais demandé d'explications sur mes relations avec René Bousquet. Il m'a simplement demandé si je le connaissais et ce que je pensais de lui. À question anodine, réponse lapidaire ! Je lui ai dit que ce garçon brillant avait vu son destin brisé par un choix aberrant. Péan ne s'est pas

attardé sur le sujet. Aussi, vous imaginez ma stupeur lorsqu'une fois son livre paru j'ai découvert mes propos qui trônaient en bonne place – je crois que c'est à la fin du livre –, en guise de conclusion, comme si l'évocation de cette difficile époque ne m'inspirait qu'un jugement hâtif, comme si mes années de guerre, de Résistance comptaient pour rien auprès d'une opinion exprimée sur un homme que je n'ai connu qu'après la guerre, alors que la Haute Cour de justice, qui avait tout de même décidé de très nombreuses exécutions, l'avait acquitté en lui restituant la totalité de ses droits civiques. Je n'étais pas juge de ses juges.

Trois semaines après votre entrevue avec Pétain a lieu, le 8 novembre 1942, le débarquement allié en Afrique du Nord. Le 11 novembre, les Allemands envahissent la zone sud, mettant fin à la situation qui prévalait depuis l'armistice. Cela a-t-il constitué un changement radical ?

Incontestablement. L'invasion de la zone libre a été déterminante pour beaucoup d'entre nous. L'entrée des Allemands en zone sud ne pouvait plus laisser de doutes ; en tout cas, elle n'aurait pas dû en laisser aux Français patriotes... Détail : les évadés n'avaient plus de refuge.

L'invasion de la zone sud vous a-t-elle surpris ou était-elle inéluctable politiquement ?

Comme elle était inéluctable, nous aurions dû nous préparer davantage à cette échéance qui a marqué un tournant capital.

Cela a-t-il modifié votre jugement sur Vichy ?

Les hommes de Vichy avaient cessé d'être pour moi de simples marionnettes. Ils sont devenus des adversaires.

Novembre 1942, c'est aussi le règne du tout-puissant Laval – le moment où il lance, après l'avoir soumis pour approbation à Pétain, son fameux « Je souhaite la victoire de l'Allemagne... »

Laval, je ne l'ai jamais approché – pas plus que Darlan –, mais il est clair que c'était un homme d'envergure, qu'il surplombait les autres... Curieux destin que celui de ce grand politicien de la III[e] République, talentueux, et curieuse aussi son obsession – l'Alliance avec l'Allemagne contre le bolchevisme – qui a persisté jusqu'au bout et qu'il a payée de sa vie.

Comment expliquez-vous que Laval ait commis tant d'erreurs politiques et morales ?

Par manque d'habitude à croire en quelque chose. Son rôle a été d'autant plus nocif qu'il était doté d'un pouvoir de séduction remarquable.

En quoi croyait-il ? L'Europe ? La lutte contre le bolchevisme ?

Oui. Mais surtout en lui-même, en sa capacité à maîtriser tout événement qui se présenterait. J'ai souvent

remarqué que les politiques les plus opportunistes perdaient pied dès qu'ils commençaient à servir une idée. Que c'était le début de leur perte.

Mais la véritable rupture avec le milieu vichyssois a été déclenchée par le départ de Maurice Pinot du Commissariat aux prisonniers. La porte s'est ouverte vers la clandestinité...

Non, ma rupture était bien antérieure. Maurice Pinot a été renvoyé le 13 janvier 1943, parce qu'il refusait de se soumettre aux exigences de Vichy, aussi bien pour la « relève » que pour la collaboration avec les Allemands. Il a été remplacé par un collaborateur affiché, André Masson. Sitôt connu le limogeage de Pinot, nous, fonctionnaires ou contractuels d'occasion du Commissariat, avons décidé de lui manifester notre solidarité. Nous ne voulions pas être les instruments de la politique que Masson n'allait pas tarder à mettre en œuvre. Me saisissant de ce prétexte, je démissionnai le 14 janvier 1943, comme beaucoup d'autres de mes camarades – parmi eux, Jean Védrine, que j'ai connu là et qui deviendra mon ami. Nous avons tous choisi de partir.

Oh, ce geste ne représentait pas un immense sacrifice. Nous nous retrouvions au chômage ? Peu importait ! Nous étions en rupture depuis longtemps déjà. Le groupe du Commissariat était un groupe de refus intellectuel et moral. Mais le Commissariat, en tant que tel, n'était pas à l'intérieur de la Résistance – contrairement à mon réseau. Il était temps de passer à la vitesse supérieure.

Aussi, ce jour de janvier 1943, en quittant cette « maison », n'étais-je pas mécontent. J'étais déjà loin de tout cela. J'entrais dans l'inconnu. Perdant situation et identité, je basculais dans la clandestinité. J'avais vingt-six ans, je n'avais quasiment rien pour vivre. Au fond, quand je retrace le film de ma vie, je m'aperçois que je n'ai jamais eu besoin de rien qui m'imposât un reniement ou une perte de liberté.

Après votre départ du Commissariat, où en était votre réseau de Résistance ?

Quelques centaines d'hommes. En août 1944, nous serons sept à huit mille... Au point de départ, le recrutement se faisait homme par homme, par relation directe. Nous disposions de correspondants dans une quinzaine de grandes villes et dans la plupart des départements. Sept ou huit mille hommes prêts à l'action en 1944, ce n'était pas rien.

En attendant, nous devions trouver des planques à nos nouveaux camarades, leur procurer de faux papiers. Pour nous, c'était devenu une routine. Peu nombreux, nous tirions notre force d'être passés par la même filière : une, deux, trois évasions ratées, la prison, l'évasion réussie, les caches, la clandestinité, la Résistance. Nous avions forcé le destin... Et, de ce fait, nous avions plus d'audace, plus d'assurance que beaucoup. Cette disposition d'esprit préparait à la résistance. Les évadés étaient rebelles par nature, avaient le goût du risque et rêvaient d'en découdre avec les Allemands.

Avez-vous été tenté par la lutte armée ? Était-ce votre priorité ?

Chacun d'entre nous, à l'échelle individuelle, a commencé par brûler la politesse à ses gardiens. À notre retour en France, nous avons pris conscience de la nécessité d'une action collective. Cela a été le processus classique : création de groupes sur tout le territoire, participation aux actions de sabotage et de combat, spécialement dans les chemins de fer – plusieurs d'entre nous (le plus résolu a été Jacques Paris) ont participé plusieurs fois à des actions de parachutage –, liaison avec les autres organisations. Bref, la lutte armée.

Étiez-vous devenu naturellement le chef de votre réseau ? D'aucuns affirment qu'en fait vous avez écarté Maurice Pinot.

Nous n'avons pas eu à nous opposer (nous ne faisions pas la même chose) et nous avons toujours entretenu des relations confiantes. Une confusion a été volontairement entretenue entre nos activités. Dans sa correspondance avec son oncle, Michel Cailliau associe toujours nos noms. Je n'y aurais vu aucun mal, tant j'estimais Pinot, si je n'avais perçu l'intention de nuire à notre action en semblant l'inscrire dans le cadre d'une opération de dédouanage vichyssois, l'ancienne fonction officielle de Pinot pouvant servir de prétexte. Michel Cailliau n'était pas à cela près.

Mon mouvement n'a pas eu besoin de parrainage. Nous étions quelques évadés sans relations, sans influence. Mes premiers compagnons étaient des gens

simples. Plusieurs cercles se sont constitués, des évadés qui arrivaient d'Allemagne et qui avaient pour premier besoin de se regrouper. S'y sont ajoutés d'anciens camarades étudiants, ceux du moins que je pouvais approcher et dont je connaissais l'évolution : Jacques Benet, André Bettencourt, Pol Pilven, Ferréol de Ferry, François Dalle. L'impulsion de Benet accrut de façon impressionnante le nombre et l'efficacité de nos groupes. D'autres se joignirent à nous par affinité : Gagnaire, Leluc, Haedrich, futurs animateurs de grande qualité.

C'est à Mâcon, dans une arrière-salle de bistrot, qu'en mars 1943 j'ai rencontré Henri Frenay et Bertie Albrecht pour la première fois. Curieusement, ils venaient de Cluny où ils étaient hébergés par une famille Gouze, la famille de ma future femme, Danielle. Frenay était un type hors pair. Peu fait pour la politique, mais chef de guerre incomparable. Bertie Albrecht, son inspiratrice, montrait une détermination absolue, un engagement sans limites. Hollandaise, aux beaux traits, un peu empâtée à l'époque où je l'ai connue, elle respirait l'énergie. Elle a été arrêtée en mai 1943, en sortant de chez mes futurs beaux-parents. Le matin de son départ, elle avait dit à Danielle : « J'ai mal dormi cette nuit. J'ai fait un cauchemar. J'étais dans un couloir interminable, je n'arrivais pas à en sortir. J'ai un mauvais pressentiment. » Puis elle a ôté le petit chamois d'or qu'elle portait sur son corsage et l'a offert à Danielle. Elle a été arrêtée à Mâcon l'après-midi de ce jour, avant d'être décapitée début juin.

En 1943, Frenay allait être reçu par de Gaulle ?

Oui.

Quelle est la couleur de vos souvenirs d'alors ? Viviez-vous avec la peur au ventre ?

Non, non... Nous prenions des précautions, c'est tout... La clandestinité, ce n'était pas forcément ce qu'on imagine ! Figurez-vous que, dans cette année 1943, j'ai beaucoup plus ri que souffert. La bonne camaraderie a quelque chose d'exaltant, nous vivions au cœur de situations aventureuses... Quand on a cet âge-là, on aime bien ça. 1943 fut l'année cruciale de construction de notre réseau. Nous étions très bien organisés, très cloisonnés, et nous avons évité le pire en cette année cruelle pour la Résistance avec l'arrestation de ses grands chefs : le général Delestraint, Jean Moulin. Tandis que nous échappions à la Gestapo, nous avons vu tomber les têtes des autres réseaux. Pour nous, les souffrances viendront plus tard, en 1944, lorsque les rafles allemandes auront frappé notre mouvement. Beaucoup d'entre nous seront alors arrêtés, d'autres mourront.

En 1943, vous êtes l'auteur d'un coup d'éclat héroïque à la Salle Wagram. C'est d'ailleurs un épisode plus anti-Laval qu'anti-Pétain...

Le 10 juillet 1943, André Masson, le nouveau commissaire aux PG nommé par Laval, organisait une vaste opération de propagande destinée, une fois de plus, à se

servir des prisonniers de guerre pour leurs manœuvres politiques. Des milliers de délégués étaient au rendez-vous, venus de toute la France. Laval était présent. La police bouclait le quartier. La salle était bondée. Les services d'ordre sillonnaient les allées et contrôlaient les identités à l'entrée de la salle. Je m'étais infiltré avec, en poche, la carte d'invitation d'un de mes camarades et, en tête, la ferme intention d'interpeller Masson. La tension était à son comble lorsque Masson prit la parole. La salle écoutait dans le silence. Je suis monté sur ma chaise et j'ai interrompu l'orateur au moment où il évoquait la fameuse « relève ». Je lui ai crié : « Non, ne croyez pas que les prisonniers marchent avec vous ! » Les hommes du service d'ordre se sont précipités vers moi. Je me suis perdu dans la foule. Mon intervention avait créé un tel remue-ménage que la séance a été levée. Je me suis esquivé en me fondant dans la masse des camarades présents, qui couvraient ma retraite.

Pendant toute cette année 1943, vous avez pourtant conservé votre base à Vichy. Comment cela a-t-il été possible ?

Pendant ces quelques mois j'ai beaucoup voyagé, mais j'avais conservé mon « siège » au 20, rue Nationale. Cette adresse allait rester une sorte de port d'attache du mouvement et de mes amis jusqu'à ce jour du 11 novembre 1943 où la Gestapo y effectua une descente pour m'arrêter.

À cette époque, les Allemands commençaient à me chercher activement – ou plutôt, ils cherchaient à mettre la main sur le dénommé Morland. Ce petit matin-là, au

20, rue Nationale, Pol Pilven, ignorant mon voyage à Paris, occupait mon lit. Il avait décidé de m'attendre sur place. Se trouvaient là aussi Jean et Ginette Munier, ainsi que nos hôtes, Jean Renaud et sa femme. Les Allemands ont arrêté Renaud et Pilven. Tous deux ont été déportés à Buchenwald. Jean Munier s'est échappé par une fenêtre en s'agrippant aux tuyaux d'évacuation. Quant à Ginette, ils l'ont oubliée dans un placard où elle s'était cachée et qu'ils n'ont pas pris la peine d'ouvrir. Renaud n'en est pas revenu. Pilven, si.

J'ai été sauvé le même jour grâce au courage de mes amis. En effet, j'arrivais par le train à la gare de Vichy. Sur le quai m'attendaient d'une part la Gestapo, et d'autre part quelques résistants – dont Mme Pfister, femme d'un dirigeant de l'Organisation de Résistance de l'armée, qui fut ensuite déportée – venus m'avertir du danger. Les Allemands se tenaient au bout du quai et surveillaient la descente. Mes amis sont montés dans le train comme des passagers en partance. Ils m'ont cherché dans la rame en passant au crible, le plus discrètement possible, tous les compartiments. Il fallait faire vite. Je m'apprêtais à sauter du marchepied quand j'ai reconnu Mme Pfister. Elle a feint de me bousculer et m'a repoussé à l'intérieur du wagon. Elle m'a prévenu dans un souffle : « Ne descendez pas, ne descendez pas. La Gestapo est là ! » J'ai continué jusqu'à Clermont-Ferrand. Je suis allé à Chamalières, où j'ai habité chez M. Bouilleur, beau-père (ce que j'ignorais) de Pierre Nicolaÿ, jeune auditeur au Conseil d'État qui devait devenir mon directeur de cabinet dans tous mes ministères de la IV^{e} République. Je ne retournerais plus au 20, rue Nationale. Peu après, je quittai la France pour Londres, puis Alger.

MORLAND

GEORGES-MARC BENAMOU – *À votre retour d'Angleterre, le 26 février 1944, vous persévérez dans la clandestinité et vous accentuez même celle-ci en portant une moustache pour éviter qu'on vous reconnaisse...*

FRANÇOIS MITTERRAND – Oui. Pour la première et seule fois de ma vie j'ai porté la moustache. L'expérience ne s'est pas révélée concluante. J'avais l'air d'un danseur de tango argentin. Je l'ai rasée à la Libération...

Est-ce lors de ce retour que vous avez choisi votre pseudonyme de Morland ?

Non. Je l'utilisais déjà avant mon départ, dès janvier 1943 : c'était le pseudonyme dont je m'étais servi pour entrer en relation avec les mouvements de la zone sud – Libération, Combat, Franc-Tireur... Pourquoi Morland ? La mode était aux stations de métro. Il y avait la station Sully-Morland et, dans Morland, le début et la fin de mon nom réel. Un peu d'enfantillage,

quoi ! J'ai porté beaucoup d'autres noms, généralement tirés de l'état civil de Dieppe qui avait été détruit par un bombardement, ce qui empêchait toute vérification. Le plus habituel d'entre eux était Lucien Basly.

Qu'a fait Morland à son retour ?

Il restait à opérer la fusion entre les mouvements de prisonniers, en application de l'accord que j'avais donné au général de Gaulle à Alger. Cette fusion a été réalisée le 12 mars 1944, rue Notre-Dame-des-Champs, sous la présidence d'Antoine Avinin qui représentait le Conseil national de la Résistance. Le comité directeur du mouvement unifié comptait quatre personnes : deux pour mon groupe (Jacques Benet, et moi), un représentant communiste (Delecole, puis Robert Paumier) et, alors que je pensais que le quatrième serait Michel Cailliau, coup de théâtre, son réseau a désigné Philippe Dechartre !

Pourquoi Dechartre a-t-il gagné sur Cailliau ?

Ses amis étaient raisonnables.

Cette fusion a donc entraîné l'arrivée de nouveaux éléments venus de chez Cailliau ou des communistes à vos côtés, parmi lesquels Dionys Mascolo, Edgar Morin ou Clara Malraux. Est-ce à ce moment que vous les avez connus ?

Oui et non. Dionys Mascolo appartenait déjà à notre mouvement, Clara Malraux et Edgar Morin (qui était

communiste) à celui de Michel Cailliau. J'ai noué d'amicales relations avec eux, que j'ai gardées jusqu'à ce jour. Nous nous rencontrions souvent dans un café de la Contrescarpe. Un autre de mes amis, Charles Bonnet, dit Moulin, universitaire et poète d'une rare qualité intellectuelle et morale, a servi de lien entre tout ce monde un peu hétéroclite. Il est resté l'ami fidèle, indispensable, et je n'oublie pas Philippe Dechartre, dont la loyauté ne s'est jamais démentie.

Quelles étaient vos relations avec le Conseil national de la Résistance ?

Je travaillais dans l'une de ses commissions, la commission sociale, que présidait un curieux personnage, Maxime Blocq-Mascart. Nous élaborions des projets pour la France de l'après-guerre.

Vous faisiez partie d'un réseau qui ne tuait pas a priori...

A priori, non. Par sécurité, parfois. Ainsi en fut-il de l'exécution du chef de la Gestapo de Clermont-Ferrand, le 2 décembre 1943. Cet agent représentait pour nous un grave danger. Notre mouvement était particulièrement visé. Nous devions réagir.

À Clermont-Ferrand, le chef de la lutte anti-terroriste – c'est ainsi que les Allemands et le régime de Vichy désignaient la lutte contre les résistants – était un Français, Henri Marlin. Commandant-major dans la Légion franciste (le mouvement de Marcel Bucard, un leader fasciste de l'avant-guerre, partisan

de la collaboration à outrance, fusillé à la Libération), Marlin était entré au service de la Gestapo. Jean Munier, chargé de l'exécution, l'abattit dans un garage de Clermont. Il s'est acquitté de sa mission en liaison avec le capitaine Alain de Beaufort, chef de l'ORA d'Auvergne, et le médecin en compagnie duquel nous avions chahuté la conférence de Georges Claude, Guy Fric. L'un et l'autre furent arrêtés ; Fric fut déporté, Beaufort mourut sous d'affreuses tortures. Munier est ensuite parti se mettre au vert à Jarnac, chez mon père, qui l'a reçu en n'ignorant rien de sa situation et qui ne lui a posé aucune question.

Il m'est arrivé par la suite, exceptionnellement, de demander des exécutions ; d'autres fois, le destin s'en est chargé. Ainsi, lorsque Georges Dobrowolsky s'est enfui avec notre maigre trésor de guerre. J'avais connu Dobrowolsky en captivité. Libéré, il avait rejoint notre mouvement et vivait avec nous. Il avait beaucoup de charme et de finesse. Sa désertion nous a bouleversés. Certes, nous aurions dû le faire exécuter, mais je me suis laissé attendrir. Sans me douter que la mort l'attendait au bout du chemin puisque, peu après, en tentant de passer clandestinement, sur mon ordre, la frontière espagnole pour s'engager en Algérie, il a été arrêté par les Allemands, interrogé et fusillé sans avoir livré le moindre renseignement.

On a souvent une vision sombre de la vie quotidienne de l'« armée des ombres ». La Résistance, était-ce, pour vous, la traque, les nuits sans sommeil ?

Non. L'action, l'aventure, l'amour de la liberté, une certaine insouciance, les risques partagés, notre jeunesse, enfin, nous protégeaient de la peur au ventre.

Les vraies difficultés ont commencé pour nous avec la vague d'arrestations de mai-juin 1944. Jusque-là, nous avions été relativement épargnés. Notre réseau était solide, cloisonné, bien organisé. Dans les camps, nous nous étions déjà frottés aux Allemands. Nous connaissions leurs réflexes, leurs méthodes. C'est pourquoi nous avions été moins touchés que d'autres par la répression de l'année 1943. Mais le 1er juin 1944, cinq jours avant l'annonce du débarquement allié en Normandie, nous avons perdu quatorze de nos dirigeants. Ils ont été arrêtés dans la même journée. L'étau s'était resserré sur nous depuis le début de cette année terrible.

À mon retour d'Alger *via* Londres, les contrôles d'identité s'étaient multipliés dans la capitale, à la sortie du métro, dans les restaurants, partout. Nous étions traqués, toujours à jongler avec nos faux papiers. Notre vrai nom ne devait jamais être prononcé. On usait d'un pseudonyme oral et on gardait pour soi le pseudonyme porté sur la carte d'identité – fausse, comme il se devait. C'était une règle absolue. Je me souviens d'une situation limite, où, à la sortie de la bouche de métro Madeleine, nous sommes tombés nez à nez sur un peloton d'Allemands plus curieux ou plus avisés qu'ils ne l'étaient d'habitude. Ou encore de ce jour, au restaurant Le Dôme de Montparnasse, où nous avons frôlé la catastrophe. Nous déjeunions à cinq ou six quand la police allemande a débarqué. Nous avons affecté l'indifférence tout en réalisant qu'ils effectuaient

un contrôle peu ordinaire. Au lieu de réclamer tout bonnement les papiers, ils avaient mis au point une nouvelle méthode destinée à nous confondre. Sachant que nous utilisions différents noms d'emprunt, ils s'étaient rendu compte que les camarades d'un même réseau ignoraient – précaution nécessaire en cas d'arrestation et de torture – le seul qui faisait foi, celui qui figurait sur la carte d'identité. S'adressant à l'un de nous, un policier l'interrogea soudain : « Et celui-ci, comment s'appelle-t-il ? Et celui-là ? » Et ainsi de suite...

Nous étions à deux doigts d'être dévoilés quand nous avons été sauvés par Jean Munier. Munier a exhibé, sous nos yeux stupéfaits et ceux encore plus ébahis des policiers allemands, un papier littéralement magique : il s'agissait de son ordre de libération du stalag commandé et signé par Adolf Hitler. La patrouille allemande a battu en retraite devant ce singulier *Ausweis,* et Munier s'est délecté en nous racontant son histoire, qui datait de sa captivité dans un kommando de Cassel. Un bombardement américain avait écrasé le quartier de la ville où se trouvait ce kommando. Les prisonniers et leurs gardiens s'étaient dispersés en quête d'un abri. Munier s'apprêtait – comme beaucoup – à profiter de la panique pour s'échapper, quand il a entendu des cris, des gémissements qui venaient des décombres d'une maison détruite. Il s'est arrêté pour aider les sauveteurs qui grattaient la terre à la recherche des survivants. Et, de ses propres mains, il a retiré de dessous les gravats une femme et son enfant. L'alerte passée, il n'était plus temps de fuir. Quelque temps plus tard est arrivé à son

stalag un ordre ainsi libellé : « Libération immédiate du soldat Munier. Ordre du Chancelier. » La femme et l'enfant qui lui devaient la vie étaient ceux d'un aide de camp de Hitler. Depuis, Munier portait sur lui ce document qui constituait un sauf-conduit extraordinaire... Si vous aviez vu la tête des Allemands lorsqu'il le leur a tendu ! Nous avons été tirés du guêpier de la sorte.

C'est également à votre retour d'Angleterre que vous avez fait la connaissance de Danielle Gouze, votre future femme. Comment l'avez-vous rencontrée ?

J'ai d'abord rencontré sa sœur aînée, Christine, à Paris, par l'intermédiaire d'Étienne Gagnaire, futur député-maire de Villeurbanne, et de Roger-Patrice Pelat, dit Patrice, notre responsable militaire. Elle habitait rue Campagne-Première et, après sa journée de travail au Centre français du cinéma, nous avions pris l'habitude de nous retrouver. Nous nous étions liés d'amitié. C'était une jeune fille belle, décidée, forte et courageuse. Elle n'appartenait pas à notre mouvement mais elle nous servait de « boîte aux lettres ». On pouvait déposer des messages chez elle ou en trouver. Devant visiter à Dijon nos groupes de Bourgogne, Christine m'a dit : « Passez donc chez mes parents à Cluny. » Et voilà.

On raconte que, chez Christine Gouze, vous aviez vu une photo de Danielle et que vous vous étiez exclamé : « Elle est ravissante, je l'épouse ! »

C'est un peu arrangé... J'ai dit à Christine : « Elle est mignonne, votre sœur... »

Vous n'avez pas dit : « Je l'épouse » ?

Peut-être, mais de façon moins péremptoire.

Quel souvenir gardez-vous de cette famille ?

C'était une famille attachante, très patriote, très laïque. Des républicains convaincus, des gens de gauche – très à gauche même. Le père de Danielle, Antoine, un instituteur devenu principal de collège, l'un de ces fameux « hussards de la République », avait été révoqué sans pension par Vichy pour avoir refusé de livrer la liste des enfants juifs de son collège de Villefranche-sur-Saône. Sa maison de Cluny s'était transformée en repaire de résistants. Bertie Albrecht et Henri Frenay y avaient habité ; Claude Bourdet, Pierre de Bénouville y séjournaient. Ce dernier le raconte dans son beau livre, *Le Sacrifice du matin.* Vous pouvez vous y reporter. L'arrestation de Bertie à Mâcon, le 28 mai 1943, précéda une descente de la Gestapo. Antoine Gouze était heureusement à Chalon ce jour-là ; Danielle et sa mère furent rudoyées, frappées, mais laissées libres. Je suppose que la Gestapo organisait une souricière dans l'espoir d'arrêter d'autres résistants de passage.

On a dit que vous avez découvert un univers familial et social nouveau, déterminant pour vous.

N'exagérons rien. Dans les milieux que je fréquentais depuis le début de la guerre, tant au stalag que dans la

Résistance, j'avais côtoyé toutes sortes de gens qui n'appartenaient pas au milieu dans lequel j'avais été élevé. Cependant, la rigueur morale et l'intransigeance de conviction et de comportement des Gouze m'ont certainement influencé. Cette autre France que la mienne avait bien des vertus.

Dès votre retour à Paris, fin mai 1944, à la suite de ce périple en Bourgogne, vous manquez d'être arrêté. La Gestapo déclenche en effet contre votre mouvement un vaste coup de filet le 1er juin 1944.

À quelques heures d'intervalle, en effet, plusieurs de mes plus proches camarades allaient être arrêtés. Le matin du 1er juin, au rez-de-chaussée du 44 de l'avenue Charles-Floquet, nous prenions connaissance des derniers documents de Londres. Nous étions au complet, une dizaine, à l'exception de Savy, un ancien du réseau Cailliau. On a sonné et je suis allé à la porte. Un homme en civil a demandé Bérard. C'était le pseudonyme de Jean Bertin, pseudonyme qui aurait dû être ignoré. J'ai répondu : « Je vais m'informer, veuillez m'attendre. »

Je l'ai laissé à la porte d'entrée et je suis revenu dans la salle où nous délibérions. Je me suis approché de Bertin et je lui ai glissé à l'oreille : « Quelqu'un demande Bérard... Qu'est-ce que c'est que ça ? Tu n'aurais jamais dû donner cette adresse. » Il m'a calmé : « Non, non. Ne t'inquiète pas. » Bertin était lorrain. L'homme à la porte était blond, avec des lunettes cerclées d'or, l'air plutôt avenant. J'ai pensé qu'il pouvait être un ami de Bertin. En fait, il s'agissait de Charles

Delval, un agent français de la Gestapo qui sera fusillé à la Libération. Sa véritable identité n'a jamais été confirmée. Il a pointé un revolver sur la poitrine de Jean Bertin et lui a dit : « Suivez-moi. » Bertin l'a suivi. J'avais accompagné mon ami à la porte. Delval ne s'est pas occupé de moi. J'ai su plus tard qu'il était venu pour m'arrêter et qu'il croyait que Bérard, c'était moi. J'ai rejoint en hâte mes camarades en criant : « Partez vite, c'est la Gestapo. » J'ai ouvert la fenêtre. À peine sortis du 44, Delval et Bertin passaient à ce moment sur le trottoir en direction de l'École militaire et j'ai dit à Bertin : « Jean, mais qu'est-ce que tu fais ? Où vas-tu ? » C'était une question idiote. Delval s'est retourné et de nouveau a sorti son revolver. En face, sur l'autre trottoir, quatre ou cinq hommes de la Gestapo surveillaient notre immeuble. Mes camarades s'étaient égaillés dans les rues avoisinantes. J'ai ramassé les papiers épars sur la table, les ai mis au feu et je suis sorti à mon tour. Les policiers de faction n'ont pas bougé. Peut-être nous ont-ils crus armés. De loin, j'ai vu Savy qui arrivait de La Motte-Picquet. Je suis allé à sa rencontre et lui ai relaté ce qui s'était passé, puis nous sommes repartis vers le métro. Nous marchions côte à côte quand, soudain, à cet instant précis, j'ai eu la conviction que c'était lui qui nous avait dénoncés.

Brusquement, j'ai eu dans la tête l'image de Marcel Barrois, arrêté fin avril dans des conditions étranges alors qu'il avait rendez-vous avec Savy : Barrois avait été arrêté, Savy non. Je me suis rendu compte que bon nombre d'arrestations avaient suivi des rendez-vous avec Savy. Ainsi en avait-il été quand Valentin – de son vrai nom Steverlinck –, le respon-

sable de l'impression et de la diffusion des documents de notre mouvement, avait été assassiné par la Gestapo à la mi-avril, dans un petit hôtel de la rue Saint-Jacques. Je me suis souvenu également de l'épouse de Valentin, Geneviève, à son tour arrêtée et déportée. En quelques secondes, j'ai relié tous ces points et bien d'autres. À La Motte-Picquet, je n'ai pas insisté pour que Savy poursuivît sa route avec moi.

D'autres arrestations ont donc suivi dans cette journée du 1er juin...

En début d'après-midi, Delval et ses hommes se sont rendus au 5 de la rue Dupin, près du Bon Marché, où j'habitais chez Marie-Louise Antelme, sœur de Robert et belle-sœur de Marguerite Duras. Se trouvaient là, autour de Marie-Louise, son frère et plusieurs de nos amis, notamment Jean Philippe et Jean Munier. Ils ont été arrêtés sauf Munier, qui a exécuté une sortie en force, bousculant les policiers, et dans la rue s'est mêlé aux passants.

Après avoir quitté l'avenue Charles-Floquet dans les conditions que je vous ai rapportées, j'arrivai moi-même rue Dupin pour prévenir Marie-Louise et la prier de quitter son appartement, désormais suspect. Conformément à notre consigne de prudence, j'entrai comme il était de règle dans le bureau de poste qui occupait le rez-de-chaussée du 5. J'appelai Marie-Louise au téléphone. Elle décrocha et, à la question rituelle : « Ça va là-haut ? Rien à signaler ? » je l'entends encore me répondre : « Monsieur, vous vous

trompez de numéro. » Sans réfléchir, croyant effectivement m'être trompé, j'ai composé de nouveau le numéro et elle a répété sèchement : « Monsieur, je vous ai déjà dit que ce n'était pas là. N'insistez pas. » J'ai alors compris qu'il se passait quelque chose d'anormal. J'ai su par la suite qu'un Allemand avait braqué un revolver sur la tempe de Marie-Louise et lui avait ordonné : « Dites-lui de monter. » Déportée, elle est morte le 10 mai 1945. Je garde d'elle la pureté et la noblesse d'un visage.

Plus tard dans la nuit, la liaison a été rétablie avec Munier, Dionys Mascolo et Ferréol de Ferry, chartiste et l'un de mes plus agréables compagnons d'études au 104, qui s'étaient postés aux deux extrémités de la petite rue Dupin pour intercepter les camarades non prévenus. Rue Dupin, Delval s'était saisi d'une de mes photographies que Marie-Louise avait placée sur la cheminée d'une chambre. Il comprit alors son erreur du matin quand il avait arrêté Bertin.

Marguerite Duras fait allusion à Delval dans son livre La Douleur. *Pensez-vous qu'elle ait eu une liaison avec lui ?*

Rien ne permet de le penser. Marguerite était une amie loyale.

Pourtant, une de ses camarades de Résistance l'affirme !

Pour obtenir des nouvelles de son mari, elle est allée rue des Saussaies à la Gestapo où Delval l'a repérée et interrogée. Il lui a indiqué que Robert était à Fresnes

et qu'elle pouvait lui envoyer une couverture et quelques vivres. Un certain jeu du chat et de la souris s'est instauré entre eux. Cela ne suffit pas à imaginer autre chose.

À la suite de cette vague d'arrestations, votre réseau devait être très affaibli.

Nous avions reçu un coup sévère... À la même époque, la plupart des réseaux, harassés, démantelés, étaient à bout de souffle.

Si proche pourtant de la Libération...

Oui. Le débarquement du 6 juin a signifié pour tous le salut.

Vous pensiez que cela durerait encore longtemps ?

Toute supputation était impossible ; mais avec les Alliés sur le sol de France, l'espoir était de retour.

Le débarquement provoqua-t-il un retournement de l'opinion publique ?

Pas vraiment.

Quel fut alors le rôle de votre mouvement dans l'insurrection de Paris ?

En mai 1944, j'ai été pressenti par Alexandre Parodi, délégué de De Gaulle, pour occuper la fonction de

secrétaire général aux prisonniers de guerre, déportés et réfugiés au sein de l'organisme qui serait mis en place dès la libération de Paris. Parodi m'avait dit : « Voilà, on va constituer une équipe. Il peut y avoir une période assez longue pendant laquelle il n'y aura aucun gouvernement en France. Une quinzaine de personnes assumant chacune des responsabilités spécifiques sous l'autorité du général de Gaulle et du comité d'Alger détiendront la légitimité. »

Qui vous avait choisi : Parodi ou de Gaulle ?

De Gaulle. Parodi, qui m'aimait bien, avait dû le pousser à cette décision.

Vous avez vingt-sept ans et vous voilà l'équivalent d'un ministre. Comment avez-vous réagi ?

En ce temps-là, je n'étais surpris de rien. Tout au plus fus-je étonné par un choix que l'état de mes relations avec de Gaulle ne laissait pas prévoir. Mais après tout, c'était assez conforme à son caractère. J'étais heureux de sa confiance. Je ne déteste pas les situations originales. Et j'avais beaucoup de goût pour l'action et les responsabilités.

À ce moment, pensiez-vous que vous joueriez un rôle politique après guerre ?

Le premier objectif était de gagner la guerre et de survivre. Cela acquis, j'étais prêt au combat politique. Je n'avais de permission à demander à personne. Je vous

l'ai déjà dit. Quelque chose en moi me dictait ce comportement, quelque chose d'irréductible et que je résumerai ainsi : on ne dispose pas de moi. Orgueil, vanité, on appellera cela comme on voudra... Je ne me détermine pas par rapport aux autres ni au gré de leurs décisions. Je ne crains pas la solitude. Ces réflexions et réactions qui étaient miennes en 1944 m'ont guidé jusqu'à ce jour. Elles ont joué leur rôle dans mon refus de rallier la « France libre » à Londres. Je n'aimais pas qu'on m'en donnât l'ordre. Je le fis savoir.

Vous aviez quand même conscience que les prisonniers de guerre allaient représenter une force politique formidable ?

Oui, mais je n'ai jamais confondu la juste défense des intérêts des anciens combattants avec l'action politique. De cette confusion sont issus bien des désastres dans l'après-guerre 1914-1918.

Quel a été votre rôle lors du déclenchement de l'insurrection à Paris ?

L'insurrection a débuté le 19 août. Avec Jean Munier et Roger-Patrice Pelat, nous avons mis au point les préparatifs ultimes des actions que devaient mener nos hommes tant à Paris qu'en banlieue.

La veille, nous avions reçu les instructions de Parodi. Prisonniers de guerre, déportés, réfugiés, cela signifiait que nous avions à occuper dès les premières heures une dizaine d'immeubles, dont le Commissariat aux prisonniers de guerre rue Meyerbeer, à l'Opéra le Commissariat Bruneton (main-d'œuvre en Allemagne),

l'Ambassade Scapini. Au petit jour, accompagné de dix hommes très déterminés, avec à leur tête Georges Beauchamp, j'entrai, revolver au poing, au Commissariat de la rue Meyerbeer. Ce n'était pas sorcier. Il n'y avait pas de défense sérieuse. Le responsable vichyssois, Moreau, a essayé de nous opposer quelque résistance verbale avant de céder son poste. Il n'avait pas encore compris que Vichy appartenait au passé, que Paris se libérait. Finalement, il a plié bagages et je me suis installé dans son bureau, à sa place. Et nous avons commencé à travailler. Notre besogne immédiate a été d'organiser l'immeuble en fortin. À chaque fenêtre une garniture de grenades et des armes un peu partout. L'entrée a été confiée à un groupe FFI avec consigne formelle de n'ouvrir la porte cochère à aucun prix. En même temps, d'autres camarades prenaient le contrôle d'autres bâtiments, la Maison du prisonnier, place Clichy, la Direction des Centres d'entraide, rue de la Chaussée-d'Antin, le Commissariat à l'action sociale, boulevard de Sébastopol, les bureaux de Scapini, rue Cortambert.

Votre groupe a-t-il été en danger lors de la prise de la rue Meyerbeer ?

Pas sur le moment, mais après. Les chars allemands sillonnaient le quartier, et la rue Meyerbeer voisinait avec la Gross Kommandantur, place de l'Opéra. Ça tiraillait dans tous les sens. On pouvait craindre une dénonciation. Les fonctionnaires de Vichy étaient restés sur place. Intervint également un incident pittoresque ou qui m'apparaît tel aujourd'hui. Devant notre immeuble, une voiture de résistants a ouvert le

feu sur un char. Il y a eu échange de tirs. Les Allemands s'étaient arrêtés, cherchant des points d'appui pour riposter. La porte cochère de notre immeuble était entrouverte. Le capitaine FFI avait des distractions ou des curiosités peu compatibles avec son rôle. Les Allemands sont entrés. Au capitaine fautif et penaud ils ordonnèrent : « Allez chercher le responsable ! » L'obéissant capitaine obtempéra sans hésiter, monta à mon bureau et prononça ces mots pour moi surprenants : « Il faut descendre, on vous demande. » Je lui dis : « Qui peut me demander ? » Il me répondit : « Les Allemands. » Cela lui paraissait naturel. Je me suis retourné vers Jean Munier : « Tu viens avec moi ? Ça va être dur. » Revolver au poing, nous avons descendu lentement l'escalier. Arrivés au premier étage, je lui ai dit : « Il va falloir tirer. » Au-dessus de nous, Christine Gouze, Patrice Pelat, Georges Beauchamp, René Portmann nous observaient angoissés. À ce moment précis, une autre voiture bourrée de FFI est passée dans la rue. Ils ont vu les Allemands engouffrés de dos dans le hall de l'immeuble et ils ont tiré dedans. Les Allemands se sont aussitôt mis en position de combat à la poursuite de cette voiture, ont barré les rues voisines et nous ont oubliés. Il ne nous restait plus qu'à fermer la porte.

Qu'auriez-vous fait si les Allemands avaient tenté de s'emparer de l'immeuble ?

Nous l'aurions défendu.

Étiez-vous en liaison directe avec les dirigeants de l'insurrection ?

Bien sûr. J'étais à la Préfecture de police puis à l'Hôtel de Ville quand sont arrivés les premiers libérateurs. En fait, on les avait attendus la veille. Mais des chars allemands remontant l'axe Saint-Michel-Sébastopol avaient brouillé le scénario.

Comment perceviez-vous les clivages entre les communistes, partisans de l'insurrection, et les gaullistes, plus réservés ?

De Gaulle redoutait que les communistes ne s'emparent des leviers de commande. Cette crainte n'était pas sans fondement. Certains ont dit qu'il avait volontairement retardé le déclenchement de l'insurrection en arguant des risques de destruction de la ville par les Allemands, que ses délégués avaient tenté de faire prévaloir leur point de vue mais qu'ils avaient dû céder devant la détermination communiste. Cela expliquerait que, par la suite, de Gaulle en ait tenu rigueur aux communistes et ait manifesté sa mauvaise humeur en humiliant publiquement Rol-Tanguy ou Serge Ravanel. Je ne suis pas assez informé pour tirer cette affaire au clair et je doute que les choses se soient passées ainsi.

En tant que chef d'un mouvement de résistance, de qui vous sentiez-vous le plus proche : des gaullistes qui souhaitaient temporiser ou des communistes partisans de passer à l'action ?

Rien n'était aussi clair. On ne pouvait pas dire : à ma droite, les attentistes bardés de leur prudence tactique ; à ma gauche, les activistes forcenés prêts à tous les combats. Non, ce n'était pas si simple. Que de Gaulle ait fait venir à marche forcée vers Rambouillet la deuxième division blindée de Leclerc afin qu'elle se dirige de toute urgence vers Paris, en est bien la preuve... Bien sûr, il y avait une lutte de pouvoir entre de Gaulle et les communistes.

L'intérêt du pays l'a heureusement emporté. Le grand conflit qui aurait pu se déclencher se limita à des luttes locales, dures, souvent sanguinaires, avec prise de possession de provinces entières par les uns et les autres. Mais cela s'est résorbé peu à peu. De Gaulle a démontré une fois encore, en cette circonstance, son étonnante maîtrise. Son autorité s'accrut d'autant.

Ne craignait-il pas que la Résistance intérieure prenne le pouvoir ?

Cette idée n'a jamais quitté sa pensée, ce qui ne veut pas dire qu'il n'agissait pas par patriotisme et sans autre vision de l'histoire. Mais il ne s'est jamais défait de sa volonté de pouvoir.

PREMIÈRE RENCONTRE AVEC DE GAULLE

GEORGES-MARC BENAMOU – *Avez-vous entendu l'appel du 18 juin 1940 ?*

FRANÇOIS MITTERRAND – Retrouver des gens qui ont entendu cet appel relève aujourd'hui de l'archéologie, à moins que ce ne soit de la paléontologie. Quant à moi, j'aurais eu quelque mal à l'entendre : ce jour-là, j'étais prisonnier à Bruyères et hospitalisé.

Non, je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin, pas plus que les millions de Français auxquels il était destiné. Chaque 18 juin, pendant les quatorze années de ma présidence, je me suis pour ainsi dire rattrapé puisque ce discours y a chaque fois été répété. Mais il ne s'agissait pas du discours original, qui a été perdu : un acteur imitait donc la voix de De Gaulle. C'était attendrissant. En 1973, ce fut Maurice Schumann.

Donc, au moment de l'appel du 18 juin, personne ne savait qui était de Gaulle. Certes, je connaissais son nom, qui m'avait paru admirablement sym-

bolique, mais rien de plus. Je n'avais lu aucun de ses livres, pas même *L'Armée de métier*.

C'est au camp de Lunéville, en août 1940, que j'ai appris qu'il avait refusé la défaite et, de Londres, lancé un appel sur les ondes de la BBC. Un camarade, jeune comédien, m'avait parlé de lui, en ajoutant : « Quel beau nom pour l'histoire ! » Plus tard, à Schaala, j'ai parfois évoqué, avec mes compagnons de captivité, cette voix qui exigeait l'effort. Il nous suffisait qu'il y eût, là-bas, un général inconnu et rebelle, au nom prédestiné, qui parlait à la France.

Voilà pourquoi moi, qui n'ai jamais été gaulliste, je n'ai jamais été non plus « anti » : en souvenir de ces heures sombres où de Gaulle portait l'espoir.

L'appel du 18 juin est-il l'acte fondateur de la Résistance ? Aujourd'hui, il apparaît comme tel et poser la question relève de l'insolence. Mais à l'époque, si les premiers résistants de l'intérieur se réjouissaient d'apprendre que s'amorçait, à Londres, une autre forme de lutte, ils n'en savaient pas beaucoup plus. Spontanément, à Paris, à Marseille, à Lyon, à Montpellier, en bien d'autres endroits, s'étaient constitués des petits groupes hostiles à Vichy qui songeaient à la défaite allemande et s'apprêtaient à y contribuer. Les gaullistes de profession ont, depuis cinquante ans, entretenu, très jalousement, la liturgie religieuse du 18 juin. Sans elle, sans la force du symbole, sans ce lien fort avec l'histoire, sans cette posture à la Jeanne d'Arc, de Gaulle n'aurait pu incarner la France et justifier plus tard son retour aux affaires, dans les termes qu'il employa le 15 mai 1958 : « Naguère le pays dans ses profondeurs m'a fait confiance pour le conduire tout entier

jusqu'à son salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache bien que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. » Sans la sacralisation – à bien des égards justifiée – du 18 juin, clé de voûte de la nouvelle mythologie, de Gaulle n'eût pas occulté, comme ce fut le cas, une Résistance intérieure dont le rôle a été méthodiquement et injustement minimisé.

Comment de Gaulle devient-il le chef incontesté de la Résistance ?

Il agissait. On écoutait de plus en plus la BBC. Ses porte-parole se référaient exclusivement à lui. L'appel du 18 juin était un geste fort. Le personnage avait grande allure, était un peu mystérieux. Sa prise du pouvoir au sein de la Résistance a résulté d'un phénomène complexe et long. D'autres que lui auraient pu unifier la Résistance de l'intérieur. D'ailleurs, ils l'ont tenté, jusqu'au moment où de Gaulle, ayant installé son pouvoir, a acquis son incontestable légitimité. À mon retour de captivité, ce n'était pas encore fait.

En Allemagne, dans mon camp de prisonniers, on entendait peu parler de lui. Pétain et de Gaulle n'exprimaient pas, pour nous, deux politiques contradictoires. Dans l'ensemble, les camarades disaient que c'était heureux qu'il y eût un de Gaulle et un Pétain. Chacun, à sa manière, servait la France. Cette erreur, je l'ai partagée. Du fait de mes vingt-cinq ans, mon cœur penchait plutôt pour l'homme révolté de Londres, mais si je méprisais la révolution nationale, j'avais pour Pétain

un réflexe révérencieux qu'un peu plus de culture historique m'eût épargné.

Vous dites que les gens ne faisaient pas la différence entre de Gaulle et Pétain. Peut-être était-ce dû au fait que les deux hommes se connaissaient de longue date. Que pensez-vous de leurs relations ?

À sa sortie de Saint-Cyr, en 1912, de Gaulle a été affecté à Arras et a eu pour colonel Philippe Pétain. Après l'armistice de 1918, les deux hommes se sont revus et le maréchal Pétain s'est intéressé à la carrière de ce jeune commandant en l'appelant à son cabinet et en l'autorisant à prononcer plusieurs conférences plutôt non conformistes à l'École de guerre. Le maréchal Pétain avait quelques raisons d'agir de la sorte : de Gaulle l'avait aidé pour la rédaction de plusieurs de ses livres. Il avait même écrit, pour l'essentiel, son discours de réception à l'Académie française, tâche plutôt délicate puisque le Maréchal devait faire l'éloge de son prédécesseur, Foch, qu'il n'aimait guère. Sort commun, il est vrai, à beaucoup d'académiciens dans un lieu où la confraternité atteint vite ses limites.

Certains disent que Pétain fut le parrain de Philippe de Gaulle, le fils du Général.

Cela n'a pas d'importance. Au demeurant, l'intéressé dément. Il est plus qualifié que vous ou moi pour trancher.

Début 1942, après votre évasion, pourquoi n'êtes-vous pas tenté par Londres et l'engagement gaulliste ?

On a trop simplifié en affirmant que la France de l'époque était résistante, à l'exception d'un petit bloc partisan de la collaboration. Nous en avons parlé. Début 1942, la France n'était ni résistante ni collaboratrice, la France était attentiste. Les collaborateurs et les résistants constituaient deux infimes minorités. Et Pétain, bien qu'il fût tombé du côté de la collaboration, représentait une sorte de garantie aux yeux des Français pour leur sécurité. Ils pensaient que le vainqueur de Verdun, maréchal de France, était seul capable de s'opposer aux exigences allemandes. Son prestige était extraordinaire. Si l'on avait effectué des sondages, les résultats eussent été éloquents. Mais l'expérience nous a montré depuis lors la vanité de ces enquêtes. Un oui massif ne prouve pas que les gouvernants ont raison, mais qu'ils savent se soumettre à l'opinion qu'ils ont pourtant pour devoir de conduire.

Fin 1943, vous quittez la France. Vous allez rencontrer, pour la première fois, de Gaulle. Comment s'organise votre départ ? Qui l'organise ?

En 1943, j'animais le mouvement de résistance des prisonniers de guerre évadés. Or l'unification de la Résistance était en marche. Je confiai à ceux de mes amis qui avaient des accointances avec Londres que je désirais voir de Gaulle et organiser des relations

directes entre notre mouvement et le Comité de libération nationale.

Mon départ fut réglé matériellement par l'Organisation de résistance de l'armée, qui obtenait parfois des vols clandestins par le réseau anglais Buckmaster (du nom de son chef). En fait, il existait entre la Résistance intérieure, Londres et Alger des passerelles. Je sortis de France par ce réseau anglais ; j'y revins grâce au colonel Passy, qui dirigeait à Londres, pour de Gaulle, le BCRA.

Le capitaine du Passage (mort général il y a quelques années) m'informa qu'un avion nous attendrait dans les environs d'Angers. Nous nous retrouvâmes le 15 novembre 1943 au soir, dans une maison du petit village de Seiches-sur-le-Loir, entre Angers et La Flèche. Des résistants nous prirent en charge et nous nous rendîmes avec eux, à bicyclette, jusqu'à la prairie de Soucelles où devait atterrir l'avion qui, par chance, se posa dès la première nuit. Je dis « par chance », car il arrivait qu'on dût attendre d'une lune sur l'autre. Dans la nuit du 15 au 16 novembre 1943, je quittai donc la France pour Londres et, en dépit de quelques tirs de DCA allemande sur les côtes de la Manche, nous parvînmes à Londres sans incident. Ce fut mon baptême de l'air.

Vous voici en Angleterre avant de gagner Alger. Quelles sont vos impressions ?

J'ai fait le tour des services de la France libre. À Londres, c'était la même chose qu'à Vichy : un grand désordre en apparence – un désordre très français –, des gens qui se contestaient continuellement, des clans.

Celui des antigaullistes, comme Raymond Aron et les gens du quotidien *France*, ne ménageait pas ses diatribes à l'encontre du général de Gaulle, souvent qualifié d'« apprenti dictateur ».

Mais au-delà de ces dissidences dans la dissidence, de Gaulle tenait ferme le Londres français. Ses hommes contrôlaient tous les rouages. À mon arrivée, on soumit à ma signature un registre qui m'engageait dans la France libre sous le nom de capitaine Monier. Je renâclai devant cet enrôlement d'office. Mauvaise note supplémentaire !

Finalement, je gagnai Alger en partant de Bristol, avec escale à Gibraltar. Durant ce voyage, je me liai à un autre Français qui devint peu après chef de cabinet du commissaire à l'information et avec lequel je partageai une chambre à l'entrée de la Casbah, ce qui nous permit d'attraper de concert une gale insistante...

J'avais repris langue avec Henri Frenay. Par son intermédiaire, deux ou trois jours après mon arrivée à Alger – c'est-à-dire le 3 ou le 4 décembre 1943 –, je franchissais le seuil de la villa des Glycines.

L'intérieur de la villa était plutôt déconcertant. L'endroit tenait plus du capharnaüm que du QG militaire : les lits de camp s'entassaient parmi un amoncellement de papiers, de bibelots divers, de meubles dépareillés et de machines à écrire. Henri Frenay et un aide de camp du général de Gaulle assistaient à l'entretien.

Comment de Gaulle vous a-t-il accueilli ?

Je le revois tel qu'il était, assis dans son fauteuil, ses grandes mains pendantes comme s'il n'avait su qu'en faire. Il se leva, m'accueillit sans solennité, plutôt

décontracté, affable même. Sa première remarque m'étonna quelque peu : « Alors, vous êtes venu à bord d'un avion anglais. » J'avoue que je ne m'en étais pas soucié, que je ne connaissais pas d'autre moyen que celui-là et que, de toute façon, j'aurais pris le premier avion qui se serait proposé. Peut-être ce bref dialogue a-t-il été à l'origine d'une rumeur longtemps distillée par les milieux gaullistes : j'aurais été un agent anglais.

Nous parlâmes des prisonniers de guerre. De Gaulle attachait une grande importance à la propagande dans les camps et à l'action des évadés en France. Le retour de un million cinq cent mille prisonniers poserait des problèmes qu'il convenait d'étudier sans attendre. La priorité, selon lui, allait à l'unification des trois mouvements de résistance concurrents, à savoir : le Rassemblement national des prisonniers de guerre (RNPG, mon mouvement), le Mouvement de résistance des prisonniers de guerre et des déportés (MRPGD) de Michel Cailliau, et le Comité national des prisonniers de guerre (CNPG), communiste. À ses yeux, la fusion des trois mouvements s'imposait au plus tôt. C'est par lui que m'a été révélée l'existence d'une organisation communiste qui n'était en réalité qu'une branche spécialisée du Front national comme il en existait pour les jeunes ou les femmes. Je lui fis remarquer qu'un mouvement comme celui que je dirigeais et qui ne comprenait que des évadés connaissait mieux que quiconque les Allemands et qu'il était le seul véritablement structuré.

Qui de Gaulle voulait-il mettre à la tête de ce nouveau mouvement unifié ?

Charette. J'objectai : « Charette ? Vous voulez dire votre neveu, Michel Cailliau (ce rappel le fit tiquer). Vous ne serez pas surpris si je ne suis pas d'accord sur ce point. » Et je lui expliquai que, selon moi, Michel Cailliau n'était pas capable de mener une affaire de cette importance, que la Résistance supposait de la rigueur, qu'il fallait se méfier des provocateurs, et que Charette était trop imprudent. Je lui dis surtout que la Résistance intérieure avait ses propres lois qui ne dépendaient pas de la simple exécution de commandements venus de l'extérieur. Il resta sourd à mes arguments et conclut : « Il faut que vous acceptiez. Nos parachutages, notre aide financière, notre aide militaire en dépendent. » J'acceptai l'unité mais je maintins mon opposition à la désignation de Charette.

Par la suite, je me suis souvent interrogé sur l'insistance mise par de Gaulle à imposer un homme qui était, à l'évidence, incapable d'assumer un tel rôle. Une seule réponse était possible : rien ne devait échapper à son contrôle ni altérer sa prééminence sur la Résistance intérieure. De plus, j'ai eu l'impression qu'il n'aimait pas les prisonniers de guerre, coupables, dans son esprit intransigeant, d'avoir abandonné le combat avant l'heure. J'ai corrigé cette impression lorsque j'ai appris, un peu plus tard, que de Gaulle avait lui-même été prisonnier des Allemands pendant la guerre de 1914-1918.

Comment l'entretien s'est-il terminé ?

Aimablement. De Gaulle s'est de nouveau levé et m'a serré la main.

Si de Gaulle vous avait dit : « Rejoignez-moi, je vous confie un commandement important », cela aurait-il modifié vos rapports ?

Peut-être... si j'avais été plus obéissant... si j'avais eu besoin d'une autre tâche que celle que j'exerçais et si de Gaulle avait mieux respecté la Résistance intérieure, au lieu de chercher à l'enfermer dans ses propres réseaux.

Néanmoins, cette entrevue s'est moins mal passée qu'on ne l'a rapporté. J'éprouvais une profonde admiration pour le caractère, le courage, l'intelligence du chef de la France libre même si je contestais ses méthodes avant de combattre sa politique. Il traversait une période difficile, et sa ténacité pour échapper à l'emprise de Churchill et de Roosevelt et préserver les droits de la France reste pour moi le modèle de la fermeté politique. C'est à ce moment-là qu'il fut le plus grand.

Pourquoi n'avez-vous pas voulu prendre des fonctions à Londres ou à Alger ?

Parce que je voulais rentrer, retrouver les miens ! À chacun de mes interlocuteurs, je répétais : « On m'attend là-bas. »

De Gaulle vous a-t-il proposé de rester à Alger ?

J'ai été pressenti par ses collaborateurs pour entrer à l'Assemblée consultative. C'était une proposition honorable, mais j'avais d'autres projets qui se résumaient en un seul : revenir. Je craignais aussi chez de Gaulle cette tactique qui consistait à vider la Résistance intérieure de ses dirigeants en les attachant à Alger ou à Londres par des titres honorifiques. Les exemples fourmillaient. Quand les chefs de la Résistance intérieure arrivaient à Alger, on les comblait d'offres flatteuses : membre du Comité de libération, de l'Assemblée consultative, de la haute administration ou encore de la représentation diplomatique de la France libre. L'entreprise de pouvoir gaulliste fonctionnait à plein rendement et neutralisait les rivaux potentiels. Beaucoup sont tombés dans le panneau londonien ou dans le piège algérois. Mais s'ils y consentaient, pourquoi pas ?

Conscient de cette manipulation, j'ai refusé toute proposition destinée à m'écarter de la métropole pour la durée de la guerre. Les obstacles avaient réveillé mon esprit de contradiction ! J'étais déterminé à rentrer en métropole. Cela n'a pas été simple. Mais j'y suis parvenu.

Ces difficultés pour quitter Alger s'expliquent peut-être par le fait qu'on vous tenait pour un partisan de Giraud...

Je ne sais pas qui a répandu cette absurdité. Pierre Péan relate que, par l'intermédiaire de ma sœur Colette, j'entretenais des liens avec les milieux giraudistes. La vérité est que Colette et son mari, un officier de spahis

qui avait été, avant la guerre, chef de poste à Tarhit, s'étaient liés, dans les années trente, à l'un des fils de Giraud, Henri, également spahi. Et d'un coup, ce fils Giraud, au demeurant fort sympathique, m'a-t-on dit, est devenu pour mes biographes pressés un personnage central de ma vie et son influence aurait guidé mes choix. Ridicule !

Lorsque je suis arrivé à Alger, au début du mois de décembre 1943, Giraud avait déjà perdu, face à de Gaulle, toute autorité politique pour ne garder, en apparence, que le commandement militaire, strictement surveillé par le président du Comité de libération nationale. Giraud n'avait pas fait illusion six mois. Après qu'on eut songé à Darlan – mais celui-ci fut assassiné –, Giraud, exempt des griefs qu'on pouvait adresser à l'amiral, héritier virtuel de Pétain à Vichy, tombait à pic. Les Américains avaient souhaité l'utiliser pour affaiblir de Gaulle, trop heureux d'avoir sous la main un officier général de prestige – prestige accru par son évasion d'Allemagne – moins encombrant que son rival. Mais Giraud était bien oublié en décembre 1943. De Gaulle, qui avait dû composer avec lui l'année précédente à Anfa, au Maroc, sous la pression anglo-américaine, ne le lui avait pas pardonné. Il s'en débarrassa sans trop de mal. Je n'avais rien à voir avec cela.

Reste une question sans réponse : comment pouvait-on être giraudiste ? Je me souviens de ce général à la voix pointue et à la moustache de travers qui avait pour mérite d'être grand et de stature imposante, et je ne peux détacher de ma mémoire l'énorme envie de rire que m'avait donné l'un de ses premiers discours de

prétendant à la direction de la France : « Et maintenant, les Français au combat, les Arabes aux champs et les Juifs à l'échoppe. » Les qualités militaires qui lui étaient reconnues ne suffisaient pas à le désigner pour un rôle politique qui en eût écrasé d'autres que de Gaulle.

Pendant un mois, vous vous trouvez bloqué à Alger. C'était, dites-vous, une ville d'arrière-front. Qu'avez-vous fait durant ce séjour forcé ?

J'ai vécu. Quelques familles m'ont offert leur hospitalité. Je garde un souvenir reconnaissant à celle de l'amiral Adam. Sa fille Marcelle, gaie, courageuse, d'une merveilleuse disponibilité, me pilotait au volant de sa petite voiture. J'ai retrouvé mon frère Jacques, capitaine d'aviation, ainsi que des résistants et amis de métropole. Parmi eux, Georges Dayan, le plus proche, qui appartenait, on s'en souvient, à la même compagnie du 23e RIC que moi, lors de la déclaration de guerre. Début 1940, il avait été admis comme élève officier à Auvours près du Mans. Quand on possédait certains titres universitaires, ce qui était notre cas à tous les deux, on pouvait prétendre devenir officier. J'étais plutôt antimilitariste et j'avais refusé. Nous nous étions donc dit au revoir un jour, devant la ligne Maginot. Je ne l'avais pas revu depuis.

Est-ce grâce à Georges Dayan que vous vous êtes familiarisé avec le monde juif ?

Pas seulement, mais Dayan y fut pour beaucoup. J'ai passé des vacances chez lui. Il avait un frère et une

sœur merveilleux. Je n'ai pas connu d'intelligence plus fine. J'aimais également beaucoup sa femme Irène, et son beau-frère, André Benichou. Pour moi, les Juifs, c'étaient mes copains, ils étaient comme les autres et il n'y avait aucune raison de les traiter à part.

Leur trouviez-vous une certaine spécificité ?

Votre question, s'agissant de cette époque, peut prêter à ambiguïtés. J'ai la faiblesse de croire à la singularité de chaque être humain. Cela vaut pour les Juifs comme pour les non-Juifs.

Certains sont intrigués par le fait que j'aie eu et que j'aie toujours, parmi mes proches, beaucoup de Juifs, comme si c'était parce que j'apprécie en eux des qualités spécifiques. Disons pour rire que Dayan et ses amis étaient moins lents que les compatriotes charentais (je suis comme eux) que j'avais jusque-là fréquentés.

J'ai toujours été frappé par une certaine forme d'intelligence juive, faite d'exigence, de sens de l'absolu. Mais attention aux généralisations outrancières, aux typologies raciales. Ce n'était pas en fonction de cela que j'appréciais Dayan et les siens. C'étaient mes amis, d'une rare délicatesse, d'une vraie fidélité. Grâce à eux, j'ai approfondi ce qui n'était que réaction d'instinct. Je ne pouvais supporter le racisme. Toute mesure discriminatoire à l'encontre de ces hommes et de ces femmes dont je me sentais si proche me blessait et me révoltait.

Avez-vous parlé avec lui des lois antisémites ?

Évidemment oui ! Il avait la réaction de tout Juif persécuté. Mais nous étions loin de mesurer l'ampleur de la tragédie qui s'abattait sur le monde juif.

En avait-il souffert personnellement ?

Il souffrait déjà en Algérie du poids de l'antisémitisme local, très vivace, qui constituait le fond de l'âme pied-noir. J'en veux pour preuve l'anecdote suivante. Georges, son frère Jean et quelques-uns de leurs amis s'étaient donné rendez-vous sur la plage, à Oran. Soudain, des jeunes gens ont déboulé en bande, très excités, batailleurs, criant : « Dehors les Juifs, foutez le camp ! » Ils étaient menaçants, mais Dayan n'était pas du genre à se laisser faire. L'affrontement semblait inévitable. Là-dessus, un homme âgé, très digne, s'est interposé et a dit aux agresseurs : « Ce que vous faites est méprisable. » La bataille n'eut pas lieu... Georges Dayan m'a confié qu'il s'agissait d'un magistrat proche de l'Action française qui était en poste à Oran.

Garde des Sceaux du gouvernement Mollet en 1956, j'ai créé trois juridictions judiciaires à Oran, Alger et Constantine au lieu d'une seule, celle d'Alger. Ayant à nommer de nouveaux procureurs généraux, j'ai pensé à ce magistrat et demandé à Georges Dayan, qui travaillait à l'époque à mes côtés, ce qu'il était devenu. Il remplissait toujours les mêmes fonctions. Je l'ai convoqué à Paris, me suis entretenu avec lui et l'ai nommé procureur général. Il m'a demandé : « Pour-

quoi moi ? » Je lui ai répondu : « Souvenez-vous de la plage d'Oran. »

Comment êtes-vous parvenu à quitter Alger et à rejoindre la France occupée ?

L'entêtement. Aucune tentative n'aboutissait, les portes se fermaient devant moi. Jean Pierre-Bloch, qui était commissaire adjoint à l'Intérieur, m'a raconté après guerre qu'il avait vu un ordre ainsi libellé : « Pour Mitterrand, *alias* Morland, donner l'ordre de le garder en Afrique ou en Angleterre, dans un bon régiment, par mesure de sécurité pour lui » ! Sur le moment, en décembre 1943, à Alger, il a été moins loquace, se bornant à me prévenir : « Du côté de De Gaulle, il y a beaucoup de mauvaise volonté. » Je suppose que Michel Cailliau a joué un rôle dans tout cela. Mais je n'en ai pas la preuve matérielle.

Fin décembre 1943, vous finissez par quitter Alger via *le Maroc. Comment ? Par quelle filière ?*

En effet, l'endroit le plus proche était le Maroc – encore fallait-il un avion pour s'y rendre ! Le commandant de La Chenelière, un ami de ma mère qui travaillait à l'état-major de l'armée, vint à mon aide. Comme je lui expliquai ma situation, il me dit : « Ce ne sera pas facile, je vais essayer de vous aider. En attendant, il faudra être patient... et prudent. » Finalement, par ses soins, j'embarquai sur un avion qui acheminait des colis à Marrakech. J'étais sorti de la seringue algéroise...

À l'aéroport de Marrakech, sitôt débarqué, une jeune et ravissante auxiliaire féminine de l'armée de terre (AFAT) me demanda en quoi elle pouvait m'être utile. Je lui confiai que je ne connaissais personne au Maroc, que je n'avais pas de papiers et que je voulais gagner l'Angleterre. Elle m'avertit, ce dont je me doutais, que les avions pour Londres étaient rarissimes et que, même si elle m'obtenait une place à bord de l'un d'entre eux, elle doutait que je pusse embarquer sans les papiers nécessaires. Elle ajouta : « D'ici là, je vais vous installer chez quelqu'un qui sera une hôtesse parfaite. »

Et c'est ainsi que, par un heureux hasard, j'ai été hébergé par Joséphine Baker... Elle vivait alors avec le capitaine Jacques Aptey, officier des services de renseignements français. Ils habitaient l'un des plus somptueux palais de Marrakech qui appartenait à Si Mohammed Ben Mennebi, second fils du grand vizir. Son accueil fut parfait de gentillesse. Je couchais à l'air libre sur sa terrasse et elle m'invitait à ses repas.

Cela ne dura pas. Peu de temps après, la jeune femme de l'aéroport réapparut. « Dépêchez-vous, dépêchez-vous, me pressa-t-elle. J'ai une place pour vous. » Je pris congé de Joséphine et nous fonçâmes à l'aéroport. Sur la piste d'atterrissage était posé un petit avion, très chic pour l'époque. Ma protectrice me confia qu'il convoyait le général Montgomery.

Montgomery revenait d'El-Alamein et rentrait à Londres pour prendre le commandement en second, sous les ordres d'Einsenhower, des forces appelées à participer à l'opération Overlord, le futur débarquement en Normandie. Je montai dans l'avion sans la

moindre formalité. Deux Français m'y avaient précédé, Pierre de Chevigné, futur résident général à Madagascar et ministre de la IV^e^ République, et Camille Paris, diplomate et gendre de Paul Claudel dont il avait épousé la fille aînée, Reine. Autour de Montgomery devisaient deux ou trois de ses officiers d'état-major et, présence silencieuse et moins attendue, un soldat allemand en uniforme.

Je m'assis au fond de l'appareil auprès des deux Français. Nous sympathisâmes. À l'approche des côtes d'Irlande, Montgomery m'appela pour me dire aimablement qu'il était très ennuyé, que je n'étais pas en règle, que je n'avais ni papiers ni ordre de mission, que l'entrée en Angleterre était à juste titre très surveillée, que je prenais des risques. Je lui répondis qu'il avait été très bon de me prendre à son bord. Il ne me laissa pas terminer : « Afin d'éviter les ennuis, pour vous et pour moi, je vous dépose à Preswick [l'aéroport militaire de Glasgow] en Écosse. Après, à vous de jouer... »

Vous êtes donc entré clandestinement en Angleterre...

En quelque sorte, mais en quelle compagnie ! Comme convenu, l'avion de Montgomery m'a laissé à la nuit tombée sur la piste de Preswick dont je suis sorti sans peine et sans casse. En ville, j'ai pris le train pour Londres où je suis descendu le lendemain matin. J'ai aussitôt appelé Camille Paris qui m'a immédiatement recommandé au couple Mamy, providence des Français sans bagages, qui m'offrit chambre et lit.

J'allais souvent chez les Paris qui passaient de longues soirées à jouer au bridge. J'entrais parfois dans la partie. J'ai pu de la sorte approcher un habitué de la maison, le colonel Passy, chef des réseaux de renseignements et d'action de la France libre, très important, très redouté – probablement l'un des trois ou quatre Français qui comptaient réellement autour de De Gaulle. J'appréciai vite sa droiture, sa clarté d'esprit, sa détermination. Nous nous liâmes et le sommes toujours.

C'est Passy qui m'a aidé à quitter Londres. Fin février 1944, je devais être parachuté, mais les vols furent interdits à cause du *fog*. Finalement, dans la nuit du 26 au 27 février, j'embarquai à Dartmouth, un petit port de Cornouailles, à bord d'une vedette rapide MTB (Motor Torpedo Boat) de la Royal Navy qui me déposa, avec deux autres voyageurs de mon espèce, devant Beg-An-Fry, près de Roscoff. Le reste se fit à la rame dans un canot. Une boussole guidait le piètre marin que je suis. Au pied de la falaise m'attendait un correspondant des services secrets, Mercier de Guimace, rude et brave compagnon. Dans une camionnette chargée de poissons, il me conduisit à Morlaix où je pris un train pour Paris-Montparnasse. C'était la fin d'un long périple.

Dans La Paille et le Grain, *vous écriviez : « Je considérais notre résistance sur le territoire national, au contact incessant de la torture et de la mort, comme d'une autre nature que la résistance extérieure et ne reconnaissais pas à celle-ci la prééminence dont elle se prévalait. Je contestais que le mot Résistance pût s'appliquer au combat mené de*

Londres et d'Alger, épisode d'une guerre traditionnelle. D'une certaine façon, on a confisqué la Résistance au peuple français. » C'est une vision de la Résistance pour le moins iconoclaste...

L'Histoire est toujours écrite par les vainqueurs. Le récit de la rivalité entre Résistance intérieure et Résistance extérieure reste à connaître. Les historiens ne s'y sont pas intéressés. Ils ont négligé les différends entre ceux de l'intérieur et ceux de Londres ou d'Alger, divergence qui, plus qu'on ne croit, a pesé sur cinquante ans de vie politique française. Ce sont les méfaits habituels de l'historiographie officielle. Ceux qui n'ont pas vécu cette période commettent une erreur d'appréciation en décrivant la Résistance comme un bloc homogène et, bien entendu, gaulliste.

Or il n'y a pas eu une, mais des résistances dont les motivations, les modes d'action, l'audience et l'esprit variaient selon les époques et les lieux. La Résistance incarnée par de Gaulle à Londres et qui obéissait à la farouche détermination de cet homme de grand caractère l'emporta sur les autres. Mais elle n'était pas la seule. En métropole, la Résistance a été, dès le début, le fait de groupes ou de personnalités très différentes. Quel point commun y avait-il, par exemple, entre le réseau du musée de l'Homme, composé de personnalités plutôt de gauche, et un Henri Frenay, brillant officier de carrière ? Quel point commun y avait-il entre les étudiants qui, le 11 novembre 1940, organisaient sur les Champs-Élysées une manifestation brutalement réprimée et les petits groupes de démocrates-chrétiens animés par Teitgen, Bidault ou Menthon ?

Entre l'Organisation de résistance de l'armée et le parti communiste ? À l'intérieur d'un même groupe de résistants se regroupaient des personnalités profondément dissemblables, entrées en résistance par haine des Allemands, par anglophilie, parce qu'elles étaient révoltées par les persécutions antisémites... À Libération Sud, par exemple, cohabitaient un Emmanuel d'Astier de La Vigerie, aristocrate non conformiste, et Raymond et Lucie Aubrac, de sensibilité marxiste. À l'OCM, l'Organisation civile et militaire, on trouvait aussi bien Pierre Lefaucheux, futur patron de la Régie Renault, que Maxime Blocq-Mascart, dont les opinions étaient nettement conservatrices. Plus le temps passait, plus les différences se multipliaient et s'affinaient. La Résistance de 1941 n'était pas celle de 1942 ou de 1943, voire de 1944...

Voilà pourquoi c'est un anachronisme, et un contresens, que de s'en tenir à la Résistance extérieure, dont le mérite fut grand et l'action décisive mais qui a occulté le mouvement populaire dans ses profondeurs.

Et vous dans tout cela ?

N'étant pas gaulliste, on s'est appliqué durant des années à laisser entendre que je n'étais pas un résistant de bonne souche. Mais je n'en ai nourri aucun complexe.

Puisqu'il y avait clivage entre la Résistance intérieure et la Résistance extérieure, comment définir l'une et l'autre ?

Au risque de me répéter, la Résistance extérieure était non seulement une entreprise militaire et politique de

type classique mais aussi une entreprise de pouvoir. Bref, conforme au tempérament de De Gaulle.

La Résistance intérieure, au contact du peuple français, de ses souffrances, de ses aspirations, c'était le peuple de France. Elle entendait mener la rénovation de la France libérée sur la base de principes démocratiques résolument modernes. Le programme du Conseil national de la Résistance a été à l'origine de toutes les grandes lois adoptées à la Libération et du préambule de la Constitution de 1946, qui nous régit encore aujourd'hui.

Frenay, éminent symbole de la Résistance intérieure, condamnait pourtant vigoureusement la IIIe République et le parlementarisme !

Frenay n'était pas un politique, mais un chef de guerre hors pair. Il a été absorbé par Alger. Comme les autres ! Je suis l'un des rares à avoir pu mener à bien le voyage aller-retour entre Paris et Londres, Alger et Paris.

Frenay a souffert de cette dépendance à l'égard d'Alger et de ce qu'il considérait comme une dépossession. Il se sentait tenu à l'écart. On peut le lire dans la violente correspondance qu'il a échangée, en 1942 et 1943, avec Moulin.

C'est peut-être ce qui explique que Frenay ait accusé Moulin d'avoir été une « taupe » communiste, un agent du NKVD – thèse reprise récemment par Thierry Wolton.

Je n'y crois pas. Jean Moulin était un préfet républicain de gauche, une personnalité respectée, mais

il ne dirigeait aucun mouvement. Il n'a pris de l'importance que parce que de Gaulle l'a chargé de mettre sur pied le Conseil national de la Résistance. Dès lors, Frenay lui voua une inimitié farouche et l'accusa ouvertement de lui avoir dérobé « sa » Résistance. Moulin avait été le directeur de cabinet de Pierre Cot. Il avait beaucoup de communistes ou de sympathisants dans son entourage. Mais il n'était pas un agent communiste, encore moins soviétique. Je partage là-dessus l'avis de Daniel Cordier et, comme lui, je ne pense pas que Moulin ait été manipulé par les communistes français ou par Moscou.

En 1993, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Jean Moulin, vous avez rendu hommage au grand résistant qu'il fut, lors d'une cérémonie au Panthéon. Cet hommage est un peu le pendant de celui prononcé par Malraux le 19 décembre 1964 lors du transfert des cendres de Moulin au Panthéon...

Je n'ai pas voulu que la célébration de 1993 se déroulât à l'extérieur, sur le parvis du Panthéon, l'orateur surplombant la foule. J'ai préféré la crypte. Je n'avais qu'à demi apprécié l'envolée lyrique de Malraux qui allait constituer l'un des points d'orgue de la dramaturgie gaulliste, dont il finit par être l'ordonnateur. En prononçant ce texte, Malraux s'installait, s'imposait comme compagnon de Moulin et soldat de l'armée des ombres. Il fallait le faire !

Avez-vous eu l'impression de céder au mythe Moulin tel qu'il a été codifié par les gaullistes ?

Moulin a eu une terrible et admirable mort. Mais, je vous l'ai dit, il était – avant tout – l'homme chargé par de Gaulle de fédérer, sous le contrôle de Londres, la Résistance intérieure à laquelle il n'avait pas appartenu.

Le mystère reste entier sur le traître responsable de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire. Ce rendez-vous a en effet été organisé avec beaucoup de légèreté. Vous qui avez été un résistant habitué à mille précautions, une telle imprudence vous a-t-elle surpris ?

Il faut parler à Pierre Guillain de Bénouville. C'est lui qui était chargé de la sécurité. En tout cas, il est vrai qu'il y avait un véritable conflit entre de Gaulle et Moulin d'une part, la Résistance intérieure d'autre part. Tout n'a pas été dit sur cette période durant laquelle le gaullisme s'est emparé de la Résistance intérieure.

Vous avez l'air de contester le principe de réunification de la Résistance. C'était pourtant la seule solution !

Il fallait qu'un homme le fît. Ce fut de Gaulle.

Au fond, y avait-il vraiment une alternative à de Gaulle ?

Si. On aurait pu faire autrement : on aurait pu renforcer la Résistance intérieure... Mais c'est lui qui l'a fait et c'est à lui que revient le mérite d'avoir unifié la

Résistance. Au demeurant, aurait-on trouvé meilleur que lui ?

Vous voici de retour d'un long périple : Londres, Alger, Marrakech, Édimbourg, Londres et retour en bateau par la Manche. Vous débarquez à Paris...

Le 28 février 1944, piloté par Mercier, l'homme de Guimace, j'avais pris le train à Morlaix pour Paris avec les deux compagnons de voyage qui avaient embarqué la veille à bord de notre bateau à Dartmouth. Durant le trajet, nous avions sympathisé tout en ignorant nos identités réelles respectives. En approchant de Paris, je dis à celui avec lequel je n'avais cessé de discuter : « J'espère qu'on se reverra un jour. » Sa réponse m'étonna : « Je ne crois pas que nos chemins se croisent à nouveau. D'ailleurs, je dois vous dire que je suis un officier anglais. » Je ne l'avais pas soupçonné un seul instant. Il m'avoua avoir fait ses études à Reims. On s'est dit au revoir quand le train a commencé à ralentir gare Montparnasse. Nous sommes partis chacun de notre côté.

C'est là qu'au guichet de sortie des agents de police, chargés de réprimer le marché noir, m'arrêtèrent brutalement : « Contrôle économique ! Montrez ce que vous avez dans votre valise ! » Je la leur tendis tout en commençant à chercher, à gauche, à droite, par où m'échapper. Il y avait en effet dans cette valise un imperméable acheté à Londres, le revolver qu'on nous donnait toujours à chaque départ pour la France, ainsi qu'un petit sachet contenant des boulettes de cyanure. Le parfait petit bagage du clan-

destin ! Ils fouillèrent la valise, soulevèrent l'imperméable et virent le revolver. Que faire ? Je regardai à nouveau partout autour de moi. J'étais prêt à filer. Finalement, ils me rendirent la valise en se contentant de me dire : « Pas de beurre, pas d'œufs ? Contrôle de ravitaillement effectué, allez-y ! » À Paris, j'ai retrouvé mes amis, bien décidé à consolider le mouvement que j'avais créé, le RNPG.

De Gaulle vous en a-t-il voulu de votre indiscipline algéroise et de ce conflit avec son neveu ?

Pas au point où on l'a raconté ici ou là... D'ailleurs, la preuve en est que quelques mois après notre rencontre, le 19 mai 1944, son délégué général pour la France occupée, Alexandre Parodi, a annoncé que j'étais nommé par de Gaulle secrétaire général provisoire pour les prisonniers, déportés et réfugiés, poste que j'ai occupé dès la libération de Paris.

LA LIBÉRATION

GEORGES-MARC BENAMOU – *Le 26 août 1944, lorsque de Gaulle défile sur les Champs-Élysées, est-on sûr qu'il est le patron de la France ?*

FRANÇOIS MITTERRAND – Oui. Indiscutablement... Il est curieux tout de même qu'il y ait eu à cette époque tant de gaullistes. Quelques semaines auparavant – alors que Pétain s'était rendu à une cérémonie à Notre-Dame-de-Paris – on comptait autant de monde. Cette remarque a déjà été faite. Je ne la rappelle que pour souligner l'extrême relativité des grandes émotions nationales.

Ce défilé – qui était en quelque sorte le sacre de De Gaulle – avait-il été, selon vous, mis en scène ?

Je ne pense pas. Sa primauté était naturelle. L'enthousiasme emportait toutes les digues.

Étiez-vous sur les Champs-Élysées ?

Au sixième ou septième rang, derrière de Gaulle. Je ne figure pas sur le cliché historique parce qu'on arrête de distinguer les visages à partir du troisième rang.

On dit que, durant ce défilé, il a été très dur envers Bidault, le président du CNR. Est-ce exact ?

Rien ne me permet de l'affirmer.

À votre deuxième rencontre, on raconte que vous lui avez sauvé la vie...

C'était le 26 août 1944, après qu'il eut descendu les Champs-Élysées acclamé par la foule des Parisiens. Nous sommes allés ensuite dans un des salons de l'Hôtel de Ville. Pour prononcer son discours, de Gaulle est monté, non pas sur un balcon – il n'y en a pas – mais sur le rebord de la fenêtre. À un moment donné, il s'est brusquement retourné, et nous a crié : « Ne poussez plus, ne poussez plus, bon Dieu ! » Il allait basculer dans le vide. Pierre de Chevigné et moi-même nous sommes ainsi retrouvés à le retenir littéralement par les jambes. Je crois qu'il n'a jamais eu connaissance de cela.

Deux jours après, vous assistez au premier Conseil des ministres tenu dans Paris libéré.

C'était ma troisième rencontre avec de Gaulle. Il ne s'agissait pas *stricto sensu* d'un Conseil des ministres. La

plupart des membres du Comité national de Libération étaient encore à Alger. De Gaulle n'avait pas obtenu des Anglo-Saxons, à l'inverse des Russes, la reconnaissance de ses droits à gouverner la France et refusait d'assurer le pouvoir dans ces conditions. Il avait institué en attendant un organisme composé de quinze secrétariats généraux dits provisoires qui détenaient à ses côtés la légitimité. J'y siégeais en qualité de secrétaire général aux Prisonniers de guerre, déportés, réfugiés. Alignés à l'entrée de la salle du Conseil, rue Saint-Dominique, au ministère de la Défense, de Gaulle passa devant nous, très solennellement, en nous serrant la main. J'étais au bout de la file. Quand il arriva devant moi, il s'exclama : « Encore vous ! » Il y avait naturellement de l'humour dans sa remarque puisque c'était lui qui m'avait nommé. Il y avait aussi de la bonne humeur et comme un sourire dans son propos. Cela pouvait vouloir dire : « Décidément, on ne se débarrasse pas facilement de vous. » C'est comme cela que je l'ai compris... Il avait bien raison !

Le 1er septembre 1944, vous cessez d'être secrétaire général quand les ministres arrivent d'Alger après que de Gaulle eut remanié l'équipe gouvernementale. En avez-vous conçu de l'amertume ?

Non. Henri Frenay retrouvait, comme convenu, un ministère qu'on m'avait en quelque sorte délégué jusqu'à son retour en France. De Gaulle a constitué un nouveau gouvernement dans lequel il n'a retenu que deux des quinze secrétaires généraux provisoires, Robert Lacoste et Alexandre Parodi. Frenay m'a alors

proposé le poste de secrétaire général du ministère – un poste administratif. J'ai refusé.

J'avais vingt-sept ans, mon ambition n'était pas de devenir fonctionnaire.

J'avais appris infiniment de choses durant ces quatre années, depuis le 18 juin 1940, début de ma captivité. Dans les camps, puis dans la Résistance, j'avais appris à vivre dans le creuset du peuple français. Je n'avais pas d'idées très précises sur tout, mais je voulais mener ma vie politique au gré de ma seule décision...

Vous ferez plus tard cet aveu étonnant : « C'était le début d'une époque et c'était le général de Gaulle. Je me demande parfois pourquoi cette heure ne m'a pas lié davantage à celui dont je recevais pareille leçon. » On a l'impression qu'entre de Gaulle et vous il y a eu comme un autre rendez-vous manqué... À la Libération, auriez-vous eu envie de rentrer dans son sillage s'il vous avait proposé des responsabilités importantes ?

De Gaulle, habitué depuis quatre ans à gouverner, avait une étonnante sûreté de jugement et une autorité naturelle sans égale. Avec lui on était dans l'Histoire. On la vivait. On la faisait. Cela, je le percevais et j'ai dit à quel point j'admirais qu'on pût gouverner ainsi. Mais je n'ai pas été tenté de le rejoindre politiquement. Non. J'aurais pu. La plupart de mes camarades de Résistance adhéraient alors au mouvement gaulliste. J'y comptais des amis. Mais il y avait chez de Gaulle un certain comportement militaire, un ton qui ne me convenaient pas. Je sentais comme un fumet d'aventure personnelle. Son goût, sa volonté de pouvoir me semblaient évi-

dents. Et sa première mission remplie, certes admirablement, je redoutais la suite.

Vous était-il antipathique ?

Je n'emploierais pas ce terme. Sympathique ou antipathique, en ce qui concerne de Gaulle il n'est pas possible de trancher. Il me surprenait. J'appréciais qu'il fût d'un modèle peu courant. Autoritaire, il savait aussi se montrer diplomate et courtois. Sa maîtrise, sa force d'âme m'attiraient. Mais il considérait la France comme sa chose et cela me rebutait. Son identification au pouvoir était telle qu'il ne restait plus d'espace pour le réveil de la démocratie, réveil dont il était comptable. Il supportait mal que ses avis fussent discutés. Nul n'était moins fait que lui pour la période qui commençait, qui était son œuvre.

Contrairement à d'autres grands résistants, pourquoi n'avez-vous pas été fait Compagnon de la Libération ?

Il en a été question... Mais c'était une chasse gardée pour les fidèles estampillés. Frenay m'a proposé. Finalement, le général de Gaulle a préféré mon second, un type très bien, Pierre Lemoign, que j'avais connu au camp de Ziegenhain dans la baraque des évadés et que j'aimais et respectais.

Au fond, pour vous, le seul moyen d'exister n'était-il pas, très tôt, d'affronter de Gaulle, de vous démarquer de lui... ?

On a souvent avancé cette explication. Elle n'est pas complètement fausse. Je n'avais pas un tempérament

de « suiveur ». L'Histoire ne se fait pas comme ça. Elle est affrontement et affirmation de soi. Je ne me suis jamais comporté avec de Gaulle comme un serviteur ou un compagnon. Cela n'a pas facilité nos rapports. Ce qui existait en dehors de lui l'irritait, le gênait. Mais s'il est vrai que mon opposition à de Gaulle m'a singularisé, je pense que j'avais le moyen d'exister avec ou sans lui.

Vingt ans plus tard, vous affronterez de Gaulle à l'élection présidentielle de décembre 1965 et vous lui imposerez, à son grand désappointement, un second tour. Aviez-vous imaginé cela en 1944 ?

Pourquoi donc ? La vie s'est construite ainsi, mais je n'ai pas créé cette situation en esprit avant qu'elle ne se produise. Disons simplement que j'étais prédisposé à mener ce combat.

Même après la libération de Paris, vous continuez à vous occuper des prisonniers de guerre, y compris après votre départ du ministère début septembre. Dans un livre d'entretiens, Jacques Foccart affirme avoir participé, au début de 1945, à la mise en place d'une opération de parachutage de soldats et d'agents français sur les camps de prisonniers et de concentration dont vous auriez été l'initiateur. Cet épisode inconnu est-il exact ?

La mémoire de Jacques Foccart est très sélective et sujette à caution. Il brode sur cette opération mais il omet de rappeler qu'effectivement le général de Gaulle

m'a confié une mission particulière lors de l'ouverture des camps...

De Gaulle fait en effet de nouveau appel à vous fin avril 1945 pour ouvrir le camp de Dachau...

Oui. Les troupes alliées libéraient un à un les camps de concentration. De Gaulle avait voulu qu'un Français fût présent aux côtés du général américain Lewis, qui était chargé par son pays d'ouvrir et de prendre le contrôle des camps. Son choix s'était fixé sur moi. Le 29 avril 1945, dans la même journée, j'ai donc pris possession, avec les Américains, des deux camps de Landsberg et de Dachau. Je l'ai raconté, je l'ai écrit : ce que nous avons vu était pire que tout, inconcevable, hallucinant.

Ce fut une journée de folie.

À Landsberg, pas un seul survivant. Des corps brûlés par milliers au lance-flammes. Nous avons ouvert des tranchées où étaient au cordeau, trois sur trois, alignés, des milliers de cadavres. Huit à dix mille. Déjà les visages se confondaient avec la terre.

À Dachau, la mort partout, les pendus, les gazés, les fours crématoires, les fusillés. Une épidémie de typhus ajoutait aux tourments des survivants. J'ai assisté à l'exécution de soldats allemands arrêtés lors de l'arrivée des Américains. À chaque coup de feu, les déportés lançaient leurs bonnets en l'air et hurlaient de joie. J'ai vu deux jeunes soldats allemands abattus et jetés dans des trous. Je me suis approché. Ils respiraient, ils gémissaient et à la même heure, quelque part en Allemagne, quelqu'un qui les aimait priait et espé-

rait. Cette douleur n'était sans doute rien auprès de la souffrance endurée par les déportés. Je n'ai pu cependant m'empêcher d'y penser.

C'est à Dachau, que, par un hasard providentiel, j'ai retrouvé Robert Antelme, qui avait été arrêté le 1er juin 1944 avec d'autres camarades de notre mouvement et déporté ensuite. Il était si mal qu'on l'avait déjà jeté dans le carré des morts. Comme nous enjambions les corps, me voyant passer, il a murmuré mon nom, mon prénom plutôt. Pierre Bugeaud, qui était avec moi, l'a entendu, et s'est penché vers moi pour me dire : « Je crois qu'on vous appelle. »

Je n'ai pu obtenir du général Lewis de le ramener le soir même dans notre avion à cause de l'épidémie de typhus. Rentré à Paris dans la nuit, j'ai aussitôt fait imprimer des documents semblables à ceux qui m'avaient été remis pour entrer dans le camp. Nous avions acquis pour ce type d'action une certaine dextérité. Trois de mes camarades, Dionys Mascolo, Jacques Benet et Georges Beauchamp sautèrent dans une voiture et atteignirent Dachau à marche forcée. Ils trouvèrent Antelme à l'endroit indiqué. Il vivait encore. Ils l'habillèrent en GI et le portèrent comme s'il s'agissait d'un homme ivre. Ils franchirent la poterne sans difficulté.

À Strasbourg, ils le crurent mort. À l'hôpital, on le ranima. Il était comme un pantin cassé quand ils franchirent la porte du 5 de la rue Saint-Benoît, où sa femme Marguerite et moi les attendions. Les médecins déjà sur place estimèrent qu'il n'y avait pas d'espoir de le sauver. Finalement il se rétablit, et on lui doit,

quelques années plus tard, l'un des plus beaux livres sur la déportation : *L'Espèce humaine.*

La découverte du monde concentrationnaire joue beaucoup dans le regard qu'on porte sur le nazisme, voire l'Allemagne. C'est ce qui explique la violence des réactions à votre discours du 8 mai 1995, discours dans lequel vos adversaires vous reprochent de vous être montré trop indulgent envers l'ennemi d'hier.

Cette querelle n'a pas de sens. Sur place, à Berlin, nul n'a trouvé à redire à mes propos. J'ai su que ce discours, diffusé en entier par France 2, avait été reçu avec émotion et gravité par les auditeurs. Je ne comprends pas ou plutôt je comprends trop bien ce qui animait mes critiques. Ils avaient une démonstration à faire, à compléter. La vérité était comme d'habitude leur dernier souci. Mais revenons au discours lui-même. J'étais le dernier orateur après Al Gore, le vice-président américain, le président allemand Herzog, John Major et le Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine. Je n'avais pas écrit de discours et mon intervention fut assez brève. J'avais rédigé des notes pour servir de canevas. Je procède souvent ainsi. Je n'improvise pas vraiment mais je n'apprends pas non plus par cœur mes textes comme le faisait le général de Gaulle. Je ne lis pas non plus. Je m'évade de mes notes avant d'y revenir.

J'ai donc prononcé ce discours et on n'a rien trouvé de mieux que de me reprocher d'y avoir fait l'apologie de l'armée nazie, pas moins ! Venant après mon « pétainisme » supposé et mon « amitié » avec

René Bousquet, cela confirmait que je n'étais pas un patriote et qu'au fond j'aurais eu des sympathies pour le régime nazi : il faut, pour s'en faire une idée, se procurer le texte enregistré, notamment le passage qui a suscité la polémique. Que dit-il ? J'y parle du « courage des soldats allemands au service d'une mauvaise cause ». J'avais fait très attention à ce passage, j'en avais pesé soigneusement chaque mot. Si je n'avais parlé que du « courage des soldats allemands » en omettant de préciser que celui-ci était au service d'une mauvaise cause, j'aurais compris qu'on me fît un procès. Mais il n'y avait pas matière à cela.

Repensons aussi au climat dans lequel se déroulait cette cérémonie. Nous étions à Berlin, capitale de l'Allemagne, pour fêter la victoire des Alliés, c'est-à-dire la défaite de nos hôtes. Et eux fêtaient cet événement avec nous. J'ai tenu compte de ces circonstances et des mauvais souvenirs que cela réveillait, non seulement chez nous mais aussi chez eux. Je considère ce texte de Berlin comme un manifeste de la réconciliation franco-allemande, dont les mots ont été soigneusement pesés, et où j'estime qu'il n'y a rien à retirer.

Là encore, ceux qui me font ce procès truqué oublient que de Gaulle, en septembre 1962, inaugurant l'Académie militaire de Hambourg, avait été plus loin en faisant l'éloge des traditions allemandes et en déclarant : « C'est le fait des Français et c'est le fait des Allemands qu'ils n'ont jamais rien accompli de grand, au point de vue national ou au point de vue international, sans que, chez les uns comme les autres, la chose militaire y ait éminemment participé. » On n'a rien trouvé à redire à ce discours. Curieuse mansuétude de

mes censeurs à l'égard de De Gaulle ? Et, peu de temps après son discours de Hambourg, à la veille de la signature du traité franco-allemand du 22 janvier 1963, personne n'a reproché à de Gaulle d'avoir gracié Oberg, le chef de la Gestapo en France, alors que sous ma présidence en 1985 Klaus Barbie a été extradé de Bolivie en France pour y être incarcéré et jugé.

Revenons à cette année 1945. Vice-président de la Fédération nationale des anciens Prisonniers de guerre, vous avez organisé le 2 juin 1945 un meeting à la Mutualité qui s'est terminé par une manifestation de plus de cent mille prisonniers de guerre. Vous êtes reçu par de Gaulle et celui-ci aurait alors menacé de vous faire arrêter si ce mouvement ne cessait pas. Est-ce la vérité ou une légende ?

Il s'agit d'une polémique sans fondement. Elle a été lancée par Michel Droit dans les années soixante – toujours cet acharnement de la mouvance gaulliste. C'est vrai que, le 2 juin, nous avons rassemblé une puissante manifestation de prisonniers de guerre, une centaine de milliers, sur les Champs-Élysées. De Gaulle n'aimait pas cela. Il nous a reçus le 6 juin, Georges Cornuau, un socialiste, Raymond Thévenin, dirigeant communiste et moi. Il a d'abord pris un ton sévère et nous a sermonnés en disant : « Comment ? Des gens dans la rue !... en une époque si difficile ! » Il nous a mandatés ensuite pour annoncer aux ex-prisonniers de guerre que des mesures seraient bientôt prises. Mais jamais il n'a dit, comme le rapporte Michel Droit : « Donnez l'ordre aux manifestants de se disperser. »

A-t-il menacé de vous faire « coffrer », comme on l'a dit ?

Non. C'est inexact. Il ne détestait pas les mouvements de menton. Et il aimait surtout rapporter à ses proches des propos parfois imaginaires. L'entretien s'est déroulé dans des conditions tendues mais sans menaces. Nous ne les aurions pas acceptées et elles n'ont pu être faites.

La libération de Paris, c'est aussi la floraison de la presse clandestine : Combat, Franc-Tireur... *Votre mouvement s'est alors, lui aussi, doté d'un journal...*

Oui, nous avions décidé que notre mouvement aurait son journal, *L'Homme libre*. Nous avons alors réquisitionné des bureaux, rue du Croissant – la rue où Jaurès fut assassiné en 1914... C'est là qu'ont été publiés les premiers numéros de *L'Homme libre* et mes premiers articles qui expliquaient le sens de notre combat et le rôle que devaient jouer les prisonniers de guerre et les évadés. C'était, à mes yeux, un moyen de continuer la lutte. Cela m'intéressait, je me sentais un peu l'âme d'un journaliste. Écrire un éditorial quotidien n'était pas ardu. Une fois l'habitude prise, il fallait s'en tenir à un fait, à une idée... jamais deux. Les mots venaient naturellement sous la plume. Mais je me suis vite aperçu que cette aisance dépendait de la périodicité du journal. Dans un quotidien, c'était facile. Dans un hebdomadaire, je ne savais que dire. Quant à un article mensuel, c'était la croix et la bannière ! Comme on ne peut y traiter de l'actualité immédiate, on a très vite tendance à reconstruire le monde à chaque numéro.

Dans la presse de l'époque, on parlait beaucoup de l'épuration. François Mauriac et Albert Camus ont longuement polémiqué à ce sujet. Duquel des deux vous sentiez-vous le plus proche ?

La polémique Camus-Mauriac n'a pas eu l'importance qu'on lui prête aujourd'hui. L'épuration était semblable à toutes les périodes qui concluent une guerre civile. Elle était faite, et souvent mal faite. Il y a eu les fusillés qui s'imposaient si j'ose dire, et puis ceux qui ne s'imposaient pas, et puis d'autres qui auraient dû s'imposer...

Qui classeriez-vous dans cette dernière catégorie ?

Oh ! je ne vais pas dénoncer des gens cinquante ans après... Mais enfin, beaucoup sont passés à travers les mailles du filet.

Et quels sont selon vous les fusillés qui ne s'imposaient pas ?

Des gens qui n'ont pas laissé de trace dans l'Histoire. Un peu partout à Paris et plus encore en province.

À partir de mai 1945, vos relations avec les gaullistes et de Gaulle vont se tendre fortement. Pourtant, vous vous étiez rangé à leurs côtés en janvier 1945 lors de la tenue du congrès du MLN, le Mouvement de libération nationale, qui regroupait différentes formations de la Résistance et sur lequel les communistes avaient des vues.

J'ai effectivement appartenu à ce mouvement mais sans grande illusion. À mes yeux, les partis d'anciens

combattants n'avaient aucune chance de réussir : avoir été un ancien combattant ou un ancien prisonnier de guerre, ce n'était pas une foi, une idéologie, une raison de combattre, mais un moment de vie vécu ensemble, sans plus – ce qui était déjà beaucoup. À partir d'une expérience commune, on croit qu'on restera lié à jamais, illusion sentimentale vouée inéluctablement à l'échec. Car les idéologies interviennent, les intérêts s'opposent et la vie reprend son cours. C'est dans la nature de l'Histoire. Voyez, après la guerre de 1914-1918, le destin des puissantes associations d'anciens combattants qui se sont délitées quand elles ne se sont pas transformées en groupements préfascistes à partir de 1936.

Lors de ce fameux congrès du MLN, les communistes, auréolés du prestige des victoires de l'Armée rouge, voulaient s'emparer du mouvement pour en faire une organisation satellite du PCF. Malraux et moi-même, et bien d'autres, nous nous sommes opposés avec succès à cette manœuvre. C'est d'une scission à l'intérieur du MLN qu'allait naître, quelques mois plus tard, l'UDSR, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance. À l'époque, Malraux et moi étions d'accord, cela n'a pas duré...

Cette rencontre avec Malraux était-elle fortuite ou aviez-vous fait sa connaissance dans la Résistance ?

Non et pour cause. Il n'a véritablement rallié la Résistance – comme Emmanuel Berl l'a raconté à Modiano – que dans les derniers mois de l'Occupation. Berl en fait un récit savoureux. Malraux, venu habiter chez lui

en Corrèze, s'était auto-proclamé colonel. Parti le matin, il était revenu le soir même avec les cinq galons témoins de sa promotion. Il est d'ailleurs venu au congrès du MLN en uniforme, ce qui n'a pas manqué d'impressionner les participants. Malraux était un grand acteur et comme tous les grands acteurs, possédait un fond de sincérité qui ajoutait à son talent.

J'ai très bien connu sa première femme, Clara, qui, après la fusion de 1944, avait, rappelez-vous, rejoint les rangs de notre mouvement. Elle a fait une très belle résistance alors qu'elle vivait seule, en compagnie de sa fille Florence, et qu'elle était doublement menacée puisque résistante et juive. Je l'ai toujours trouvée à mes côtés lors de mes campagnes présidentielles, en 1965 comme en 1974 et en 1981. Lorsqu'elle est morte en décembre 1982, j'ai assisté avec chagrin à ses obsèques célébrées selon le rite hébraïque au cimetière Montparnasse.

Clara Malraux n'était pas un écrivain négligeable, moins ostentatoire, moins enflé qu'André. Elle écrivait juste. J'ai relu récemment ses mémoires, *Le Bruit de nos pas*, qui sont à mon avis remarquables.

Ce bref compagnonnage avec Malraux n'a pas duré. L'avez-vous revu par la suite ?

J'ai passé quelques jours de vacances avec lui en Suisse, à Crans-sur-Sierre, durant l'été 1956. C'était le fait du hasard. Nous nous promenions tous les jours ensemble et avons longuement discuté. Il n'était pas difficile avec lui de meubler la conversation. Nerveux, il avalait les mots mais s'y retrouvait toujours.

C'était un conteur fantastique. Quand il évoquait l'arrivée des chevaux mongols à Samarcande, j'entendais le sol vibrer. J'ai visité deux fois Samarcande depuis lors, le souvenir de Malraux m'y a accompagné, tant je suis resté sous le coup de cet enchantement. Mon beau-frère, Roger Gouze, tente depuis des années de me convaincre que Malraux est l'un des grands écrivains contemporains. On célèbre partout « cet écrivain majeur du siècle ». Certains vont même jusqu'à le hisser à l'égal d'un Proust, par exemple... Il y a trop d'éloquence dans son style, et, comme on le dirait d'un poète classique, trop de chevilles. Mais quel souffle ! Avec cela, des comparaisons bizarres, des approximations historiques hasardeuses à quoi le portaient son génie lyrique et ce feu intérieur qui ne laissaient pas le temps aux braises de se consumer. À la rigueur, je retiendrai de lui *L'Espoir. La Condition humaine* est devenue pour moi illisible. Mais je n'arrive pas à tenir pour des chefs-d'œuvre les *Antimémoires* ou *Le Musée imaginaire.* Plus proches de la vie vraie, des angoisses, des misères de la fin sont ses derniers livres. De Malraux, il reste surtout un personnage, la figure du héros écrivain qu'il s'est sculptée lui-même. C'était aussi un orateur brillant. Je l'ai entendu avant guerre, à la Mutualité, lors de meetings antifascistes. J'ai vu, comme tant d'autres, les émissions télévisées où il dissertait sur l'art et la littérature, où il y avait de tout, de l'or et de la cendre. Au fond, je me demande si Malraux n'appartenait pas à cette catégorie d'écrivains dont le génie s'exprime dans la conversation et se dilue dans l'écriture.

Quel jugement portez-vous sur le Malraux homme politique ? Que pensez-vous de son gaullisme ?

Son engagement auprès de De Gaulle était plus personnel que politique. La guerre d'Espagne a beaucoup fait pour sa légende. Jeune écrivain en 1936, il était surtout un romantique de gauche. Il est vite tombé à droite, rejoignant de Gaulle une fois acquise la certitude de sa victoire prochaine. Il ne s'agissait pas de n'importe quelle droite mais de la droite qui avait eu raison dès le 18 juin 1940. Cela avait tout de même de l'allure ! De Gaulle avait besoin de ce genre de soutien pour se détacher de l'image droitière, type Action française, qui collait à lui, et l'adhésion de Malraux l'a beaucoup aidé.

Mais Malraux n'était pas un gaulliste de tradition. Il avait rencontré de Gaulle à la Libération, peu de temps après avoir rallié la Résistance. Ce gaullisme de fraîche date se voulait farouche et ombrageux. Je me souviens de 1949, quand, à l'époque du RPF, il a lancé son fameux : « Demain, en France, il n'y aura plus que les communistes, nous et rien. » Sa prophétie ne s'est pas réalisée... En 1965, lors de la campagne des présidentielles, il s'est véritablement déchaîné contre moi. Avant le premier tour, il m'avait interpellé en ces termes : « Candidat des républicains, laissez la République dormir ! » Et il disait de mon futur gouvernement : « Le gouvernement que nous promet M. Mitterrand, c'est de l'histoire-fiction comme il y a de la science-fiction. » Autant dire qu'il a été plutôt surpris par la mise en ballottage du général de Gaulle. Avant le second tour, il a organisé un meeting monstre

au Palais des Sports à Paris, le 14 décembre 1965, où il a successivement convoqué Vercingétorix, Clovis, Jeanne d'Arc, Louis XIV, les soldats de l'an II – qui sais-je encore ? – pour expliquer aux Français qu'ils ne devaient pas voter Mitterrand. Cette mobilisation générale de notre histoire était plutôt flatteuse pour moi...

En 1974, quatre ans après la mort de De Gaulle, il s'est rallié à la candidature malheureuse de Jacques Chaban-Delmas. Il y a eu cette scène pathétique où l'on a vu apparaître à la télévision en curieux imprécateur, un Malraux vieilli et un peu délirant. Il était comme halluciné. On ne comprenait rien à ce qu'il disait... Sans doute a-t-il cru bien faire, mais je suis convaincu que ce spectacle n'a pas été sans provoquer quelque désagrément au candidat qu'il soutenait.

Revenons à de Gaulle, si vous le voulez bien. Quelle a été votre réaction lorsqu'il a démissionné de la présidence du Conseil en janvier 1946 ?

Quand de Gaulle s'est retiré à Colombey-les-Deux-Églises en 1946, j'ai pensé qu'une part de la grandeur de la France s'en allait et que ceux qui s'en réjouissaient n'étaient habités que par l'envie mesquine de retrouver leurs petites complicités. Je me sentais étranger à ce remue-ménage.

Le fait est que le général de Gaulle, avec sa stature et sa légende, n'a pas supporté les piqûres que lui faisait subir le nouveau Parlement. Il était constamment interpellé, critiqué. Les mauvaises manières de la III^e^ République finissante reprenaient le dessus.

De Gaulle était pris dans des contradictions qui allaient devenir insoutenables. Il n'avait pas de soutien parlementaire réel et ses relations avec les partis politiques étaient devenues exécrables, alors qu'il continuait à se réclamer, sans trop y croire, de la démocratie parlementaire. Il n'a consenti à ces contradictions qu'après 1958, quand commença pour lui la période des accommodements.

En 1946, il s'est aperçu qu'il n'avait plus de poids sur les événements. Alors il s'est irrité. Et un jour de janvier, il est parti. Il devait penser qu'on viendrait le chercher six mois après. Oui, je pense qu'il espérait être rappelé. Il lui a fallu douze ans pour cela ! Je n'en fus pas étonné. J'ai appris sa démission dans un train qui me ramenait de Lille à Paris. Dans le même compartiment voyageait l'un des plus célèbres compagnons de De Gaulle, considéré aussi comme l'un des plus fidèles. Il était intarissable et n'a cessé de se réjouir de ce départ, insistant sur les travers du chef de la France libre, selon lui intolérant et vindicatif. Cette conversation m'a éclairé sur la suite des événements. Le MRP, réputé le parti le plus sûr pour de Gaulle, n'arrêtait pas de le brocarder. En vérité, de Gaulle n'était pas assimilable et ne pouvait qu'irriter un milieu pour lequel toute supériorité devient insupportable.

Les Français laissaient partir de Gaulle. Est-ce à dire qu'il avait cessé d'être populaire ?

De Gaulle n'était pas impopulaire à l'époque. Mais il n'était pas assez populaire pour bousculer la société dirigeante et lui imposer ses vues. Il n'était pas le seul

dans ce cas. Winston Churchill, qui avait symbolisé la lutte de l'Angleterre contre les nazis, a été battu au lendemain de la victoire militaire par le modeste travailliste Clement Attlee. Ainsi vont les choses. Faut-il incriminer l'ingratitude des peuples ? Clemenceau n'avait pu se faire élire président de la République en 1920. On lui avait préféré Paul Deschanel. Tout se passe comme si les peuples, après avoir accompli un grand acte héroïque, n'en éprouvaient plus que de la lassitude : fatigués de leurs héros. Mais que serait un héros s'il n'était d'abord fatigant ?

Le départ de De Gaulle en 1946 s'est d'autant mieux passé que la bourgeoisie française n'avait pas besoin de lui...

La bourgeoisie a toujours choisi son intérêt ou ce qu'elle croyait être son intérêt. Le patriotisme ne fait partie de ses intérêts que sous bénéfice d'inventaire. En 1940, elle considérait de Gaulle comme un dissident, un hérétique. À quelques exceptions près, elle voyait en lui un dangereux personnage qui trahissait sa classe et elle s'était ralliée massivement à Pétain et à la révolution nationale – ersatz de ce vieil ordre moral à la Mac-Mahon dont elle avait pieusement conservé la nostalgie.

Lorsque de Gaulle est revenu à Paris en 1944, la bourgeoisie l'a toléré, sans plus. En faisant entrer des communistes au gouvernement, il avait dépassé la limite permise, joué avec le feu. Quoi qu'il fît, la bourgeoisie lui préférait sa chère droite classique, le centre et le cénacle des ventres mous. Elle n'avait pas besoin

de De Gaulle. Et je crois qu'elle l'aurait laissé croupir dans son exil politique si la IVe République, engluée dans le désordre institutionnel et les guerres coloniales, n'avait perdu rapidement tout crédit, tout prestige. Entre de Gaulle et ceux auxquels il s'était opposé en 1940, le champ de la réconciliation put s'ouvrir. Ce n'était pas sans paradoxe. Mais la bourgeoisie avait compris que le de Gaulle de 1958 avait besoin d'elle pour reconquérir le pouvoir, comme elle avait besoin de lui pour le garder.

D'où, selon vous, un certain affadissement de la personnalité du rebelle lorsqu'il revient en 1958...

L'envie du pouvoir lui avait sans doute fait perdre de sa rigueur... 1958 allait lui permettre de se réconcilier avec ceux qu'il avait tant inquiétés et méprisés. Cela devait durer onze ans. On représente souvent cette période comme un temps de grâce et de paix. De Gaulle n'a jamais été laissé en repos. L'éclatement de sa majorité d'abord entre européens et antieuropéens, le putsch des généraux d'Alger, la grève générale, la réquisition manquée des mineurs, la crise de la dévaluation... Rien ne lui a été épargné. Ce qui est distrayant, c'est que cette période est aujourd'hui considérée comme un âge d'or pour la Ve République. En réalité, de Gaulle a dû assumer l'un des plus difficiles gouvernements du demi-siècle.

Il s'agissait quand même d'une alliance très fragile. La bourgeoisie, qui ne l'avait jamais réellement adopté, l'a rejeté dès qu'il a voulu s'attaquer à l'un de ses bastions, le Sénat. Ainsi a-t-il perdu le référendum

du 20 avril 1969. Ses adversaires reçurent le concours indirect de Georges Pompidou qui se refusa à déclarer – comme le lui demandait Malraux – qu'il ne briguerait pas sa succession, et direct de Valéry Giscard d'Estaing qui appela à voter non au référendum. Elle était rassurée. L'héritier serait l'un des siens.

Le départ de De Gaulle en 1946 marque-t-il le début d'une nouvelle ère ?

La IV^e^ République a été une vague résurgence de la III^e^ comme la Restauration l'avait été de la monarchie légitime. La période qui va de 1946 à 1958 fut une période de transition. La dernière génération de la III^e^ République, du moins ce qu'il en restait, s'accrochait encore au pouvoir. Les nouvelles générations n'avaient pas conscience d'elles-mêmes. De Gaulle avait besoin de temps pour reprendre son souffle. On a vécu au jour le jour.

Cette résurrection de la III^e^ République n'a-t-elle pas frustré la jeune génération de résistants ?

Hélas ! Ils ont très bien accepté et ont été très bien acceptés ! La génération qui arrive alors sur la scène politique, mais pas vraiment au pouvoir, est celle de Jacques Chaban-Delmas, Maurice Bourgès-Maunoury, de Georges Bidault, Maurice Schumann, Pierre-Henri Teitgen, de Félix Gaillard, des deux Faure, Edgar et Maurice, de moi-même, de bien d'autres. On voit qu'elle ne manquait pas de talents mais peut-être d'ambition, je veux dire la seule qui vaille quand on

choisit cette voie : l'ambition du pouvoir. Encore ne faut-il pas confondre le pouvoir et ses apparences, ses facilités, ses duperies de chaque jour.

Pendant cette période, de qui vous sentiez-vous le plus proche ?

Jacques Chaban-Delmas, Maurice Bourgès-Maunoury étaient des camarades de guerre. Edgar Faure était l'homme politique sociable par excellence. Maurice Faure était déjà l'un de mes amis. Avec les autres, j'avais de bons rapports même si nous n'avons pas suivi le même cheminement politique.

Le vôtre est marqué par votre adhésion en 1945 à une formation, l'Union démocrate et socialiste de la Résistance (UDSR), qui joua un grand rôle sous la IV^e^ République...

Je ne considère pas cette adhésion comme un événement marquant de ma vie politique.

Là encore, et dans ce petit parti-charnière, une compétition sévère s'est engagée entre René Pleven et nous. Compétition, oui, politique d'abord, personnelle ensuite. Politique, comme ce fut le cas des partis nés de la Résistance qui se déchirèrent bientôt entre partisans et adversaires de De Gaulle. Le MRP y perdit la vie. Le schisme à gauche fut à l'origine de la plupart des déboires de la IV^e^ République. René Pleven, René Capitant, Claudius-Petit gardaient au chef de la France libre un attachement profond. Cela leur ôtait toute indépendance d'esprit face aux actes de son gouvernement. On devine que j'étais resté plus critique. Mal-

heureusement, cet attachement à De Gaulle prit assez vite le tour d'une adhésion presque inconditionnelle au pouvoir, ou, pour être plus précis, à tous les pouvoirs, et ils furent nombreux qui se succédèrent. Tout cela devait se traduire par un conformisme qui rendait la vie quotidienne étouffante. Nous nous sommes séparés en 1958. Déjà un changement de majorité m'avait porté à la présidence à la place de René Pleven, signe marquant d'une évolution que les divisions de 1958 ont confirmée, puisque nous n'avons été que quatre députés de ce groupe, Duveau, Dumas, Dubois et moi, à voter contre la nouvelle Constitution. Ensuite, chacun a suivi sa route, la majorité de l'UDSR ayant de plus en plus tendance à se confondre avec la majorité conservatrice, au point que rien ne les distinguait plus vraiment. Les événements qui suivirent le 13 mai achevèrent de disloquer ce groupe et de remettre chacun à sa place.

MINISTRE SOUS LA IV[e] RÉPUBLIQUE

GEORGES-MARC BENAMOU – *Vous arrivez dans la IV[e] République au moment où de Gaulle s'en va. Il reste pourtant comme omniprésent jusqu'à la fin de ce régime !*

FRANÇOIS MITTERRAND – En effet. Après son départ, de mauvais gré, en 1946, il lança en 1947 cette curieuse aventure du RPF. J'en ai fait l'expérience à l'échelon de la Nièvre. Certains leaders locaux du RPF m'avaient alors fait des avances. Cela n'a pas duré. Il suffisait de voir quels en étaient les adhérents. Ils appartenaient tous à la pire des droites : la droite petite, la droite rancunière, la droite détestable. Le mouvement était calqué sur le modèle des ligues d'avant guerre. Malgré son fondateur, il attira des notables pétainistes. La droite passait par-dessus ses querelles sans oublier vraiment l'origine de sa discorde. Mais le réflexe conservateur débordait tous les autres. Le RPF a échoué, car il ne correspondait pas au tempérament des Français et reposait sur trop d'équivoques.

Il a accumulé les maladresses, il a joué la politique

du pire. En Indochine, de Gaulle s'est aligné, contre l'avis du général Leclerc, sur les choix de l'amiral Thierry d'Argenlieu qui conduisaient inévitablement à la guerre. En Algérie, ses partisans se sont opposés à l'application du statut, pourtant timide, de 1947. En Afrique noire, tout ce que j'ai alors entrepris pour la réconciliation des premiers mouvements nationaux de libération avec la France a été systématiquement et violemment attaqué par la presse gaulliste.

Quand j'entends dire que de Gaulle pratiquait une « politique africaine de progrès et d'émancipation », je pense qu'on joue sur les mots. Cette politique était déjà en retard de dix ans sur son temps. L'exemple le plus typique nous est fourni par le fameux discours de Brazzaville, qu'on a tant célébré sans jamais vraiment le lire, et où, à l'encontre de l'évolution admise en Inde par les Anglais ou en Indonésie par les Hollandais, était récusée toute idée de « self-government ».

Il faudra attendre 1956 et la loi-cadre de Gaston Defferre pour que chaque pays membre de l'ancien empire colonial fût autorisé à élire une assemblée territoriale et à disposer d'un exécutif échappant à l'autorité sans partage du gouverneur. Les grandes lois émancipatrices comme celle qui a aboli le travail forcé, la loi Houphouët-Boigny, ont été votées après le départ du général de Gaulle en 1946 et âprement combattues par ceux qui se réclamaient de lui. La politique africaine de De Gaulle a été constamment à contresens de l'évidence et de la nécessité historiques. Elle n'a été qu'une succession d'erreurs de jugement, pimentée par des complots et quelques coups tordus organisés par des réseaux d'aventuriers contre les équipes en place.

Certes, l'Histoire a retenu le discours de Phnom Penh et surtout le règlement de paix en Algérie. Ils le méritaient. Mais elle reste plus discrète sur le bombardement de Sétif et ses trente mille morts. Ce que j'écris là étonnera. On se demandera comment un homme comme de Gaulle, capable d'anticiper dans tant de domaines, fut à ce point si loin de comprendre l'évolution de l'histoire coloniale. Même la fameuse conférence de Brazzaville citée en modèle de décolonisation « prémonitoire » repose sur un malentendu. La propagande qui a suivi en a déformé le contenu. Je me contenterai, à ce point de mon explication, de citer pour preuve un extrait des recommandations adoptées par cette conférence dite « impériale » : « La Conférence africaine de Brazzaville, avant d'aborder cette partie du programme général qui était proposé à son examen, a cru devoir poser le principe ci-après : " Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les Colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire ; la constitution éventuelle, même lointaine, de self-government dans les colonies est à écarter. " » On aperçoit là comme ailleurs l'influence délétère, dangereuse, des milieux sur lesquels il s'appuyait.

Pour eux, Mendès France et moi étions les « bradeurs de l'Empire ». Après trente années, je ne retire rien de ce que j'écrivais dans *Le Coup d'État permanent* : « Nulle part mieux qu'en Afrique noire, le comportement des compagnons du général de Gaulle, ultras parmi les ultras, ne révéla davantage leur véritable identité politique. Ils y semèrent la haine, entretinrent le désordre, fomentèrent la guerre civile. À

Madagascar, au Tchad, au Moyen-Congo, au Soudan, en Côte-d'Ivoire, par leur sottise et leur outrecuidance, ils provoquèrent l'émeute avant de réchauffer, par goût de vengeance, la répression. Les lois qui tendaient à établir plus de progrès, plus de justice, furent votées en dépit de leur opposition. Avec acharnement, ils défendirent les privilèges des minorités insolentes, des compagnies abusives, des capitaux spéculateurs. »

Par exemple furent interdites, sous la pression des grands propriétaires d'origine métropolitaine, les coopératives de production entre propriétaires africains. Le prix du café « africain » sur le même marché était moins élevé que le prix du café « européen ». La loi prévoit même des sanctions contre ceux qui ne respecteraient pas cette disposition. On comprend l'hostilité qui entoura Félix Houphouët-Boigny, jeune médecin, notable de la tribu des Baoulés, lorsque pour lutter contre cet état de choses il commença d'organiser la défense des producteurs africains.

On a l'impression que la découverte de la situation coloniale en Afrique noire a joué un rôle déterminant dans votre évolution vers la gauche et qu'elle n'est pas étrangère à la radicalisation de vos positions. Est-ce exact ?

Oui. J'ai pu mesurer dans sa réalité la toute-puissance et la malfaisance du capitalisme sous sa forme coloniale et j'en ai conçu un profond sentiment de révolte. Ceux qui dictaient la politique française n'étaient pas les dirigeants élus à Paris mais les maîtres du sucre, du café, du cacao, des bois précieux, de la banane. Ce n'était

pas comme cela que j'imaginais la politique de la France.

Ce passage au ministère de la France d'outre-mer est marqué par une polémique entre vous et des pères blancs de Dakar que vous faites poursuivre en justice. Est-ce là l'indice d'un éloignement définitif de l'Église, qui joua un tel rôle dans votre vie ?

J'espère que mon passage à la France d'outre-mer a été marqué par autre chose que cet incident pittoresque mais mineur. Ces pères blancs – ils étaient deux – avaient manqué à la loi sur la publicité des débats judiciaires dans un conflit qui les opposait au gouverneur général Béchard. J'ai fait respecter la loi. Les accusés ont été condamnés à cinquante francs d'amende avec sursis. Aux élections législatives qui eurent lieu peu après, mes adversaires nivernais ont fait campagne sur le thème « on ne peut pas élire un homme qui a fait fusiller deux pères blancs ».

Le 28 janvier 1947, vous êtes nommé ministre des Anciens Combattants. De 1947 à 1958, vous avez été onze fois ministre. Quel sens avait pour vous cette succession de ministères ? Comment vous sentiez-vous dans cette République-là ?

Mal à l'aise. N'oubliez pas que j'avais voté contre la Constitution de 1946. J'y voyais l'officialisation de l'anarchie. Ce qui s'est passé dans les années suivantes n'a fait que confirmer ce pressentiment.

Sous la IV^e^ République, vous avez été la victime de campagnes féroces. Les gaullistes étaient-ils derrière tout cela ?

Dans l'affaire des fuites en 1954 ont trempé des hommes de la droite gaulliste ou non. Mais les gaullistes, eux, savaient ce qu'ils faisaient.

Ce monde constituait un foyer permanent d'accusations et d'invectives. J'ai eu l'occasion de retrouver ces factieux dans tous les complots ourdis sous la IV^e^ République par les ultras de l'Algérie française, tant en métropole que de l'autre côté de la Méditerranée.

Cette affaire des fuites a occupé l'essentiel de l'année 1954. J'étais alors ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Pierre Mendès France. Nous étions en guerre, la guerre d'Indochine.

Tout commence en juillet 1954. Le dénouement survient en 1956 avec la condamnation des coupables. Entre-temps, ça a tangué. Des parlementaires du RPF rêvaient de me faire passer en Haute Cour et ont pris prétexte de cette affaire pour tenter de renverser le gouvernement le 4 décembre 1954.

Que me reprochait-on ? Pas moins que d'avoir transmis au parti communiste – pour ne pas dire à Moscou, qui soutenait le Viêt-minh – une copie des délibérations du Comité de Défense nationale des années 1953 et 1954. Le 2 juillet 1954, le commissaire de police Jean Dides, informé par un indicateur du PC, s'était rendu chez Christian Fouchet, le ministre gaulliste des Affaires tunisiennes et marocaines et un de ses anciens compagnons du RPF, pour lui annoncer que la sténographie de la dernière réunion du Comité avait été lue *in extenso* par Jacques Duclos au bureau

politique du Parti. L'indiscrétion, selon Dides, ne pouvait venir que de moi. Fouchet s'est bien sûr précipité chez Mendès France, le rapport de Dides en poche.

Mendès France a alors confié l'enquête à son directeur de cabinet, André Pelabon. L'homme ne s'est pas pressé. Il a mis le rapport au coffre. Il a traîné. Personne ne m'a parlé de cela. La prétendue information s'est échappée. L'affaire a flambé. Ce n'est que le 8 septembre que la DST a été chargée de prendre l'enquête en main. J'ai été rapidement mis hors de cause. Mendès France m'a dès lors soutenu sans faille.

Cependant, il semble que, durant l'affaire des fuites, tout n'ait pas été idyllique entre Mendès France et vous ; la défiance dont il aurait alors fait preuve à votre égard aurait pesé lourdement dans vos relations avec lui tout au long de la IVe et de la Ve République...

J'ai lu récemment que Marie-Claire Mendès France supposait que je reprochais à son mari son attitude durant cette affaire. C'est faux. Au contraire : durant cette difficile année 1954 et cette pénible campagne contre moi qui a duré six mois, il a été parfaitement loyal et solidaire. Nous nous débattions en pleine affaire indochinoise – Diên Biên Phu venait de provoquer le traumatisme que l'on sait – et nous étions accusés par la droite, l'extrême droite et les gaullistes, j'insiste, d'être les « bradeurs de l'Empire », les « fossoyeurs de l'État », les « ennemis de la France ». Nous nous sentions – et nous l'étions véritablement – très liés, très proches, très solidaires puisque nous affron-

tions ensemble ces attaques venues du même côté et d'une violence inouïe.

Certes, au départ, quand il eut connaissance de cette terrible charge contre moi, il tarda à me prévenir... Il préféra mettre ce rapport qui m'incriminait de côté plutôt que de m'en donner connaissance. Mais, cette année-là, il m'apporta son appui dans deux moments particulièrement importants.

Le premier est antérieur au déclenchement de l'affaire des fuites, mais non sans rapport avec ce qui allait se dérouler ensuite. Nous sommes au début de l'été 1954, le 10 juillet, dans le bureau du président de la République René Coty. C'était un mercredi, juste avant le Conseil des ministres. J'avais décidé, dès mon arrivée au ministère de l'Intérieur, de remplacer le préfet de police, Jean Baylot, qui par ailleurs a eu comme ancien collaborateur Jean Dides. Je gardais en mémoire la façon dont s'étaient déroulées les manifestations du 14 juillet de l'année précédente. Une quinzaine d'opposants à la politique de Joseph Laniel, vietnamiens, maghrébins avaient trouvé la mort dans l'indifférence générale sous les coups des forces de l'ordre. Je craignais que ce ne fût qu'une répétition et que l'arrivée au pouvoir de l'équipe Mendès ne fût saluée par quelque salve plus meurtrière encore. Je fis inscrire à l'ordre du jour du Conseil des ministres la nomination d'un nouveau préfet de police. Mais je ne pus dormir de la nuit. On me téléphonait de tous côtés, de tous les milieux d'influence, pour me conseiller de remiser ma proposition. Toucher au préfet de police était d'une inadmissible outrecuidance et mettait la République en danger. Tôt le matin, je reçus une convocation du pré-

sident de la République pour me rendre à l'Élysée une heure avant la tenue de Conseil. René Coty me reçut de fort méchante humeur et m'informa d'emblée qu'il refusait de retenir ma proposition pour le départ de Jean Baylot. Je lui objectai qu'il n'en avait pas le droit. Il répondit qu'il le prendrait. Je lui dis alors que je présenterais ma démission, mais (c'était l'usage sous la IVe République) que, retrouvant mon siège de député, je monterais l'après-midi même à la tribune de l'Assemblée afin de demander sa propre destitution pour manquement à ses devoirs constitutionnels. Le ton s'échauffa. René Coty se tourna alors vers Pierre Mendès France arrivé en même temps que moi et qui avait assisté muet à l'algarade et lui demanda de joindre sa voix à la sienne. Le président du Conseil ne broncha pas et se borna à répondre au chef de l'État : « J'approuverai ce que fera le ministre de l'Intérieur. » Il en fut ainsi décidé. Mais j'avais pu mesurer la fermeté et la solidarité de mon président du Conseil : Mendès ne cédait pas. Et Coty, devant notre détermination, a bien été obligé de céder.

L'autre moment où Mendès fut particulièrement solidaire se situe en octobre 1954. J'avais réclamé l'arrestation du commissaire Jean Dides, à l'origine du complot contre moi. Une fois l'enquête bouclée et mon innocence confirmée, les hommes de la DST avaient en effet entrepris de filer Dides. J'étais alors tenu au courant des résultats et des informations glanées lors de l'enquête. Quelle n'a pas été ma stupeur d'apprendre que, le 18 septembre, Dides s'était à nouveau rendu chez Fouchet pour lui remettre des documents « prouvant » ma culpabilité ! C'en était trop. J'ai

convaincu Mendès de le faire arrêter. Je n'ai pas eu à insister.

Il s'est facilement laissé faire... Le comploteur fut alors coffré, malgré la violente campagne de presse orchestrée par *Le Figaro* et *L'Aurore* qui dénonçaient « l'arbitraire du ministre de l'Intérieur »... Qu'importe, à ce moment, Dides était hors d'état de nuire et ses informateurs – deux collaborateurs du secrétaire général permanent de la Défense – démasqués !

Pourtant, dès cette année-là, on a évoqué des incompatibilités entre Mendès France et vous...

Nous étions alors deux jeunes ministres – lui, président du Conseil et moi, de huit ans son cadet, son ministre de l'Intérieur. Il faut se souvenir du climat de la IV^e^ République, empoisonnée par l'alliance entre les communistes et les gaullistes. Nous étions atypiques – lui, au parti radical et moi, à l'UDSR – et nous déplaisions d'autant plus aux réactionnaires de l'époque, au puissant lobby colonial en particulier. Oui, nous étions alors très seuls. S'il en avait été besoin, cela aurait suffi à nous rapprocher.

Une fois votre innocence reconnue, des séquelles de cette malheureuse affaire des fuites ont-elles subsisté ?

Comme il en reste toujours. Un vague soupçon. Et puis le temps passe et on pense à autre chose.

À la fin de l'affaire des fuites, le commissaire Dides fait parvenir au préfet de police Dubois une lettre vous dis-

culpant. Le préfet la remet à Pierre Mendès France. Mais celui-ci ne vous en informe pas. Pourquoi selon vous ? Une telle lettre aurait pu ruiner le crédit des ennemis du régime...

Je n'ai pas été tenu au courant de ce revirement du commissaire Dides.

En 1954, vous étiez alors bien seul. François Mauriac vous apporta un soutien sans faille dans son Bloc-Notes *de* L'Express. *Pouvez-vous nous parler de Mauriac ? Comment l'avez-vous connu ? Quelles étaient vos relations ?*

Mauriac était un ami de ma mère dont il avait connu le frère, Robert Lorrain, au cours de ses études à Bordeaux et à Paris. Mon oncle est mort à vingt ans. Ce drame a beaucoup marqué Mauriac qui venait régulièrement saluer ma mère à Jarnac. Lorsque je suis devenu étudiant, devant les dangers que présentait aux yeux de ma mère la vie à Paris, elle m'adressa à quatre correspondants de bonne réputation : le général Guillaumat, auquel nous étions apparentés, Pierre Marcilhacy, père du futur sénateur de la Charente et conseiller général de Jarnac, Pierre Jouanneau, préfet de Versailles, ami de ma famille limousine – ma grand-mère paternelle était de Séreilhac, en Haute-Vienne – et François Mauriac. Je fis une visite de politesse aux trois premiers, que j'oubliai tout aussitôt, et bâtis avec François Mauriac une amitié qui dura jusqu'à sa mort en 1970. Nous déjeunions ensemble chaque semaine. Nous par-

lions. Notre sujet permanent de désaccord venait de notre opinion opposée sur l'expérience gaulliste. Il nous arrivait d'en rire.

Ne pensez-vous pas avoir été injuste en parlant de Mauriac comme d'un écrivain « régionaliste » ?

Oui, certainement. C'était une façon de répliquer à ses piques politiques, tant il était agacé par mon opposition à la Ve République. J'ai frappé au point sensible en l'appelant « notre meilleur écrivain régionaliste ». Il ne pouvait pas aimer ça et en fut blessé. Je regrette aujourd'hui de l'avoir peiné. Je lui dois beaucoup d'amitié et de fidélité.

Sous la IVe République, vous êtes volontiers critique à l'égard du colonialisme. Pourtant, ministre de l'Intérieur en 1954, en charge de l'Algérie, vous réaffirmez vigoureusement l'appartenance de l'Algérie à la France. On vous a longtemps reproché la phrase : « L'Algérie, c'est la France. » Que signifiait-elle à l'époque ?

C'était légalement juste puisque l'Algérie était composée de trois départements français. C'était politiquement erroné.

Autant vous aviez pris l'exacte mesure des bouleversements en cours en Afrique noire, autant vous semblez avoir mésestimé le mouvement de l'Histoire, l'aspiration à l'indépendance en Algérie. Considérez-vous que vous avez alors manqué de discernement sur la question algérienne ?

Oui et non. Pas plus que Mendès France, je ne me suis rangé parmi les partisans de l'indépendance. Les circonstances politiques en France ne le permettaient pas. Il est plus facile aujourd'hui de prendre un parti tranché ! Mais j'ai combattu les excès de toutes sortes auxquels nous a conduits cette guerre.

En 1956-1957, vous restez jusqu'au bout ministre dans le triste gouvernement de Guy Mollet. Or bon nombre d'hommes de gauche le quittent alors ou cessent de le soutenir pour protester contre sa politique algérienne : Mendès France, Alain Savary, Édouard Depreux ou Daniel Mayer... Ne pensez-vous pas avoir commis une faute morale et politique en y restant malgré tout ?

Politiquement, cela eût été plus avisé. Mais j'avais déjà démissionné d'un gouvernement sur la question coloniale et je ne voulais pas prendre d'abonnement. Cela dit, c'est à cause de la pratique algérienne du gouvernement que j'ai décliné l'offre de Bourgès-Maunoury, successeur de Guy Mollet, de rester à mon poste.

En 1956, garde des Sceaux, vous abandonnez aux militaires les questions de justice. Était-ce une erreur ? Cela constituait-il un motif pour démissionner ?

Une erreur, sûrement.

Les gaullistes n'étaient pas les seuls à menacer la IVe République. Les communistes aussi...

On retrouve souvent sous la IVe République une alliance objective entre gaullistes et communistes qui

constituaient des groupes parlementaires importants et qui, en se rejoignant dans quelques batailles choisies, jouaient sur les contradictions de la IV^e^. Ils avaient en commun une certaine appropriation de la Résistance, leur commune hostilité à la conception d'une Europe unie, fédérale ou non. Ils étaient surtout maîtres, par leur nombre à l'Assemblée nationale, de la longévité des gouvernements et pouvaient provoquer tout en la dénonçant cette instabilité chronique qui a fini par déconsidérer et emporter le système.

À ce moment-là étiez-vous, comme les démocrates-chrétiens, un fédéraliste européen ?

Le mot « fédéralisme » suppose l'adhésion à un concept, à un type de structure qui n'avait pas été approfondi. Je me contenterai de dire que si je penchais vers un type d'organisation de l'Europe unie, c'était vers celui-là. Sur la question européenne, la gauche a, elle, été traditionnellement plus divisée.

Avez-vous, par la suite, évolué vers le fédéralisme ?

Je ne suis pas devenu fédéraliste, considérant qu'on ne pouvait évacuer par la magie d'une formule juridique la réalité des nations. Mais je me suis rapproché de la pensée fédéraliste, par esprit de logique et en négligeant, sans doute, plus qu'il ne fallait, la lenteur des processus historiques.

L'impulsion donnée alors à la construction européenne par la IV^e^ République est considérable mais méconnue. Vous

avez participé en 1948 au congrès de La Haye. Quels souvenirs gardez-vous de cet important congrès ? Peut-on dire qu'il a ouvert la voie à la signature du traité de Rome ?

Le congrès de La Haye a été le premier du genre. Il a réuni les principaux ennemis de la veille. Présidé par Churchill, j'y ai vu la plupart des dirigeants européens, allemands, italiens, français, britanniques. Je pense que se trouvait là l'ensemble de ceux qu'on a appelés par la suite les « pères fondateurs » : Monnet, Schuman, Gasperi, Adenauer, Spaak, etc. J'y suis venu un peu par hasard. Touché par une invitation dont j'ignore les détours. Mais je ressentais profondément l'importance de ce rassemblement placé à la charnière des temps, deux ans seulement après la fin de la plus cruelle des guerres intestines de l'Europe.

En 1958, le régime est dans une impasse totale. Vous n'êtes plus au gouvernement. Pressentiez-vous que la IVe République vivait ses dernières semaines ?

Oui. C'était facile à voir.

Comment viviez-vous cette période ? Comment envisagiez-vous votre avenir ?

J'étais républicain, je souffrais pour la République. D'une manière ou d'une autre, je n'avais pas l'intention de cesser le combat.

Le 31 mai 1958, de Gaulle revenait au pouvoir à la faveur du putsch des généraux d'Alger. L'avez-vous rencontré alors ?

Le 31 mai 1958, avant de constituer son gouvernement ou, plus exactement, alors que René Coty l'avait pressenti pour le former, de Gaulle, dernier président du Conseil de la IVe République, a réuni les dirigeants des formations politiques de l'époque, à l'exception des communistes. En tant que président de l'UDSR, j'y étais comme les autres convié. De Gaulle nous a donc invités à l'hôtel La Pérouse, résidence où il descendait à Paris, pour nous annoncer qu'il allait se présenter devant l'Assemblée nationale et qu'il désirait savoir ce que nous en pensions.

Nous étions sagement rassemblés, petite troupe d'une quarantaine de représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat, assis sur des chaises cannées, dans une salle de restaurant désaffectée. Devant nous : de Gaulle, un de Gaulle majestueux mais étrangement nippé d'un costume d'été un peu fripé. Il posait des questions aux uns et aux autres, avec cette grande politesse qui lui était propre. Toute la IVe République était là : Mollet, Pinay, Ramadier, Duchet, Queuille, Daladier, Mendès France, les MRP. Les chefs de parti, les anciens présidents du Conseil, les vieilles gloires parlementaires, qui, depuis douze ans, l'avaient rageusement combattu, se confondaient en courbettes. Ceux qui, le matin même, juraient : « De Gaulle, jamais ! » s'inclinaient, devant lui, comme autant de nouveaux bourgeois de Calais – l'image est de Viansson-Ponté, je crois –, pressés de remettre les clés du régime ago-

nisant entre les mains de l'homme devenu providentiel. Moi qui avais été durant toutes ces années plutôt moins antigaulliste qu'eux, j'étais gêné par cette reptation. Je vous conseille à ce propos de lire la très édifiante correspondance échangée entre Mollet et de Gaulle. Seul absent de marque : le président Auriol. Son influence avait pourtant été déterminante pour le retour au pouvoir du chef de la France libre, de la même façon qu'il avait exercé un rôle décisif dans son départ de 1946.

De Gaulle jouait les maîtres de cérémonies, l'hôte attentionné, veillant au confort de ses invités. Il s'enquérait auprès des uns et des autres, il rassurait sa droite pour les affaires algériennes, il apaisait le centre sur l'Europe et le traité de Rome, il flattait la gauche par de vagues promesses sociales, mais brièvement, sans jamais s'attarder, sans jamais entrer dans les détails, et surtout sans jamais s'engager. Dans ce vague acquiescement à tout et à n'importe quoi se mêlaient l'indifférence et le mépris. L'étrange était que je fusse le seul ou à peu près à m'en apercevoir. Pour lui, ce rendez-vous avec les partis n'était qu'une formalité à laquelle il obéissait parce qu'il s'en savait délivré à jamais. Cette ultime concession ne lui coûtait pas cher. Le spectacle qu'il avait devant lui l'en dédommageait largement. Au bout d'un moment, décidant de conclure, il nous demanda : « Bien... Alors ? Est-ce que vous pouvez dire si vous aurez des objections majeures à m'opposer lorsque je me présenterai devant vous ? » Silence. C'est alors que je me suis levé. Un peu timidement, j'ai pris la parole – je devais être le plus jeune de l'assemblée, le moins décisif aussi, le modeste représentant d'un

petit groupe parlementaire, l'UDSR : « Mon Général, je ne voterai pas pour vous tant que vous n'aurez pas désavoué publiquement les comités de salut public d'Alger et l'insurrection militaire, ai-je lancé. Un régime républicain ne peut pas naître de la contrainte d'un putsch. »

De Gaulle avait habilement agité cette menace : ses émissaires se répandaient depuis des mois dans tous les sens, on voyait des complots partout – ceux qu'ils s'attribuaient et ceux qu'on leur prêtait. Les militaires factieux venaient de s'emparer de la Corse. Lors d'une conférence de presse, de Gaulle avait même osé déclarer que « les événements d'Alger pouvaient marquer le début d'une sorte de résurrection »... Nul n'avait réagi. Quand la peur s'empare des Assemblées, elles se cacheraient dans un trou de rat. On ne rencontre pas tous les jours un Mirabeau pour fermer la ratière.

Sous les lambris de sa résidence parisienne, de Gaulle s'est tu et m'a toisé. J'en ai profité pour ajouter : « Nous risquons d'entrer dans l'ère des pronunciamientos militaires... Après les généraux, ce sera l'heure des colonels... Et puis, mon Général, vous êtes mortel. » Lorsque j'y repense, je m'étonne qu'il ait réagi si bizarrement. Il m'a lancé sèchement, sans attendre de réponse de ma part : « Alors vous voulez ma disparition, vous voulez ma mort, c'est ça ? » Notre échange s'est perdu dans le brouhaha. Au moment de nous quitter, il s'est contenté de dire que, de toute façon, il irait au vote de l'Assemblée – ce qu'il a fait dès le lendemain. J'avais été intrigué par sa réponse, apparemment sans rapport avec ma question. C'est donc qu'il pensait à autre chose. Je ne devais plus le revoir.

Le retour de De Gaulle au pouvoir fut-il une surprise ?

Certainement pour lui, si l'on songe au de Gaulle des premières années cinquante. Il avait pensé que c'était fini pour lui. Après l'autodissolution du RPF en 1953, il s'était muré dans une altière solitude, persuadé qu'on ne le rappellerait jamais plus. Il avait cessé d'attendre et fini par se résigner. Il ne se consacrerait qu'à la rédaction de ses *Mémoires de guerre.*

Mais l'affaiblissement du régime, l'aggravation de la situation en Algérie et les complots fomentés de toutes parts à Alger, Paris, Rabat, lui avaient redonné espoir. Même s'il se gardait soigneusement de dévoiler son jeu, l'hypothèse de son retour aux affaires ne semblait plus exclue.

De Gaulle se tenait informé, sans jamais les désavouer, des préparatifs de putsch orchestrés par les militaires d'Algérie et les activistes pieds-noirs. Il les modulait selon l'heure et la tournure de l'événement. Il disposait à cet effet de multiples connivences et rassemblait dans ses mains les fils de l'intrigue. Olivier Guichard, l'un de ses proches, restait en contact permanent avec Michel Debré et les autres conjurés. Le général Duval assurait la liaison entre Alger et Colombey. Un autre général, Ganeval, collaborateur direct du président Coty, accomplissait la même besogne de son bureau de l'Élysée. Sans avoir l'air de souffrir de cette indignité. Tout était minutieusement préparé, orchestré. Tous participaient au même complot contre la IVe République. Tantôt on avançait la menace de la force avec l'annonce d'un débarquement militaire en métropole, d'une insurrection générale ou du siège

de Paris par les blindés de Versailles, tantôt on appuyait sur la pédale douce et l'on spéculait sur la finale capitulation des parlementaires. De Gaulle, perspicace, pariait sur la soumission mais se tenait prêt à toute éventualité. Le respect apparent de la légalité avait pour lui l'immense avantage de le placer devant l'Histoire comme le restaurateur d'une République digne de ce nom. Le putsch auquel il n'eût pas répugné, s'il l'avait fallu, aurait dérangé ses plans, terni son image. Aussi s'irritait-il de ceux qui, comme moi, parlaient de coup d'État déguisé. J'attentais à la légende en train de se construire. Rien de moins pardonnable.

Vous évoquez son souci de se conformer à la légalité républicaine. Selon vous, était-il un authentique républicain ?

Un républicain pour le moins ambigu, du moins jusqu'au moment où il fut lui-même la République : je viens de vous le dire, il y avait deux de Gaulle et chacun poussait son fer au feu. Mais le vrai de Gaulle avait le sens de l'Histoire et il redoutait d'avoir à revenir aux affaires à la suite d'un coup de force. Il pouvait compter pour cela sur sa supériorité tactique, sur les atouts qu'il tenait de la lâcheté générale, sur sa connaissance des hommes, sur les limites vite atteintes de leur résistance. Le mouvement de ralliement dépassa ses espérances. Les Assemblées et la plupart des partis, cédant à leur nature, n'eurent pas à se forcer. De Gaulle n'eut plus qu'à mettre la légalité dans sa poche.

Le 1er juin 1958, au lendemain de cette rencontre avec de Gaulle, le président Coty vous confie qu'il a failli vous

proposer la présidence du Conseil. On parlait beaucoup de vous à ce poste depuis des mois. Espériez-vous vraiment cette nomination ?

J'ai eu en effet avec René Coty, qui m'avait convié à l'Élysée, un dialogue ubuesque. Il commença par me dire : « J'ai beaucoup songé à vous pour former le gouvernement. Mais on connaît vos positions. Vous auriez appelé les communistes. Et il y aurait eu des incidents à Alger. » J'admirai l'emploi du mot « incidents » et du conditionnel. Nous étions début juin. La révolte d'Alger datait du 13 mai. Les « incidents » étaient derrière nous. Mais réduire cet événement majeur de notre Histoire à des « incidents » soulignait la connivence, peut-être inconsciente, des dirigeants de Paris, et d'abord du président de la République, avec les insurgés. Coty était choqué par les mauvaises manières de généraux appelant le peuple d'Alger à la révolte, mais il n'était choqué qu'en surface. Ce n'étaient que des incidents. On restait entre gens du même monde. Il se sentait plus proche de ces « hommes d'ordre » que de ceux qui s'y opposaient.

Lorsque je lui dis qu'en effet le concours communiste me paraissait indispensable et même salutaire, le scandale se peignit sur son visage. Je ne pense pas qu'il ait vraiment songé à me confier le gouvernement. Par conscience professionnelle, il se bornait à épuiser les hypothèses. La mienne s'était évanouie d'elle-même. En évoquant la présence des communistes, j'avais tiré le trait final.

Espérais-je vraiment cette nomination ? C'eût été, en effet, une noble tâche. Mais je la savais irréalisable.

Je n'aurais réuni qu'un nombre réduit de suffrages à l'Assemblée. Le souffle républicain avait déserté les lieux officiels. Personne n'y croyait, ne le voulait. Chacun s'accommodait d'une issue paisible, apparemment classique, même si beaucoup pressentaient qu'il s'agissait de la fin d'un temps et sans doute du leur. Mais les habiles continuaient de dominer les couloirs, rassuraient en se rassurant, annonçaient, caution suprême, leur présence dans le futur gouvernement : on leur en avait donné la garantie. Et l'on assistait à ce spectacle hautement comique d'hommes qui, en croyant préserver leur carrière, se présentaient comme les sauveurs du régime qu'ils trahissaient. De surcroît, ils allaient partout répétant : « Il [de Gaulle] n'en a pas pour six mois. » Ils s'imaginaient face à une crise ministérielle conforme à celles qu'on réglait à l'amiable depuis dix ans. Bref, ils réduisaient de Gaulle à leur taille, et s'ils craignaient, *in petto*, qu'il n'en fût pas ainsi, le laissaient croire.

Cette nomination, sur quoi a-t-elle buté ? Sur le fait que vous auriez accepté les voix communistes à l'Assemblée ? À cause de Guy Mollet ? Ou bien à cause des activistes d'Alger ?

Vous donnez là trois explications qui se rejoignent. L'acceptation des voix communistes paraissait encore et paraîtra longtemps comme le pire des interdits. Contre mon conseil, Pierre Mendès France avait refusé cet apport à deux reprises. L'une qui le conduisit à l'échec lors de la présentation de son gouvernement en 1953, l'autre qui lui permit en revanche d'obtenir la

confiance en 1954, mais sans véritable majorité, le laissant donc à la merci de la droite et surtout de la droite coloniale, qui ne manqua pas d'en profiter au bout de sept mois de gouvernement. En 1958, le premier soin des prétendants au pouvoir était de se mettre à l'abri de cette imputation. Ma prise de position ne pouvait donc que m'en écarter.

Au cours des années suivantes, j'ai persévéré dans mon choix. Non que je fusse soumis à l'idéologie et aux pratiques du parti communiste. Bien au contraire. Mais j'estimais déjà qu'il n'y avait d'avenir pour la gauche que dans son unité. Ce qui supposait une démarche lente et difficile. Les Français n'étaient pas prêts à se donner à une gauche dominée par les communistes, ce qui fut le cas jusqu'en 1978. Il convenait donc à la fois de restituer à la gauche socialiste sa force d'antan et de préserver les chances de l'unité avec un parti communiste comme toujours dominateur et suspicieux. Guy Mollet ne sortait pas du refus viscéral de cette alliance, dite « contre nature », en dépit du verbiage unitaire ressorti à la veille de chaque élection. Quant aux activistes d'Alger, inutile d'en parler. L'anticommunisme les nourrissait.

Pensiez-vous à ce moment-là que la IVe République pouvait être sauvée ? Ou bien le régime était-il condamné sans appel ?

Les données objectives démontraient que la IVe République ne pouvait être sauvée. Qu'elle ne le souhaitait même pas sinon pour protéger les situations acquises qui, naturellement, furent perdues. J'ai souvent songé

au cours de ces heures fiévreuses au dialogue d'Hugo et de Proudhon se croisant sur le Pont-Neuf, le 3 décembre 1851. Proudhon, prisonnier à Mazas, était en permission de sortie. Il regardait narquoisement l'agitation des parlementaires chassés par Louis-Napoléon. Et à Hugo qui l'exhortait à se joindre à eux il répondit : « Pourquoi ? Ce qui viendra ne sera pas pire que ce qui est. » Ainsi réagissait en 1958 une large partie du peuple et bon nombre de ses élus de gauche. Cependant, je pensais que, pour l'honneur, il fallait dire non et préparer la suite dont il était clair qu'elle serait longue à venir.

Le 1er juin 1958, à la Chambre, vous prononcez un réquisitoire fameux pour dire que vous ne voterez pas l'investiture. Ce texte contient un passage intéressant. Vous dites : « Mais quelqu'un vient me dire : " Dans quelque temps, vous vous rallierez ? " Eh bien oui, mesdames et messieurs, si le général de Gaulle est le fondateur d'une nouvelle forme de démocratie. Si le général de Gaulle est le libérateur du peuple africain, le mainteneur de la présence de la France au-delà des mers, s'il est le restaurateur de l'unité nationale, s'il prête à la France ce qu'il lui faut aussi de continuité et d'autorité, je rallierai mais à une condition... » Le tapage de vos adversaires a empêché qu'on sache qu'elle était cette condition. Aujourd'hui, peut-être pouvez-vous la préciser ?

Celui qui m'a lancé ce défi était, je crois, Emmanuel d'Astier de La Vigerie. Il y avait dans son « vous vous rallierez » un ton que je n'ai pas supporté. Comme si cela signifiait « vous trahirez vous aussi ». Permettez-

moi de vous rappeler que j'avais commencé mon discours par ces mots : « En 1940 vous aviez deux compagnons, l'honneur et la patrie. Aujourd'hui ces compagnons s'appellent le coup de force et la sédition », exorde qui laissait peu de place à une approbation future. Mais il est vrai que mon éducation me renvoyait trop facilement à la notion de péché mortel et c'était comme un péché mortel, donc impardonnable, irréductible, contre la démocratie que je dénonçais dans l'acte du 13 mai. Me trompais-je ? De Gaulle avait une telle envergure que j'ai eu tort et raison à la fois.

Face à de Gaulle, vous avez été tout de suite un opposant frontal. Vous ne lui avez donné aucune chance alors que les socialistes, eux, avec Mollet, l'avaient rallié...

Mollet avait rendu les armes après avoir invoqué les grands ancêtres et annoncé son sacrifice, à la Baudin ou à la Delescluze, sur d'imaginaires barricades. De Gaulle ne s'y était pas trompé et avait répondu à ces forfanteries de la plus aimable façon. Résultat, Mollet s'était retrouvé au gouvernement. Je me souviens d'une circonstance plaisante : à peine nommé ministre d'État, il convoqua dans son nouveau palais officiel le dernier quarteron d'opposants dont j'étais, et recommanda sans l'ombre d'une ironie : « Soyez plus vigilants que jamais. » J'en ris encore. Je préférai mettre un terme à la comédie à laquelle on m'invitait et cessai de fréquenter le royaume du double jeu. En revanche, plus sérieuse, plus intéressante que ces intrigues, je me passionnais pour la dialectique de Gaulle-classe dirigeante.

L'envie de revenir au pouvoir à tout prix faisait du de Gaulle de 1958 l'antithèse du de Gaulle de 1940. La bourgeoisie de 1940, qui avait choisi de rallier Pétain et sa révolution nationale, considérait de Gaulle comme un soldat déloyal, perdu d'ambition, un traître à sa classe. En 1944, à peine remise de ses peurs et de Gaulle vainqueur, elle le toléra. Mais le considéra toujours comme hérétique : l'entrée des communistes au gouvernement l'épouvanta. Il jouait avec le feu. Il déroutait les bien-pensants. La bourgeoisie n'a jamais hésité quand son intérêt ou ce qu'elle croyait être son intérêt était en cause, je vous le répète. Dès 1946, elle estima qu'il était plus sûr de s'appuyer sur les partis traditionnels de droite et du centre pour préserver ses positions. Elle escomptait la réussite de la IV^e^ République et de sa Constitution, bijou d'incohérence qui l'habillait à merveille. Elle n'avait donc plus besoin de lui.

Mais la IV^e^ République s'englua vite dans le désordre institutionnel et les guerres coloniales, perdant tout crédit et tout prestige. Entre de Gaulle et la classe dirigeante, le champ de la réconciliation commença de s'ouvrir. Mais sur un compromis qui interdit à de Gaulle toute incursion sérieuse dans les domaines à risque. Mais c'était de Gaulle. Grâce à ce compromis, au prix d'une alliance coûteuse et fragile, il resta onze ans au pouvoir. Il imposa, il renonça. Il imposa ses vues constitutionnelles et stratégiques, ce qui n'était pas mince, je l'admets. Il renonça à la recomposition sociale. Et ce n'était pas négligeable non plus. Il n'ignorait pas que la bourgeoisie ne l'avait pas adopté et qu'elle se servait de lui faute de mieux. Elle le rejeta

dès que l'occasion lui en fut fournie – ou plutôt dès qu'il lui en fournit l'occasion, par lassitude. Ainsi fut-il battu lors du référendum d'avril 1969. La bourgeoisie se sentit alors libérée : le départ de De Gaulle n'ouvrirait pas une crise de régime. Georges Pompidou était là, qui se tenait en embuscade, prêt à assumer l'héritage et à diriger la France. Soulagée, la bourgeoisie congédia purement et simplement le vieux rebelle.

LE TEMPS DE L'OPPOSITION

GEORGES-MARC BENAMOU – *Après le retour de De Gaulle, vous êtes un homme de la IV^e^ République, une sorte de pestiféré... Cette solitude vous était-elle pénible ?*

FRANÇOIS MITTERRAND – Une certaine habitude... et peut-être un plaisir secret en compensaient les désagréments. C'était d'autant plus étonnant que j'avais été très critique à l'égard de la IV^e^ République, de sa politique coloniale, de ses institutions, pâle copie de la III^e^ République dont elle avait surtout adopté les défauts. J'avais perçu les failles, les contradictions de ce système dès l'origine et j'avais voté contre la constitution de 1946. Dans les milieux officiels du régime défunt, ceux qui avaient été écartés du pouvoir pour une raison ou pour une autre nourrissaient à mon égard une forte animosité...

C'est vrai, j'étais bien seul en ce temps-là. Mais c'était beaucoup plus supportable que vous ne le supposez. Beaucoup plus que si j'avais été mêlé à la foule des nouveaux courtisans. Contre de Gaulle, on

comptait peu de monde à l'époque : les communistes, les gens de la petite gauche, quelques socialistes minoritaires, Mendès France et moi. Il n'existait, pour ainsi dire, pas de presse de gauche : les grands quotidiens étaient ralliés. Il n'y avait pas de radio et de télévision libres, c'était partout « la voix de la France » que l'on entendait. Tout était verrouillé. Et cela a duré ainsi jusqu'à l'élection présidentielle de 1965 qui, de ce point de vue, a été libératrice.

Depuis mon discours du 1er juin 1958 à l'Assemblée nationale où j'avais refusé les pleins pouvoirs à de Gaulle, j'étais devenu pour le nouveau régime (dont on oublie à quel point il fut dur et arbitraire en ses débuts) un homme à abattre. Et c'est ainsi que je suis resté, moi que l'on dénonçait comme le partenaire obligé de tout gouvernement, l'opportuniste type, vingt-quatre ans dans l'opposition. Mais ce fut de ma propre volonté. Vingt-quatre ans pendant lesquels je n'ai fréquenté ni de près ni de loin le pouvoir ; vingt-quatre ans pendant lesquels je ne me suis jamais rendu dans les lieux officiels, je n'ai pas reçu de ministres, je ne me suis pas commis avec le régime que je combattais. Cela avait des avantages : j'étais de la sorte dispensé de quelques cérémonies ennuyeuses. Cela avait aussi des inconvénients : absence ou réduction de crédits pour la Nièvre, surveillance policière ; pas d'accès à la radio et à la télévision. Il ne faisait pas bon combattre de Gaulle en ce temps-là !

L'horizon politique était bouché, vous étiez seul. N'avez-vous pas douté... ?

Je savais d'instinct que rien ne se ferait sans l'aide du temps. Je n'ai pas douté parce que je n'attendais rien de personne. Ce qui se passait était dans la nature des choses. Je comptais sur moi-même et sur un petit groupe d'amis fidèles. Je me sentais porteur d'une patience sans limite. Je n'espérais pas la récompense de cet effort pour moi-même. L'élection de 1981 a démenti ce pressentiment. Mais j'étais prêt à tenir sur mes positions jusqu'au bout, certain d'avoir raison, c'est-à-dire certain de la victoire de la gauche. On me croira si l'on veut, mais je pensais que la victoire ne surviendrait qu'après moi. Quand j'ai quitté le pouvoir ou plutôt ses apparences, c'est-à-dire le gouvernement, j'avais quarante et un ans. J'ai été élu président de la République à soixante-quatre ans. Ce n'est pas l'âge où l'on commence à rêver.

Tous les pouvoirs étaient entre les mains des gaullistes et on pensait que ce serait pour longtemps. Dès lors, il fallait être patient, s'expliquer, parler, écrire... Mais dans le fond, j'étais assez sûr de moi. Je savais que mon opposition déboucherait, si elle savait se renouveler, moderniser ses idées, former ses équipes, si elle se rendait capable d'organiser une force militante dans le pays.

À partir de 1958, étiez-vous rivaux, Mendès France et vous ?

Il était mon aîné et je le respectais. Sa vie, ses choix le désignaient pour le premier rôle. Son courage intellectuel et moral faisait de lui une figure considérable de notre vie nationale, l'une des seules, je l'ai dit, à pou-

voir s'opposer à de Gaulle en 1958, à pouvoir rivaliser avec lui en 1965 – ce qu'il n'a pas cru bon de faire. Il pouvait légitimement affronter de Gaulle. Il était son véritable rival. Mais, à ce moment, il s'est muré dans le refus. Il était viscéralement hostile à la Constitution de 1958 et à l'élection du président de la République au suffrage universel – qui lui rappelait le fâcheux précédent de 1848. Il s'est obstiné dans la condamnation sans appel du régime, voyant, en légiste qu'il était, le mal dans les institutions alors que le problème était dans leur pratique.

Contre de Gaulle, nous n'étions alors pas nombreux : lui, moi, quelques autres. Nous étions seuls mais nous étions ensemble. Ce n'est qu'ensuite, à l'intérieur de la stratégie d'opposition à de Gaulle, que nous avons eu ce désaccord : l'opportunité de l'Union de la gauche. Lui et moi avons choisi des chemins différents. Mais, malgré les péripéties de nos vies politiques, nous n'avons eu de cesse de conserver de bons rapports personnels.

Vous semblez dire que Mendès France n'a pas compris le tournant majeur que constituait 1958...

Non. Je ne dis pas cela. Mais il ne croyait pas à la force irrésistible d'un mouvement populaire qui n'aurait exclu personne de ses rangs, qui aurait admis le concours, la présence du parti communiste.

Quand avez-vous pris conscience de la nécessité de l'alliance avec les communistes et opté pour l'Union de la gauche ?

En 1958. Au moment du gouvernement Mendès France, quatre ans plus tôt, si je déplorais l'exclusion – à laquelle ils se prêtaient commodément – des communistes, je n'allais pas jusqu'à imaginer une alliance. Il n'existait pas de relations avec eux, pas de collusion hors quelques officines clandestines où se rencontraient d'obscurs messagers délégués par les états-majors afin d'explorer les voies du futur pour mieux les refermer. Quatre ans plus tard, face à de Gaulle, et surtout face à la toute-puissance revenue des forces conservatrices, j'ai estimé cette union nécessaire, indispensable. La division de la gauche en trois ou quatre partis, celle des syndicats, des milieux intellectuels, et dans ce désordre la domination communiste, rendaient impossible toute victoire politique. Je ne voyais pas de fin à cette situation, à moins d'un choc difficile à concevoir. La seule attitude possible résidait donc dans une démarche humble, quotidienne, pédagogique.

J'ai d'abord réalisé l'Union de la gauche dans la Nièvre, au second tour des élections législatives de novembre 1958. Sur le terrain, cela n'a pas été sans mal. Les communistes et moi nous étions violemment affrontés lors des précédents scrutins. J'avais appris durant ces années à les connaître. Je les avais fréquentés dans la Résistance. Je les avais pratiqués... Je ne les laissais pas faire. Je ne me laissais pas faire. C'était, collectivement, un monde à part, en circuit clos, malgré les relations personnelles, souvent cordiales, qui s'établissaient entre nous. Dans la Nièvre, nous parvînmes cependant à un accord pour ces législatives. Le candidat communiste se désista en ma faveur, au second tour, alors que le candidat de la SFIO, lui, se

maintint. J'ai donc fait campagne commune avec les premiers. C'était une initiative personnelle, locale, qui s'est soldée par un échec puisque j'ai perdu mon siège de député.

Cela ne m'a pas découragé ni fait perdre foi dans la nécessaire Union de la gauche. J'étais convaincu que c'était la seule stratégie possible si la gauche voulait un jour conquérir le pouvoir. Aussi, en mars 1959, lors des élections municipales de Château-Chinon, j'ai de nouveau constitué une liste où figuraient des communistes. Cette fois, nous l'avons emporté. J'ai noué à cette occasion des relations directes avec les principaux dirigeants communistes. Mais la politique d'Union de la gauche n'a pris sa véritable dimension qu'en 1964, lorsque s'est préparée l'élection présidentielle.

Quel est alors l'état d'esprit de la gauche ? Votre sensibilité était-elle majoritaire ?

Certainement pas dans les appareils des partis. Les clubs mendésistes ou rocardiens lui étaient violemment hostiles. La SFIO aussi. La fameuse vieille querelle entre socialistes et communistes se poursuivait, traînant avec elle son cortège de rancunes inlassablement ressassées. À l'étranger, la même tendance l'emportait dans la plupart des partis sociaux-démocrates. Lors des congrès de l'Internationale socialiste, on m'observait avec curiosité et défiance.

Cette stratégie d'Union de la gauche était en rupture totale avec celle de Pierre Mendès France, dont vous aviez été le ministre en 1954. Comment a-t-il réagi ?

Rupture totale, ce sont de bien grands mots. J'ai rappelé il y a un instant qu'en 1954, alors qu'il était un président du Conseil en difficulté, il avait refusé, malgré mon avis, de comptabiliser en sa faveur le vote des députés communistes. Je n'en avais pas moins accepté d'être son ministre de l'Intérieur, et nos rapports n'avaient en rien été altérés.

Son geste, qui avait du panache, était politiquement stérile. Résultat, il a été renversé au terme de sept mois de gouvernement, sept mois qui ont valeur de mythe mais qui n'ont pas permis à Mendès France d'épanouir ses immenses qualités. En dépit de nos très nombreuses conversations sur ce sujet, je n'ai pu le convaincre.

Cette discussion prit un tour plus aigu en 1965 lorsque après le retrait de Gaston Defferre j'avançai ma candidature. Je lui proposai d'abord (je n'étais pas le seul à insister dans ce sens) d'être candidat lui-même. Il refusa. Deux arguments prévalaient dans son esprit : toute élection de ce type était de nature plébiscitaire et il ne voulait pas y prêter son concours. D'autant plus qu'il n'accordait aucune chance au candidat de gauche d'atteindre un nombre conséquent de suffrages. Marqué d'autre part par l'expérience de Léon Blum, il redoutait de susciter par sa présence dans la compétition le réveil de l'antisémitisme. L'alliance avec les communistes n'avait pas encore été posée. Elle ne se poserait pas avec lui. La gauche se retrouvait sans candidat. Je décidai de m'engager.

Après Mendès France, je consultai Daniel Mayer, Gaston Defferre, Maurice Faure et Guy Mollet. Mendès France m'accueillit comme il savait le faire.

Généreux, rigoureux. Il m'interrogea sur mes intentions à l'égard des communistes. Je lui répondis que leur présence active dans le combat s'imposait, qu'ils n'étaient pas en mesure de dicter leurs conditions, que Waldeck-Rochet était animé par des dispositions conciliantes. Certains faits le démontraient, un indiscutable effort de clarification et de modernisation était tenté depuis son accession au secrétariat général. Je connaissais Waldeck-Rochet. J'appréciais son caractère, sa lente façon de raisonner et de parler avec un fort accent bourguignon qui, dans la Nièvre, m'était familier. J'avais noué avec lui de bonnes relations. Il m'avait raconté son adhésion au parti communiste, guidé par les enseignements de son père, républicain de la vieille école (d'où le prénom donné à son fils, Waldeck) mais gagné par les écrits des grands théoriciens du socialisme-marxisme qu'il lisait, juché sur les charrettes de primeurs qu'il allait vendre au marché de Chalon-sur-Saône. Il avait souffert du coup de Prague et, pour avoir cru aux promesses de Moscou, se sentait une responsabilité personnelle dans la mise à l'écart de Dubcek. Il en gardait une certaine rancœur. Je pense qu'il a été le premier responsable véritablement, sincèrement acquis à la déstalinisation. Mais il ne voyait pas arriver sans angoisse l'échéance présidentielle, craignant à la fois un résultat trop décevant pour son parti et l'occasion manquée de relancer une dynamique unitaire. Nous nous en sommes entretenus à deux ou trois reprises, chez Roland Dumas, dans l'île Saint-Louis, en présence de l'avocat Jules Borker, que nous savions favorable à notre démarche. Waldeck-Rochet ne cacha

pas sa préférence pour une candidature unique de la gauche et que ce fût la mienne.

Fort de son adhésion, je tentai de gagner Mendès France à cette thèse, relayé par Roland Dumas et par Claude Estier, l'un et l'autre dans la confidence. Rien n'y fit. Mendès France resta sur ses réserves, supposant que nous serions des jouets dans les mains de plus puissants que nous, qu'il y avait une telle différence de nature entre le communisme marqué par le léninisme et le stalinisme et le socialisme démocratique, que c'était fourvoyer la gauche que de l'embarquer dans l'aventure. Disant cela, Mendès France exprimait une conviction profonde, mais on sentait en lui quelque chose de blessé. Il n'était pas encore dégagé des souvenirs de 1954 et réagissait en homme de sa génération, marqué par les attaques injurieuses de Thorez à l'époque du Front populaire. Peut-être attribuait-il aussi à mon ambition, celle de conduire le combat de la gauche face à de Gaulle, ce qui correspondait assez bien à l'idée que l'on répandait sur moi et qui pouvait rendre suspecte ma démarche. Devant ma résolution, il me souhaita bonne chance, mais ne put me promettre de coopérer au-delà de ce que lui dicterait sa conscience : lutter pour la gauche, mais sans contribuer à la confusion qui naîtrait de la présence communiste.

Je n'en persistai pas moins. Le différend entre nous sur ce point capital ne s'atténua pas. Il s'accentua même lors du programme commun, que Mendès condamna économiquement et politiquement. Au fond, il n'a jamais cru que, dans cette épreuve de force que représentait l'union de la gauche, le communisme pût baisser les bras au bénéfice du groupe mineur que

j'animais. Il mésestimait la dynamique, selon moi irrésistible, du mouvement populaire et s'enfermait dans le schéma traditionnel des luttes politiques où l'on constatait la supériorité du nombre et de la discipline communiste face à un certain déclin socialiste amorcé en 1936 et que les alliances du type « troisième force », pratiquées depuis 1945, ne faisaient qu'accélérer.

J'étais certain, en revanche, qu'il était possible de renverser la charge de la preuve, que le parti communiste n'avait qu'entamé sa reconversion, qu'il restait marqué au fer rouge du stalinisme, qu'il n'avait aucune chance de l'emporter en France. Dominée par lui, la gauche en était stérilisée et l'espoir populaire l'avait désertée. C'est bien ce que Waldeck-Rochet avait senti et compris. Mais il partait de trop loin, se heurtait à de multiples oppositions internes et n'avait plus le temps de changer le sens du courant avant l'épreuve présidentielle. C'était là notre chance. Apporter à la gauche le souffle qui lui manquait, la sortir du sempiternel débat, voué d'avance à l'échec, entre les vieux appareils communiste et socialiste rompus à ce genre d'exercice dont ils pratiquaient immuablement les artifices pour le seul bénéfice d'une photo trompeuse, qui réveillait les souvenirs (rares et brefs) d'allégresse unitaire, mais qui leur suffisait. Il fallait être sourd pour ne pas entendre le mouvement d'une Histoire qui se mettait en marche.

J'en éprouvais l'urgence d'autant plus que le manifeste de Champigny, auquel Aragon avait mis la main, son style, ses idées, démontrait qu'avait commencé chez les communistes la course de vitesse. La gauche attendait un nouveau langage. Elle irait vers

qui lui parlerait. J'en avais l'ambition, je me sentais le moyen d'y parvenir et de restituer au socialisme son identité et, je l'espérais, son unité en dépassant la cassure provoquée par la victoire du léninisme et en faisant basculer de nouveau le cours du socialisme vers sa destination naturelle : le primat de la liberté fondé sur de nouveaux rapports économiques et sociaux. Mais tout cela devait passer par l'alliance initiale avec un parti communiste fort, fermé, adossé à l'un des deux empires du monde et décidé à défendre ses positions avec acharnement.

Le pari semblait fou. Ça n'en était pas un si l'on portait l'analyse plus loin que le prisme politique apparent. On m'a toujours prêté des considérations tactiques que l'on comparait avec un rien de commisération à la démarche des idéologies. Je reconnais que je ne puis me détacher de ce que je crois être la méthode la plus sûre pour atteindre l'objectif désiré. Mais l'objectif, lui, demeurait fixe. Dans le grand mouvement des idées qui a porté le socialisme dès l'origine, qui l'a divisé, morcelé, déchiré, quelques thèmes premiers, fondamentaux, survivent, qui ont toujours exprimé l'espérance et mobilisé la volonté des classes exploitées. Cette expérience et ces volontés avaient été confisquées par le marxisme-léninisme, lui-même défiguré par la dictature stalinienne. N'était-ce pas la faute aussi des sociaux-démocrates qui s'étaient détournés de leur mission ? Et était-il sûr que la partie était perdue pour eux dès lors qu'ils retrouveraient les chemins de la confiance populaire ?

Ce dialogue avec Mendès France se répétant sans fin, mieux valait agir chacun selon son intuition. Ce

que nous fîmes. Mais sans jamais rompre ce lien rugueux et bienfaisant que comportait toute conversation avec cet esprit réfléchi, pointilleux à l'extrême, toujours honnête avec lui-même. D'autant plus que notre divergence sur l'approche de la présidentielle n'affectait qu'un domaine particulier de nos relations. Je m'étais attaché à lui quelques années plus tôt à cause de cette formidable rigueur intellectuelle et morale qui, s'ajoutant à sa carrure politique, en faisait, avec de Gaulle, un personnage d'Histoire sans équivalent à l'époque. Nous partagions les mêmes analyses sur l'évolution du fait colonial, sur la manière de le traiter, en heurtant par nécessité la société française, mais en mesurant la modicité de nos moyens face au conformisme dominant.

Je n'avais connu avec lui jusqu'alors qu'une seule divergence de fond – encore s'agissait-il d'une supposition de ma part, car elle n'avait jamais été précisée entre nous : la construction européenne. Je l'avais toujours senti méfiant à son égard. Les Européens patentés le tenaient en suspicion. Quand il partit pour Bruxelles, le 19 août 1954, pour débattre du projet de traité sur la communauté européenne de défense, le gouvernement était partagé. Certains de ses membres, pour la plupart gaullistes, s'y opposaient passionnément. D'autres, engagés de la première heure derrière Monnet et Schuman, exigeaient l'adhésion de la France, chacun menaçant de démissionner s'il n'était pas entendu. Ma position était plus nuancée. Refuser la CED, c'était prendre le risque de jeter à bas l'édifice déjà si fragile de l'Europe naissante. L'accepter relevait d'un contresens. Construire l'Europe des généraux

avant qu'un embryon sérieux d'autorité politique n'existât, surtout en cette période de guerre froide, laissait un champ trop libre aux états-majors qui eussent été à même de déterminer le sort de l'Europe et des pays qui la composent au travers de nécessités militaires dont ils eussent été les seuls juges. Et comme parler des états-majors au pluriel n'était au surplus qu'une fiction, cette communauté de défense n'eût été qu'un instrument supplémentaire à la disposition du Pentagone. C'est-à-dire des Américains. Je n'oubliais pas qu'à la demande de Bidault Foster Dulles avait été jusqu'à imaginer l'emploi de la bombe atomique au Viêtnam. Je ne concevais pas l'Europe à ce point colonisée et je craignais que ne fussent détruits et le corps et l'âme de ce qui m'apparaissait comme la grande ambition des hommes de mon temps. Je ne pouvais cependant pas rallier le camp des adversaires de l'Europe, et j'avoue que je fus soulagé par la décision de Mendès France de faire s'abstenir le gouvernement dans ce débat. Mais je n'étais pas mieux informé pour autant sur sa véritable pensée. La quasi-totalité de ses conseillers directs ne cachaient pas leur hostilité catégorique à l'adhésion et, dans l'incertitude où ils se trouvaient, comme moi, des intentions du président du Conseil, affichaient à son départ pour la Belgique un air de catastrophe.

La soirée que nous passâmes ensemble ce jour-là avait tout d'une soirée funèbre. Cela avait valeur d'indication qui se vérifia. Mendès France rencontra à Bruxelles un climat glacial. L'animosité qui l'entourait à Paris dans les milieux conservateurs et démocrates-chrétiens avait gagné Bruxelles. Paul-Henri Spaak le

reçut grossièrement. Mendès France n'était pas homme à le supporter. La négociation échoua. Au retour à Paris, la petite équipe qui l'avait accompagné respirait le bonheur. Je ne pouvais partager cette allégresse mais ne déplorais pas un échec qui préservait l'avenir. Le gouvernement s'abstint donc. La CED fut repoussée par l'Assemblée nationale et commença une autre histoire que je ne raconterai pas ici, sinon pour observer que la politique européenne de Mendès France reste pour moi du domaine de l'inexpliqué, bien que la première esquisse d'une entente franco-allemande eût commencé lors des entrevues entre Mendès France et Adenauer. J'ai assisté à la première d'entre elles, à Paris. Je lui dois bien cette justice, car, je ne sais pourquoi, c'est à de Gaulle qu'est généralement attribué ce mérite. J'ajoute que dans les polémiques qui avaient essayé de m'atteindre, sinon de me détruire, je l'avais toujours trouvé à mes côtés.

Je garde un souvenir fort de son témoignage à l'Assemblée nationale sur l'affaire des fuites dont j'ai longuement parlé précédemment. Je ne crois pas avoir eu l'occasion de lui raconter l'étonnante proposition que m'avait faite Tixier-Vignancourt lors du procès. Nous étions au Palais de Justice. Tixier-Vignancourt, qui était l'avocat de Dides, allait et venait, comme chez lui, jusque dans le bureau du président du tribunal militaire Niveau de Villedary. Pendant une suspension d'audience, le président me pria d'attendre chez lui la reprise de la séance. Nous devisions vaguement quand Tixier entra, nous salua d'un geste aimablement protecteur et s'assit sans façon, à califourchon sur un fauteuil. Jugeant cela sans doute naturel, Niveau de

Villedary ne fit aucune observation. Tixier s'adressa à moi et, de sa voix de basse, me dit : « Monsieur le Garde (j'étais ministre de la Justice), nous n'avons rien contre vous. Mais dites un seul mot sur Mendès, et les nationaux vous porteront en triomphe. » Je m'étonnai du silence complice du président et répondis à l'avocat que j'estimais la conversation terminée. Il s'en alla, l'air goguenard et je m'éclipsai de mon côté. Mendès France et moi, surtout lui, étions considérés comme des hommes dangereux pour ces messieurs qui n'avaient que le mot « national » à la bouche, de préférence en temps de paix, quand il ne présentait aucun risque. Dès sa désignation comme président du Conseil, Mendès France avait été l'objet des pires attaques. Non seulement il fallait qu'il parte, mais déshonoré. On évoquait la trahison dans les dîners en ville. « Six balles suffiront, disait-on, pour ce demi-traître. » Dans ces circonstances, comme dans toute autre, j'ai pu admirer l'étonnant caractère de cet homme d'exception. Sa manière de faire dans la négociation d'Indochine et la pacification tunisienne reste un modèle du genre. Mais que d'injures, que d'injustices !

Je m'interroge encore sur le peu de temps que l'Histoire accorda à cet homme né pour gouverner. Quelques mois avec Blum. Quelques mois avec de Gaulle. Son expérience de 1954 dans les difficiles conditions que l'on sait. Quelques semaines avec Mollet. Puis rien qu'une longue attente finalement déçue. Je me suis posé la question pour moi-même puisqu'en 1981 j'ai eu l'occasion de l'appeler. Je ne l'ai pas fait. Trop de contradictions m'en empêchèrent : son hostilité à la présence de ministres communistes,

au programme commun, à la composition de l'équipe Mauroy. Je l'ai regretté à cause de sa compétence, de la résonance du moindre de ses jugements et de la dette morale que j'avais contractée à son égard. Il était, il est vrai, dans un état d'extrême fatigue et devait mourir peu après. Mais la grandeur et la singularité de son caractère l'empêchaient d'agir au moment voulu. Trop d'objections, de doutes l'assaillaient, comme si l'événement n'était pas pour lui ce qu'il est par nature : un cheval cabré que son cavalier doit soumettre. Mendès France aimait-il l'action ? Il le prouva en Indochine. L'aimait-il assez pour en faire sa ligne de vie ? J'en doute. L'immense éclat que lui conféra sa capacité de réflexion auprès de plusieurs générations dut répondre à ses goûts. Aucun autre responsable politique ne possède auprès des jeunes générations une telle force d'entraînement.

En 1959, vous êtes si isolé que, même dans la gauche antigaulliste, on vous combat. On refuse, dit-on, votre adhésion au PSA...

J'étais marqué du signe indien : j'avais été ministre plus longtemps et plus souvent qu'il n'était de règle. Cela ne se pardonnait pas, surtout au sein du minuscule parti socialiste autonome, qui ne comptait plus ses éclopés. En effet, le PSA me fit grise mine et je n'insistai pas. Je rêvais d'union, ces petits partis de gauche ne rêvaient que de dispute et d'exclusion. Au PSA, ou autour du PSA, gravitaient toutes sortes de gens sans mandat qui avaient été écartés de la SFIO, ou s'en étaient écartés dès 1958 du fait du ralliement de Mollet

à de Gaulle. Pourtant, nous recommencions à nous fréquenter. Nous élaborions des projets, mais cela n'allait pas plus loin... Je ne les ai revus que lorsque le parti socialiste au pouvoir ou en passe de l'obtenir eut quelques places à distribuer.

De Gaulle, à cette époque, avait-il une animosité particulière à votre égard ?

Je ne sais pas. Je n'avais pas de relations avec lui. Lors de l'affaire de l'Observatoire, en 1959, il s'est montré vindicatif.

Cette affaire de l'Observatoire marque un tournant dans votre vie politique. Une véritable campagne est orchestrée contre vous. A-t-elle duré longtemps ?

Jusqu'en 1965. Oui... Durant cinq, six ans, je ne pouvais entrer nulle part sans que fusent des remarques déplaisantes. Je crois même qu'en 1965, lorsque je me suis présenté contre de Gaulle à l'élection présidentielle, l'instruction judiciaire contre moi était encore ouverte ! De Gaulle agissait sur cette affaire de manière presque sadique : dès que le dossier risquait d'être refermé faute de preuves, il demandait à ses magistrats de relancer la procédure. Cela a duré ainsi des années.

Cet acharnement ne s'explique-t-il pas par le fait qu'en tant qu'ancien ministre de l'Intérieur puis garde des Sceaux vous disposiez de preuves sur l'implication du Premier ministre, Michel Debré, dans des complots, parfois sanglants, dirigés contre la IV^e^ République... ?

Tout au long de la IV^e^ République, Debré est resté en première ligne. Il donnait le ton – un ton extrêmement virulent – avec sa feuille, *Le Courrier de la colère*. Tout était bon pour lui. Les officiers d'Algérie condamnés à la suite du putsch des généraux sauraient en dire plus que moi. J'imagine leur stupeur lorsqu'ils ont vu leur ancien inspirateur les jeter en prison.

En 1957, j'étais garde des Sceaux après l'attentat fomenté par le Dr Kovacs et quelques ultras d'Algérie contre le général Salan, attentat qui tua l'aide de camp de celui-ci, le commandant Rodier. La chancellerie avait appris que Michel Debré n'était pas inconnu des organisateurs, arrêtés, de cet acte terroriste. Il en eut vent. Il me demanda audience par l'intermédiaire de son collègue au Conseil d'État, mon directeur de cabinet Pierre Nicolaÿ. Ce fut un moment singulier... Michel Debré, croyant qu'il était sur le point d'être poursuivi, fut à la fois suppliant et éloquent. Je me contentai de lui répondre qu'il n'avait à redouter aucun acte arbitraire et qu'innocent il aurait tous les moyens de le démontrer que lui donnait la loi. Quelques années plus tard, pendant que faisait rage l'affaire de l'Observatoire, je ne peux pas dire que j'aie été étonné d'entendre Michel Debré, alors Premier ministre, mener la charge contre moi. Je lui ai rendu la monnaie de sa pièce et quelques jours après, au Sénat, j'ai raconté par le menu cette scène de 1957. Me sentant délié de toute obligation de courtoisie à son endroit, je l'ai mis en cause dans ces termes : « L'opposant d'hier n'hésitait pas à réclamer les garanties de la loi – et il les obtenait, quoi de plus normal ! L'homme qui arpentait

nerveusement la pièce où nous nous trouvions n'hésitait pas à réclamer la protection du pouvoir lorsqu'il estimait son droit en péril, et le pouvoir le protégeait. Cet homme, c'est le Premier ministre, c'est Michel Debré ! Mesdames et Messieurs, il y a certaines choses qu'on n'a pas le droit de faire : jouer ou laisser jouer avec l'honneur d'un adversaire politique et tenter de disqualifier l'opposition en la mêlant abusivement à des faits criminels. »

En fait, la droite n'a jamais cessé de vous haïr. Très violemment. Pourquoi selon vous ?

La droite défend des intérêts si puissants qu'elle n'hésite pas à éliminer ceux qui se trouvent sur son chemin, ceux qui entravent la marche de ses affaires. C'était le cas sous la IV^e^ République, du temps de la puissance du lobby colonial, puis avec la bourgeoisie ralliée au gaullisme – cette même bourgeoisie qui s'était immédiatement ralliée à Vichy... Et la haine est d'autant plus grande si celui qui gêne vient de chez elle.

D'une certaine manière, elle est moins violente avec ceux qui lui sont originellement opposés. Bien sûr, elle est violemment hostile aux ouvriers leaders du parti communiste, comme Thorez ou Marchais. Bien sûr, elle est d'une violence rare avec les leaders de la gauche modérée, comme Blum ou Mendès ; mais elle n'a pas à leur endroit la haine qu'elle a pu avoir envers moi. Pour cette bourgeoisie de droite, il est presque normal qu'un ouvrier soit communiste,

un employé socialiste, mais quand l'un des siens lui échappe, ça ne se pardonne pas.

Est-ce la même haine de la droite qui s'est abattue sur vous à la fin de votre deuxième septennat, et en particulier après le suicide de Pierre Bérégovoy ?

Quelques journalistes sans principes ont tenté de me faire porter la responsabilité de la mort de ce pauvre Pierre Bérégovoy. Dans ce jeu, les médias, la deuxième gauche et la droite avaient le même intérêt. Il n'était surtout pas question que Bérégovoy puisse passer pour la victime d'une de leurs campagnes. Alors, dans des cas comme celui-ci, ils essaient l'intimidation. Ils font jouer la prétendue solidarité professionnelle. Ils menacent. Ils s'indignent quand on fait référence à d'autres campagnes de presse comme celle qui abattit Salengro. Or c'est la même chose. C'est le même type d'assassinat en direct.

Rien n'a vraiment changé au fond. L'élimination, par l'assassinat, par l'accident, par l'empoisonnement, par l'emprisonnement, n'est pas si différente de certaines campagnes contemporaines. Dans le cas de Salengro ou de Bérégovoy, devant tant d'acharnement, on ne peut parler que d'assassinats. Et quand les victimes ne se suicident pas, on trouve moyen de les éliminer sous d'autres formes : on a inventé l'élimination de l'adversaire, non pas physique mais politique. L'anéantissement par une affaire, par un traquenard organisé, par des fuites, par des campagnes de presse habilement menées. Pierre Bérégovoy n'en pouvait plus, moralement harcelé

qu'il était pour un million de francs prêtés par Patrice Pelat. Songez qu'à l'époque Bérégovoy venait de quitter ses fonctions de ministre des Finances. Il n'avait pas de quoi s'acheter un appartement. Il avait emprunté ce million de la façon la plus régulière et fait enregistrer ce prêt par son notaire. Or il ne pouvait entrer dans une salle, et nous étions en campagne électorale, sans être accueilli par des lazzis et ce refrain : le million, le million. La presse nationale relayait, amplifiait. Chaque mercredi, à l'Assemblée, le débat commençait sur ce sujet. Il en souffrait atrocement. C'était devenu une obsession. Il ne parlait que de cela. Aucune parole amicale ne parvenait à le dérider. Un vendredi soir, Michel Charasse m'a dit : « Je crains que Pierre Bérégovoy ne se tue. » J'ai aussitôt téléphoné à Nevers. Rendez-vous a été pris pour le lundi. Et le samedi soir, Pierre Bérégovoy se logeait une balle dans la tête. Bien sûr, l'impunité n'est plus garantie comme par le passé... Mais c'est toujours de tuer qu'il s'agit, directement ou indirectement. Il s'agit toujours de tuer l'adversaire. C'est une constante de l'Histoire...

Dans Le Coup d'État permanent, *vous parliez de De Gaulle comme d'un « dictateur » – vous compariez le 13 mai 1958 à un pronunciamiento militaire. Maintenez-vous cette analyse aujourd'hui ?*

Je pense toujours que c'était un pronunciamiento militaire mais, au moment de son départ, de Gaulle est tombé du côté de la démocratie et, de ce fait, a corrigé sa propre histoire. Quant à la citation tirée

du *Coup d'État permanent*, elle ne dit pas ce qu'on lui a fait dire, mais j'admets que l'interrogation avait de quoi choquer les adorateurs de profession. J'écris : « Et qui est-il, lui, de Gaulle ? duce, führer, caudillo, conducator, guide ? À quoi bon poser ces questions ? Les spécialistes du Droit constitutionnel eux-mêmes ont perdu pied et ne se livrent que par habitude au petit jeu des définitions. J'appelle le régime gaulliste dictature parce que, tout compte fait, c'est à cela qu'il ressemble le plus, parce que c'est vers un renforcement continu du pouvoir personnel qu'inéluctablement il tend, parce qu'il ne dépend plus de lui de changer de cap *. » J'ai écrit ce livre en 1964 parce que j'avais le sentiment que tout était falsifié, biseauté. On parlait de la République, de pouvoirs constitutionnels ; en fait, de Gaulle avait confisqué tous les pouvoirs – comme jamais depuis Pétain. C'était une République d'apparence. Dans les premières années, de Gaulle a géré cet état de choses très intelligemment.

Pourtant, vous avez fustigé le 13 mai 1958 en le comparant au coup d'État du 2 décembre du futur Napoléon III !

Comparer un coup d'État à un coup d'État n'a rien de surprenant ! Mais les militaires de De Gaulle n'ont pas eu besoin d'aller à Saint-Cloud. Les jeux étaient faits d'avance. Pas besoin non plus d'un

---

* François Mitterrand, *Le Coup d'État permanent*, Paris, Julliard, 1984, p. 84. *(NdE)*

Lucien Bonaparte. Les petits coups de règle de Le Troquer sur son pupitre ont suffi. Si vous aviez vu l'Assemblée nationale ces jours-là ! J'ai déjà raconté l'histoire de ce député du Lot, qui, mélodramatique, me suppliait au moment du vote : « Au moins vous, ne cédez pas », et qui avait déjà dans sa main un bulletin blanc.

Le 2 décembre 1851 et le 13 mai 1958 ne seraient donc pas de même nature, mais ce sont tout de même des soubresauts importants dans l'histoire de la République. Pourquoi la République n'est-elle pas depuis 1789, et surtout depuis qu'elle s'est imposée à tous à la fin du XIXe siècle, un régime indiscutable en France, un long fleuve au cours tranquille ?

Ce n'est pas la République, c'est l'humanité qui est pleine de contradictions et de désirs de pouvoir contrariés. La civilisation est proche de la barbarie. Il suffit de pas grand-chose. Bien sûr, la barbarie n'est jamais une fatalité, on peut évoluer, apprendre, se former, former les gens... Cette République qui a été souvent menacée, le 2 décembre 1851, en 1894 à l'époque de l'affaire Dreyfus, le 6 février 1934, en 1940, en 1958, peut l'être encore. Mais elle peut aussi être fortifiée. Menacée ou fortifiée, les deux affirmations sont vraies. Tout dépendra demain de la sagesse et de la fermeté de ses dirigeants. Il leur faudra être vigilants, car rien n'est jamais acquis. Jamais.

Ce livre, Le Coup d'État permanent, *comment a-t-il été accueilli à l'époque ?*

Par un black-out. Y compris à gauche où l'on n'aimait pas qu'on s'en prenne au gaullisme et où l'on n'aimait pas davantage ma stratégie d'Union de la gauche.

Aujourd'hui, qu'auriez-vous à retirer ou à ajouter à ce livre ?

Il a été écrit il y a plus de trente ans et je ne retirerais pas une ligne à ce livre. Peut-être même faudrait-il ajouter quelques chapitres sur des faits postérieurs. Il faudrait, par exemple, un chapitre sur le pouvoir des juges, sur le nouveau pouvoir judiciaire... Il faudrait aussi parler de ce pouvoir nouveau, de ce pouvoir en soi qu'est devenu l'audiovisuel – et qui n'est pas seulement le pouvoir de l'argent. La dérive antidémocratique pourrait venir de là. Supposez un Président qui aurait le pouvoir politique que lui confèrent les institutions et, en plus, la faveur des médias de masse. Je n'en ai jamais bénéficié. Mais – je peux l'imaginer ! – cela risquerait de donner à ce Président des pouvoirs réels excessifs, sans garanties pour la démocratie.

Vous avez dit : « Les institutions de la V^e^ République ont été dangereuses avant moi, elles le seront après moi. » Par-delà la formule, qu'avez-vous voulu dire ?

Je veux parler d'un certain déséquilibre. Dans les institutions de la V^e^ République, le Parlement est tenu en lisière. Mais le jour où il se fâchera, la ten-

tation sera grande de retourner aux désordres de la IV^e^ République.

En 1971, vous écriviez à propos de De Gaulle : « Il était plus important pour ce qu'il était que pour ce qu'il faisait. » Qu'entendez-vous par là ?

Comme dans tout jugement lapidaire, il contient une part d'injustice. De Gaulle était grand aussi par ses actes.

Sur beaucoup de plans, il a été conservateur, très conservateur. La fameuse participation, par exemple, n'a été qu'un leurre ! Sur le plan des libertés, la V^e^ République gaulliste s'est caractérisée par l'arbitraire : saisies de journaux, affaires de censure, pressions policières. Sur le plan international, de Gaulle n'a pas saisi, à mes yeux, l'évolution du monde contemporain et l'intérêt de la France. Il était hostile à l'Europe malgré tout ce que l'on a dit par la suite pour le réinsérer dans son temps.

De Gaulle était antieuropéen, ou, plus précisément, antifédéraliste ?

N'oublions jamais qu'il a cassé l'élan européen avec le compromis du Luxembourg et la primauté de ce que l'on appela les intérêts nationaux tels que les définissaient les pays inquiets pour leurs pommes de terre ou pour leurs céréales. Il était en tout cas hostile à la conception qui était la nôtre de l'Europe unie, fédéraliste ou non. Le fameux plan Fouchet restitue aux nations leur rôle traditionnel. Les expériences nouvelles du XIX^e^ siècle n'avaient servi à rien.

Cela dit, j'admets qu'un certain sectarisme proeuropéen faisait exagérément fi de l'Histoire et que la condamnation des nations avait quelque chose d'irréel, de léger, de systématique.

Proeuropéen ou antieuropéen, on retrouve là, encore, la trace de la vieille opposition entre Résistance intérieure et Résistance extérieure. Car l'idée européenne était très présente dans l'esprit des résistants de l'intérieur : elle a conduit beaucoup de gens – en particulier les démocrates-chrétiens – à réfléchir, à rêver. Quoi qu'il en soit, de Gaulle, de ce point de vue-là aussi, ressemblait à ce que, moi, j'imaginais d'un homme du XIX^e siècle.

Alors, que garderiez-vous du gaullisme ?

Ce que la nature des choses et le verdict de l'Histoire me conduisent à garder comme des acquis précieux pour la France. Son rôle pendant la guerre, cette idée que rien n'est jamais perdu, le 18 juin et la suite appartiennent à l'Histoire... Sa prescience diplomatique, militaire et nucléaire... Les institutions de la V^e République – qu'on les approuve ou pas –, et donc la fondation d'un nouveau régime. Ce sont là des actes majeurs.

On met au crédit du gaullisme la décolonisation, alors que, excepté pour l'Algérie, elle a été préparée et mise en œuvre par la IV^e République. Pourquoi, selon vous, cette négligence de l'Histoire ?

Parce que la IV^e République n'a rien su conclure et laisse le soin à de Gaulle de le faire à sa place.

Pensez-vous que le mouvement gaulliste puisse avoir une pérennité aujourd'hui ?

C'est une fiction. C'est une tradition plus verbale que réelle... Il y a longtemps que le message gaulliste n'existe plus. Depuis que Georges Pompidou a été élu président de la République en 1969.

Que vous inspire cette formule d'Alain Duhamel : « De Gaulle, c'est la France, et Mitterrand, c'est la République » ?

Ce n'est qu'une formule. De Gaulle, en 1940, s'est identifié à l'histoire de France. Je serais très honoré qu'on puisse en dire autant de moi pour la République.

Votre allergie au gaullisme ne repose-t-elle pas aussi sur son appropriation jalouse de la France ? En fait, vous avez toujours combattu ceux qui se faisaient appeler – abusivement – les « nationaux ». Il y aussi ce côté bonapartiste, « ni droite ni gauche », du gaullisme...

Le gaullisme, c'est clairement la droite, pimentée d'un peu d'accent populaire. Bonapartiste ? Je dirais plutôt populiste. Le peuple se reconnaît toujours dans les grandes heures de son histoire.

On vous reproche d'avoir oublié, en gouvernant, les critiques que vous formuliez autrefois contre la Constitution de 1958 dans Le Coup d'État permanent...

C'est le type même du mauvais procès. Lorsque j'entends certains comparer ma présidence à celle de De Gaulle, j'ai envie de leur conseiller la lecture de cet ouvrage et des faits qui y sont dénoncés. Ce n'est pas moi qui ai envoyé en prison des opposants, des mécontents ou des directeurs de journaux parce qu'ils avaient écrit ou laissé écrire des choses qui me déplaisaient ! Ce n'est pas moi qui ai multiplié les tribunaux d'exception, les juridictions spéciales et autres cours de sûreté ! Ce n'est pas moi qui ai abusé des institutions, de la Constitution dans son interprétation ! Sur tous points, ma pratique des institutions a été très différente de la sienne.

Les institutions gaullistes ne m'ont pas beaucoup gêné. Contrairement à Pierre Mendès France, j'étais persuadé que le vrai problème était celui de leur application, car elles avaient le mérite d'être souples. Les institutions, je les ai déverrouillées. J'en ai changé la coutume – beaucoup plus que ne le disent les constitutionnalistes, ou que ne le pensent les hommes politiques. Il existe en France une sorte de mythologie des institutions qui oblitère le jugement porté sur elles : en réalité, ce qu'on appelle le droit coutumier, comme le font les Anglo-Saxons, est beaucoup plus fort qu'on ne l'imagine, même en pays latin. Mais si j'ai modifié la pratique des institutions, je n'ai pas pu en modifier la lettre, faute d'une majorité parlementaire qualifiée, à cause de l'énorme majorité conservatrice du Sénat.

Le Sénat, ennemi historique de De Gaulle, se serait-il vraiment opposé à une refonte des institutions de la Ve République ?

Je l'ai essayé, sans succès. Le personnel politique n'était pas embarrassé par les scrupules juridiques. La constitution de De Gaulle ne plaisait pas. Mes projets de réforme non plus.

En 1965, vous vous présentez à l'élection présidentielle en passant une alliance – contre la volonté de Mendès France – avec les communistes et vous mettez de Gaulle en ballottage. Comment devenez-vous candidat unique de la gauche alors que d'autres personnalités sont sur les rangs ?

En 1965, personne à gauche ne voulait y aller, et surtout pas Mendès – pourtant le plus légitime. On ne croyait pas à ma candidature. Je n'y songeais moi-même qu'à moitié. Les sondages, s'il y en avait eu, eussent été pessimistes. Personne ne se faisait d'illusions sur la présence de la gauche au second tour, c'est-à-dire sur la mise en ballottage de De Gaulle.

J'ai eu le temps de réfléchir pendant les vacances d'été, dans la tranquillité des Landes. Début septembre 1965, j'ai pris ma décision. J'ai alors commencé une succession de visites à quelques personnalités incontournables, les unes pour la courtoisie que je leur devais, les autres par amitié, les dernières par nécessité.

Je vous ai raconté comment, le 2 août, j'étais allé voir Pierre Mendès France et comment ce dernier m'avait assuré qu'en aucun cas il ne ferait acte de candidature.

Le 8 septembre, tôt dans la matinée, je me suis rendu au domicile de Gaston Defferre – dont Jean-Jacques Servan-Schreiber avait fait le mystérieux « Monsieur X ». Il avait dû retirer sa candidature en raison de l'opposition de la démocratie chrétienne au seul énoncé du mot « socialisme » dans la résolution de politique générale qui avait été préparée au sein d'un petit comité d'une dizaine de personnes dont Lecanuet, Abelin, Fontanet. Guy Mollet n'attendait que cette nouvelle pour retirer son soutien, ce qu'il fit. Gaston Defferre m'a annoncé qu'il m'aiderait à condition que je ne passe pas d'alliance avec les communistes. Ce à quoi je lui ai répondu : « Je ne peux prendre un tel engagement, car je cherche à réunir toutes les forces de gauche, politiques et syndicales. » Defferre a réfléchi quelques instants avant de conclure qu'il s'efforcerait de rester à mes côtés.

Je n'ignorais pas que le PSU commençait à s'inquiéter de ma candidature et qu'il insistait auprès de Daniel Mayer pour qu'il se présentât. Mais outre que ce dernier ne s'illusionnait pas sur le comportement de Mollet dont l'opposition ancienne et vigilante suffisait à annuler ses chances, il n'avait pas un vrai désir de tenter l'aventure. Il me reçut très cordialement, précisa que sa candidature était tout à fait improbable (« si vous êtes candidat sachez que je ne désire pas l'être ») et m'assura de son concours pour une candidature unique de la gauche. Je le connais depuis la fin de la guerre. Je ne l'ai jamais vu manquer à la rectitude d'un caractère fort et droit. Je n'avais pas lieu de douter de sa parole. Nous nous quittâmes en confiance. Le lendemain 9 septembre je

revis Maurice Faure, comme toujours fidèle et bienveillant. Il ne se laissait pas prendre aux sirènes de la SFIO qui ne chantaient plus que pour lui et m'annonça avec un vrai rire dans l'œil qu'il partait le matin même pour quinze jours en Grèce. « Je ne veux pas me présenter, ajouta-t-il. J'ai ici mon billet pour Athènes. Je pars pour quinze jours de vacances. C'est vous dire mes dispositions ! »

Il ne me restait plus qu'à affronter Guy Mollet...

J'ai quitté Maurice Faure pour me rendre, le même jour, cité Malesherbes où m'attendait le leader de la SFIO. Il était installé dans son bureau sous les portraits de sa mère et de Léon Blum ; j'ai attaqué sans hésiter : « Voilà, puisqu'il n'y a pas de candidat, eh bien... j'ai décidé de l'être ! » Guy Mollet m'a regardé, littéralement estomaqué : « Bon. Très bien... Après tout, cela peut s'examiner, mais il faut que vous me laissiez le temps de réunir les instances dirigeantes du parti. » Je lui ai rétorqué : « Je pense que cela sera difficile, car j'ai l'intention de me déclarer rapidement. » Il a paru encore plus surpris et m'a demandé : « Ah bon ? Mais quand ? » « Cet après-midi même. » Ce qui m'a valu cette mise en garde : « Mais c'est une folie, vous ne devriez pas prendre un risque pareil ! L'accord avec les communistes est loin d'être fait. Et vous connaissez les réserves de la SFIO à tout accord avec eux. »

Je l'ai quitté là-dessus pour aller déjeuner dans un restaurant de Montparnasse, La Palette, que fréquentait à l'époque Jean-Paul Sartre. Je crois que c'est maintenant un Hippopotamus. J'ai retrouvé là

cinq ou six amis, dont Georges Beauchamp et Roland Dumas, à qui j'ai annoncé ma décision. J'ai ajouté que l'on ferait paraître un communiqué pendant la conférence de presse du Général, afin que cette annonce fût, en quelque sorte, portée par de Gaulle lui-même.

Durant le déjeuner, j'ai rédigé le texte de ma déclaration, sur la nappe en papier du restaurant. Je l'ai écrite en travers, l'ai raturée, en ai déchiré les contours et j'ai chargé Paul Bordier, un ancien gouverneur de l'outre-mer, Charentais comme moi et qui avait été l'un de mes collaborateurs rue Oudinot, de l'apporter à l'AFP. Un de mes camarades a gardé l'original de cette déclaration où je disais : « Il s'agit essentiellement pour moi d'opposer à l'arbitraire du pouvoir personnel, au nationalisme chauvin et au conservatisme social le respect des lois et des libertés, la volonté de saisir toutes les chances de l'Europe, et le dynamisme de l'expansion ordonnée par la mise en œuvre d'un plan démocratique. » J'étais donc officiellement candidat.

Le communiqué est tombé comme prévu en pleine conférence de presse de De Gaulle, le 9 septembre 1965. Il a provoqué beaucoup de remue-ménage dans les milieux politiques. Dans la presse, au contraire, assez peu. *Le Monde* a consacré à cette annonce un petit entrefilet sur deux colonnes. Une colonne relative à ma candidature, et une autre, aussi longue ou aussi courte, comme on voudra, exprimant l'opposition du PSU.

À partir de là, les grandes manœuvres ont commencé. Les communistes ne présenteraient pas de

candidat contre moi. Mais je savais aussi que cela suffisait pour que la SFIO en prît prétexte pour se retirer du jeu.

J'ai décidé alors une conférence de presse à l'hôtel Lutétia, le 21 septembre, où j'ai invité les journalistes, les principaux dirigeants de la gauche, des socialistes et des radicaux, des communistes, dont Waldeck-Rochet. Au moment de prendre place sur l'estrade dressée pour la circonstance – cela ressemblait à une petite salle de théâtre avec des coulisses –, Claude Fuzier, secrétaire général adjoint de la SFIO, m'a attrapé par le bras – j'avais déjà une jambe sur la scène – et m'a dit : « J'ai un message urgent à vous faire... Pour l'instant, la SFIO ne marche pas parce qu'il ne faut pas que vous puissiez dire que vous souhaitez l'union avec les communistes... » J'ai protesté : « Mais c'est la base même de ma démarche... » Lui : « Écoutez, je vous préviens, c'est Guy Mollet qui m'envoie... » Moi : « Je ferai ce que j'ai décidé de faire... » Je l'ai écarté, je suis monté sur l'estrade, je me suis assis à ma petite table et j'ai fait la déclaration que j'avais préparée. Cela fait, on m'a remis dans la minute même un petit mot de Borker, qui était au courant je ne sais comment de cette manœuvre de dernière minute. Il m'écrivait : « Vous avez bien fait... » Et j'ai commencé ma campagne.

La réaction de Guy Mollet ne s'est pas fait attendre. Quelques jours plus tard, je me trouvais à Cannes, au Congrès extraordinaire du Mouvement européen, pour plaider la cause de la Construction européenne – ce qui n'enchantait pas les commu-

nistes. Et là, j'ai été assailli à la sortie de la salle par une marée de journalistes qui me demandaient si j'avais lu la dernière édition de *Paris-Presse*. On y trouvait, en date du 2 octobre 1965, une longue interview de Guy Mollet, donnée à Pierre Charpy, qui commençait à la une et occupait toute la dernière page. Mollet y déclarait notamment : « Nous ne lâcherons pas Mitterrand maintenant. Nous avons décidé de le soutenir. Ce qui est exact, c'est que je souhaite la candidature de M. Pinay, car c'est lui qui ferait le plus de voix dans la famille des démocrates libéraux. »

Je suis rentré à Paris et je suis allé voir Guy Mollet. Sur son bureau était étalée l'interview en question avec de nombreux passages soulignés au crayon rouge. Il m'a tenu un discours embarrassé : « Mais je n'ai pas dit cela exactement... Vous savez ce que c'est que les journalistes... »

Considérant que je n'obtiendrai rien de plus de Guy Mollet, j'ai procédé autrement. J'ai demandé à mon frère Robert d'inviter Pinay à déjeuner, et je suis allé les rejoindre au café. Je connaissais un peu Antoine Pinay, puisque nous avions appartenu au même gouvernement Queuille en 1948. Je lui ai dit qu'il pouvait être éliminé dès le premier tour. « Cela ne peut que nuire à votre prestige et à votre autorité. » « Je ne le pense pas, m'a-t-il répondu. Les conversations que j'ai eues avec Mollet, Abelin, Alduy et autres m'assurent un apport de voix qui me permettraient d'être au second tour face au général de Gaulle. » « Mais non, c'est moi qui serai deuxième, et largement, et qui me retrouverai face à

de Gaulle ! Vous ne disposez pas d'une base réelle, ce ne sont que des états-majors qui vous soutiennent... Naturellement, vous êtes tout à fait libre de vous présenter, mais moi, je me présenterai aussi et, à mon grand regret, je vous distancerai largement, car j'aurai pour moi les voix de la gauche. » Je ne sais pas si cette conversation l'a éclairé, mais Antoine Pinay a fait savoir peu après qu'il ne se présenterait pas. La campagne a commencé.

Quand cette campagne commence, pensez-vous sérieusement parvenir au second tour, seul contre de Gaulle ?

Non. Je ne pensais pas qu'il y aurait ballottage, d'ailleurs personne à l'époque ne l'imaginait... Mais si jamais il y avait un second tour, je pensais bien en être. Il m'a fallu pour cela franchir un incroyable marathon d'obstacles disposés par une partie de la gauche. L'obstacle Mollet, l'obstacle Pinay, l'obstacle d'un PSU en rage. À tel point que Michel Rocard inventa une tactique plutôt pittoresque : le PSU appellerait à voter en ma faveur, mais ses membres s'engageaient à « ne pas participer à la campagne ». Dans l'intelligentsia, c'était à qui écrirait ou ferait écrire des articles indignés. Pour eux, tout le monde était de gauche sauf moi... *L'Observateur* a voulu commenter ma candidature dans le numéro suivant l'annonce. Claude Estier, qui était alors journaliste dans cet hebdomadaire, s'est rendu compte que le titre de couverture du journal devait être : « Mitterrand ?

Jamais ! » L'idée émanait de Gilles Martinet, qui ne m'a jamais ménagé.

Finalement, après des heures de discussion, Claude Estier a pu convaincre l'équipe rédactionnelle de titrer simplement : « Mitterrand ? Pourquoi ? »...

À quoi ressemblait cette première campagne présidentielle du siècle ?

Nous ne disposions que de cinq bureaux dans un appartement du 25 de la rue du Louvre, et quatre téléphones. J'avais une quinzaine d'amis avec moi ; et nous avions un budget total qui n'a pas atteint le million de francs. Cela ne nous a pas empêchés de faire une belle campagne.

Dans les premières salles, personne ne montait sur la tribune à mes côtés pour me soutenir. Les partis s'observaient. Alors je faisais tout : j'ouvrais la séance moi-même, je me présentais, je faisais mon discours, j'organisais la discussion et puis je partais. Mais au bout de dix jours, tous se disputaient la tribune.

Vingt-deux ans après votre rencontre à Alger, vous mettez de Gaulle en ballottage lors de la première élection présidentielle au suffrage universel. Savez-vous ce qu'il en a pensé ?

Il ne m'a pas fait de confidences ! Donc je ne sais que ce qu'un certain nombre de journalistes et d'écrivains en ont dit. De tous ces témoignages il ressort qu'il a été surpris, furieux et blessé. Et il a

été encore plus mécontent que je sois son adversaire au second tour. Ce revers a constitué pour lui une épreuve et il était, paraît-il, à ce point découragé qu'il a songé à se retirer de la vie politique comme il l'avait fait en 1946. Il aurait hésité quelque temps pour savoir s'il irait jusqu'au bout de cet affrontement électoral.

Comment Mendès France a-t-il réagi à votre succès ?

Personne n'y croyait et surtout pas Mendès pour les raisons que je vous ai indiquées. Une fois entré dans cette campagne désespérée, j'ai tout de suite compris, sur le terrain, qu'il se passait quelque chose. J'étais convaincu au bout de dix jours de campagne que ça fonctionnait. Je me souviens de la première réunion publique où, avec mes six compagnons, nous attendions cinq cents personnes. Il en est venu quatre mille ! À l'époque, il n'y avait pour ainsi dire pas de télévision et, comme je vous l'ai dit, les journaux de gauche ne me soutenaient pas. En fait, le rôle de Jean Lecanuet a été décisif dans l'affaire. Il a privé de Gaulle des voix d'un certain nombre d'électeurs du centre. Je suis arrivé au second tour avec le double de suffrages du candidat du centre. La surprise créée par mon score et par la mise en ballottage de De Gaulle a donc été d'autant plus grande.

Je me rappelle un jour – ce devait être au soir du premier tour – le 5 décembre, et il était acquis que j'allais affronter de Gaulle. Nous nous trouvions au Cercle républicain. Il était certainement tard dans la nuit et nous réfléchissions à donner de l'élan à la cam-

pagne du second tour. J'étais accompagné de Georges Dayan. Nous avons décidé de tenir conseil chez lui, rue de Rivoli. Mendès nous a rejoints avec ses amis de *L'Observateur*, dont Jean Daniel.

J'ai proposé à Mendès de m'aider dans quelques meetings de province, dans des coins qu'il aurait pu remuer, lui mieux qu'un autre. Nous avons pensé à l'Alsace – à Strasbourg, je crois. Il avait accepté sur le principe, mais cela n'a jamais pu se faire, pour la simple raison qu'il n'en a pas trouvé le temps ! Je le revois, assis dans un fauteuil, Jean Daniel à ses côtés, sortant de sa poche son gros calepin, le feuilletant et le refeuilletant, passant en revue toutes les journées et toutes les soirées de la quinzaine à venir, avant puis après la date évoquée, et constatant, désolé, que : pas de chance ! il n'arrivait pas à trouver un petit moment pour un seul de ces meetings d'ici le second tour. Il était aussi comme ça, Mendès !

En 1968, vous perdez soudainement l'avance accumulée sur Mendès France en 1965. Vous n'avez pas saisi, dit-on, le sens des événements de Mai...

Vous voyez toujours ma relation avec Mendès sous l'angle de la concurrence. Ce n'était pas exact. Nous nous sommes trouvés confrontés aux mêmes événements. Nous avons souvent réagi de la même façon. Il est certain que Mendès avait une forte résonance dans la jeunesse révoltée de Mai 1968. Pas moi. Il a participé au grand rassemblement de Charléty. Je m'y suis refusé. Je me sentais mal accordé au langage simili-marxiste des leaders étudiants. Je me demande comment il pouvait le supporter. Je n'ai jamais beaucoup aimé le galimatias.

Ce langage forcené me hérissait. Je crois avoir compris Mai 1968 plus comme une révolte morale contre la société, les parents, les maîtres, le discours magistral, etc., que comme une révolte sociale.

Toujours est-il que le 23 mai, tandis que l'émeute battait son plein au Quartier latin, Mendès m'a rendu visite tard, la nuit chez moi, rue Guynemer. Charles Hernu l'accompagnait. Nous avons discuté de l'opportunité de nous joindre aux étudiants, pour leur manifester notre soutien face à la répression policière. « Il faut y aller », insistait Hernu. Mendès se tenait sur ses gardes. Il a longuement argumenté pour nous convaincre que ce geste était prématuré, que notre place, celle des hommes politiques, n'était pas dans la rue, que les étudiants eux-mêmes nous auraient mal compris. Le mot « récupération » était meurtrier ! Nous nous sommes finalement rangés à son avis. Mais quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre le lendemain par la radio que Mendès – si réservé la veille – s'était rendu à Charléty.

Considérez-vous qu'il vous a alors trahi ?

Non. Il ne m'a pas trahi puisqu'il n'y avait pas d'engagement de sa part. Je continue de penser qu'en agissant de la sorte il a commis une faute politique.

Comment expliquez-vous alors la fascination des gauchistes de l'époque pour Mendès France, et leur antipathie à votre endroit ?

Mendès incarnait la rigueur morale. Sa façon de régler l'affaire d'Indochine était apparue comme le modèle de

ce qu'il convenait de faire après tant d'années de promesses non tenues et d'indécision. Diên Biên Phu avait été perçu comme un coup de tonnerre et la France avait perdu un peu de son honneur. Les gauchistes avaient la même animosité à l'égard des communistes que les milieux modérés. Bien sûr, ils ne se l'avouaient pas. Ils se cachaient derrière des paravents idéologiques maoïstes ou trotskistes mais ils avaient des réflexes de classe. Mai 68, c'était la révolte de jeunes bourgeois catholiques contre l'hypocrisie de leurs parents. Ces bourgeois catholiques qui se sont mis à parler marxiste n'étaient pas à l'aise avec eux-mêmes. Encore heureux qu'ils aient échappé à la contagion des clans homologues italiens et allemands, qui ont confondu le crime et la libération.

Bien entendu, je ne méconnais pas qu'il y ait eu, parmi les insurgés de 1968, des gens sincères qui refusaient le conformisme, l'immobilisme de la société de l'époque, des gens d'un dévouement, d'un esprit de sacrifice et d'une abnégation admirables. Mais ce n'était pas le cas de ceux qui ont « théorisé » en leur nom le sens de cette « fausse révolution ».

On a parlé d'un malentendu entre ces derniers et moi-même. Mais il ne s'agissait pas d'un malentendu pour la simple raison qu'il me suffisait de les écouter parler pour distinguer d'où ils venaient et ce qu'ils incarnaient. Finalement, c'était de la graine de notaire. Je les imaginais à quarante-cinq ans avec des bésicles. Et j'en voyais la dérision.

Finalement, le poids de chacun a été pesé à sa juste valeur... L'Histoire n'a pas été faite pour ceux qui croyaient l'écrire.

On associe toujours le nom de Pierre Mendès France au PSU. Était-il à l'aise dans ce parti ?

Je ne le crois pas. Il y comptait de vrais amis mais était tenu en suspicion par beaucoup. Les gens du PSU lui reprochaient sourdement ses opinions modérées en matière économique – lui-même m'a confié, vers 1968, ses inquiétudes face au comportement de ses nouveaux amis. Cela n'a pourtant pas empêché « la deuxième gauche » de s'emparer de lui, d'en faire quelques années plus tard un symbole censé être mon exact contraire. Cette récupération, commencée bien avant sa mort, était pour le moins paradoxale venant d'hommes qui ne l'avaient guère ménagé et n'avaient rien fait pour lui permettre de revenir au pouvoir.

Nous avons évoqué les erreurs de Mendès France en 1968. Mais, vous-même, n'avez-vous pas alors commis une erreur – que vous paierez chèrement – en vous déclarant, lors d'une conférence de presse, le 28 mai 1968, candidat à la présidence de la République alors que celle-ci n'était pas vacante ?

Tout de cette histoire a été raconté à l'envers. Replaçons-nous dans le contexte du moment. Le 24 mai 1968, le général de Gaulle, visiblement incapable de rétablir l'ordre, avait annoncé un référendum sur la « rénovation universitaire, sociale et économique ». Il réclamait en plus un oui massif à ce référendum. Je parlais au nom de l'opposition. Je ne pouvais accepter ce quitte ou double. Il convenait de dire aux Français que la République continuerait de fonctionner avec ou

sans de Gaulle. C'est pour cette raison que j'ai fait acte de candidature. Je n'avais pas demandé le départ du général de Gaulle, c'est lui-même qui l'avait mis en balance. Lisez les journaux du lendemain. Vous verrez que des responsables politiques m'ont approuvé. Pinay, Abelin, Lecanuet. Je ne réclamais pas leur approbation. Ils ont réagi comme je l'avais fait moi-même : question de dignité. Quant au référendum lui-même, il tomba vite aux oubliettes. Pompidou, lui aussi, convainquit le chef de l'État que mieux valait lui substituer des élections législatives. Bien lui en prit, elles furent triomphales.

Personne ne se souvenait plus de la déclaration de De Gaulle, cinq jours plus tôt, et j'endossais le costume de l'infâme parricide. Or c'est le père qui avait ordonné : « Si vous ne faites pas ce que je veux, je m'en irai. »

Les gaullistes ont beaucoup utilisé cette affaire contre vous...

Oui. Les gaullistes contrôlaient l'ORTF. On a prétendu alors que la télévision n'avait pas pu filmer ma conférence de presse – ce qui était faux, puisqu'ils ont pu en diffuser des extraits grossièrement montés de façon à me présenter de la manière la plus antipathique, les bras levés, photographié par-dessus, à la manière de Mussolini, barbe mal rafraîchie, je me serais fait peur à moi-même.

Pierre Mendès France a-t-il condamné votre initiative ?

Non, il ne me semble pas. Lui aussi, après la déclaration de De Gaulle le 24 mai, avait fulminé : « Un plébiscite, ça se combat. » J'ai même précisé, lors de ma conférence de presse, que je souhaitais faire équipe avec lui. J'étais prêt à m'incliner devant lui – qui plus que moi avait la faveur de la jeunesse. Et c'était à cette jeunesse qu'il fallait répondre.

Un tandem dans lequel vous auriez été Président et lui, Premier ministre, c'est-à-dire votre second...

Je ne lui avais pas parlé de mon initiative. J'aurais dû le faire. Elle l'a indiscutablement embarrassé. M'en voulut-il au fond ? L'année suivante, il a accepté de Gaston Defferre le rôle que je lui avais dévolu.

Pourtant, la SFIO, à l'époque, connaissait de graves difficultés...

Oui, les socialistes se sont retrouvés en proie à de fortes dissensions internes. Sur le plan parlementaire, ils ne disposaient pas d'orateurs capables de mener des grandes joutes oratoires. Bref, tout cela s'est traduit par l'effondrement (provisoire) des espérances nées en 1965. Quand Alain Savary a été élu, contre Defferre, secrétaire général d'un parti socialiste qui ressemblait comme un frère à la SFIO, il lui a été impossible de susciter l'élan qui eût été nécessaire. Il en avait la qualité, son passé était irréprochable, mais d'enthousiasme, il n'en existait nulle part. La mort de la SFIO n'était plus qu'un pétard mouillé.

Cet appareil vous était hostile ?

Au congrès d'Épinay-sur-Seine qui fut, comme vous le savez, décisif, l'organisation politique et matérielle était aux mains des mollettistes qui ne m'appréciaient pas – c'est le moins que l'on puisse dire. Ils contrôlaient tout. Ils tenaient la salle durant les débats et les votes et, logiquement, ils n'auraient pas dû perdre. Finalement, j'ai été élu par 51 % des mandats grâce au ralliement à ma candidature de la puissante Fédération du Nord.

La presse de gauche – Le Monde *et* Le Nouvel Observateur – *vous était très hostile et l'est, d'une certaine façon, restée tout en érigeant en idole Mendès France...*

Pour le dernier nommé, je vous laisse la responsabilité de votre question. Allez leur demander... Je ne devais pas être leur genre de beauté ! Qu'ils aient été violemment hostiles au parti communiste, ou bien, comme beaucoup, favorables à l'alliance avec un centre qui n'existait pas, ils ne m'ont pas pardonné l'Union de la gauche. C'est tout. Observez la continuité, j'allais dire : la fixité des situations politiques. Les crises qu'a traversées le parti socialiste, indépendamment des ambitions concurrentes, depuis l'échec aux législatives de 1978, ont toutes leur origine dans ce même débat : alliance à gauche ou alliance au centre. J'ai pris ma part et je continue : je considère que toute faiblesse du parti socialiste à l'égard du centre le conduit à sa perte et que cette tentation chaque fois renaissante le fragilise dès qu'elle paraît devoir l'emporter. Le parti socialiste

ne doit jamais oublier que son combat, loin de se situer sur le champ politique, est d'abord et avant tout un combat contre des forces sociales, qui, elles, déterminent les conditions du combat politique.

Peut-on dire que l'après-congrès d'Épinay marque votre triomphe sur la « deuxième gauche » hostile à l'union avec les communistes ?

Il ne s'agit pas d'un triomphe. En tout cas, je ne l'ai pas cherché. La majeure partie du PSU, derrière Rocard, avait adhéré au parti socialiste. Cela n'avait été possible qu'avec mon accord et je trouvais ce ralliement prometteur, enrichissant. Certes, et Rocard avait eu raison de le dire au congrès de Nantes, il existait deux cultures de gauche. Je croyais, j'espérais la synthèse possible. Malheureusement, j'ai dû me rendre à l'évidence qu'il s'agissait surtout d'une lutte de pouvoir. Cette lutte s'est traduite en termes stratégiques parce que cela paraît plus sérieux et que la gauche adore ça. Le congrès de Metz, en 1979, en a fourni l'illustration. Mais il ne faut pas s'y tromper, toute la suite, la victoire de 1981, puis celle de 1988, a dépendu des décisions prises à Metz. Mes adversaires l'eussent emporté, l'Union de la gauche eût été rompue et la droite restait au pouvoir. Dans la période précédente, la gauche non communiste a couru après les centristes alors que le centre n'était pas là où elle croyait. Le centre était avec Poher contre Pompidou, puis avec Pompidou contre la gauche. De cette malheureuse expérience nous devons retenir cette leçon essentielle : il n'y a pas d'autre stratégie pour les

socialistes que dans cet ancrage à gauche et dans l'Union de la gauche. Ne pas l'admettre, c'est non seulement perdre sa force et son identité, c'est aussi courir irrémédiablement à l'échec.

Je crois pour demain comme hier à la victoire de la gauche à condition qu'elle reste elle-même. Qu'elle n'oublie pas que sa famille, c'est toute la gauche. Hors du grand rassemblement des forces populaires, il n'y a pas de salut. Il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais de dynamique de victoire.

Depuis 1965, par un simple effet mécanique, le candidat socialiste peut atteindre, dans ses basses eaux, 20 à 23 %, son bon niveau se situant à 25 %. C'est là son socle, le socle quasiment incompressible qui est le sien depuis que je l'ai mené là. Ainsi, le candidat de la gauche, au second tour d'une élection présidentielle, doit tout aussi mécaniquement atteindre les 46 à 48 % de votants. Et même plus s'il se passe quelque chose, si par sa campagne et sa dimension personnelle le candidat de la gauche réussit à entraîner l'adhésion des hésitants.

Bien sûr, je reste lucide. Je suis conscient des rapports de forces – et j'ai dit jadis que la droite était politiquement majoritaire dans ce pays... Il y a en effet des moments, des circonstances où il faut élargir son assise en passant de nécessaires accords d'états-majors. Mais tout cela ne se fait qu'après qu'une stratégie de gauche a été dessinée, une dynamique impulsée. Il ne faut donc pas changer de cap : le rassemblement à gauche de toute la gauche.

TABLE DES MATIÈRES

Note de l'éditeur 7

Le temps du stalag, le temps des évasions 9
De Vichy à la Résistance 63
Morland 103
Première rencontre avec de Gaulle 123
La Libération 149
Ministre sous la IV[e] République 173
Le temps de l'opposition 201

Ouvrages de François Mitterrand

Les Prisonniers de guerre devant la politique, Éd. du Rond-Point, 1945.
Aux frontières de l'Union française, Julliard, 1953.
Présence française et abandon, Plon, 1957.
La Chine au défi, Julliard, 1961.
Le Coup d'État permanent, Plon, 1964.
Ma part de vérité, Fayard, 1969.
Un socialisme du possible, Éd. du Seuil, 1971.
La Rose au poing, Flammarion, 1973.
La Paille et le Grain, Flammarion, 1975.
Politique I, Fayard, 1977.
L'Abeille et l'Architecte, Flammarion, 1978.
Ici et maintenant, Fayard, 1980.
Politique II, Fayard, 1982.
Réflexion sur la politique extérieure de la France, Fayard, 1986.
Mémoire à deux voix (avec Élie Wiesel), Odile Jacob, 1995.
Onze Discours sur l'Europe (1982-1995), Institut italien pour les études philosophiques/Centre de recherches sur l'Europe (EHESS, Paris). Vivarium, coll. « Bibliotheca Europea », 1996.
De l'Allemagne, de la France, Odile Jacob, 1996.

N° d'impression : 100176
N° d'édition : 7381-0402-1
Dépôt légal : mai 2010

Imprimé en France

François Mitterrand

« L'histoire de la France me possédait, j'aimais ses héros, ses fastes, et les grandes idées venues d'elle qui avaient soulevé le monde. J'avais la conviction, depuis l'enfance, que j'aurais à la continuer.
J'ai parfois évoqué, avec mes compagnons de captivité, cette voix qui exigeait l'effort. Il nous suffisait qu'il y eût, là-bas, un général inconnu, au nom prédestiné, qui parlait à la France.
Voilà pourquoi, moi qui n'ai jamais été gaulliste, je n'ai jamais été non plus "anti": en souvenir de ces heures sombres où de Gaulle portait l'espoir.
J'éprouvais une profonde admiration pour le caractère, le courage, l'intelligence du chef de la France libre même si je contestais ses méthodes avant de combatre sa politique. »

F. M.

Il y a un demi-siècle, l'histoire personnelle de François Mitterrand a rencontré l'histoire de la France. Jusqu'à la fin, il aura poursuivi son dialogue avec elle.
C'est à un demi-siècle de luttes et de rêves que ce livre est consacré – œuvre que la mort a interrompue.

MÉMOIRES INTERROMPUS

9 782738 104021

Document de couverture :
François Mitterrand (vers 1947-1950)
© AFP
Couverture : Aparicio & Hoch
712726.7
ISBN 978-2-7381-0402-1

21,60 €